la presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
100 ans

MONTRÉAL, LUNDI 11 JUIN 1984, 100e ANNÉE, N° 149, 66 PAGES, 4 CAHIERS •

LA MÉTÉO: NUAGEUX
AUJOURD'HUI: MIN. 16°, MAX. 26°
DEMAIN: ENSOLEILLÉ. DÉTAILS PAGE A 2

La Belle PONTIAC BUICK LTÉE
VENTE ET LOCATION
11251, NOTRE-DAME EST 645-1651

35 cents
Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Sept-Iles et Baie Comeau: 50 cents

L'ÉLECTION RÉFÉRENDAIRE: RICHARD ET JOHNSON SONT RÉTICENTS

René Lévesque se rallie et rétablit l'unité du parti

Mme Nadia Assimopoulos, photographiée avec le premier ministre Lévesque, succède à Sylvain Simard à la vice-présidence du parti. Elle l'a emporté par une faible marge sur son unique adversaire, Paul Bégin. photo Pierre Lalumière, LA PRESSE

■ En décidant de se rallier, malgré ses réserves, à la résolution stipulant qu'un vote pour le PQ signifierait un vote pour la souveraineté lors de la prochaine élection, le chef du parti, René Lévesque, a réussi à rétablir l'unité dans sa formation politique au terme de son neuvième congrès.

LOUIS FALARDEAU

Le ministre des Affaires culturelles, Clément Richard et, mais à un moindre titre, son collègue des Affaires sociales Pierre-Marc Johnson, restent en effet les seuls membres du cabinet qui ont refusé de se rallier à la volonté très majoritairement exprimée des délégués.

Mais l'existence même du débat soulevé par M. Richard, et l'insistance des journalistes à ne lui parler à peu près que de ça en conférence de presse, ont à ce point indisposé le premier ministre qu'il s'est livré à une charge à fond de train contre la presse.

Amer, il a parsemé toutes ses réponses aux questions des journalistes de commentaires défavorables sur leur travail, disant notamment qu'ils passent leur temps à critiquer le gouvernement sans jamais le faire pour l'opposition.

Clément Richard

Le ministre Richard avait fait éclater toute l'affaire, hier matin, en déclarant aux journalistes qu'il aurait de très fortes réticences à se présenter aux prochaines élections dans ce contexte et qu'il pourrait même démissionner si le Conseil des ministres entérinait la décision des congressistes.

Pour le moment, a-t-il dit, je n'ai pas le moindre problème avec le Conseil des ministres et avec le caucus. Mais j'en ai avec le parti. Je suis d'accord avec la décision de février (élection portant principalement sur la souveraineté) et je n'ai donc pas de raison de démissionner. Mais il a ajouté qu'il n'écartait pas la possibilité de le faire si le cabinet, à la suite des discussions que ne manqueront pas de provoquer sa sortie, décidait de faire sienne la position du parti. Je verrai à ce moment-là, a-t-il dit.

M. Richard précise qu'il est toujours convaincu de la nécessité de la souveraineté du Québec. Mais il est en « profond désaccord » avec la résolution de samedi parce qu'il ne veut pas que le vote soit strictement relié à la question de la souveraineté lors du prochain scrutin.

Je veux, dit-il, que les gens qui sont satisfaits du gouvernement ou de moi comme député puissent voter pour moi même s'ils sont contre ou indécis sur la souveraineté. Une élection, lance-t-il, c'est quand même avant tout fait pour juger un gouvernement.

Il fait également valoir qu'une élection tenue dans ces conditions « comporte le risque énorme que l'idée d'indépendance soit totalement évacuée de l'Assemblée nationale surtout si l'élection se fait selon le mode de scrutin actuel ».

M. Richard n'a pas participé au débat sur la résolution qu'il conteste, ni en commission, ni en plénière, bien qu'il ait tourné autour du micro des « contre » à cette dernière occasion. J'ai été tenté de le faire, dit-il, mais on avait peu de temps et je savais que Pauline Marois et Michel Clair diraient ce que je pense.

Johnson

Même si neuf ministres ont voté comme M. Richard, Pierre-Marc Johnson a été le seul autre à ne pas se rallier à la décision majoritaire des congressistes.

voir LÉVESQUE en A 2

☐ *Les jeunes à la fois déçus et satisfaits* page A 4

☐ *Le plein emploi, une « obsession nationale »* page A 5

☐ *Le prochain chef élu au suffrage universel* page A 4

AUJOURD'HUI

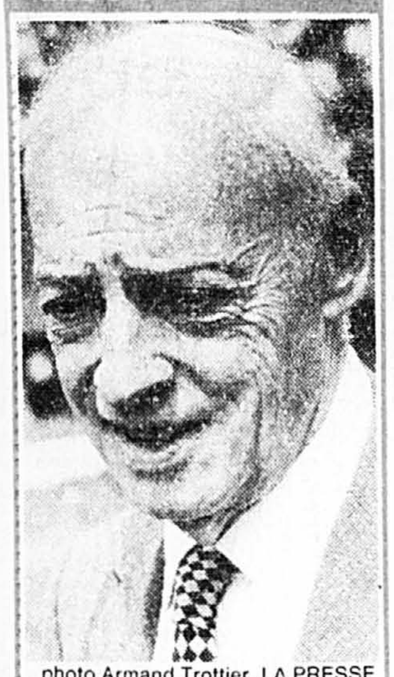


photo Armand Trottier, LA PRESSE

- **SAUL BELLOW**

  Natif de Lachine, le célèbre écrivain américain Saul Bellow s'est dit ému que l'on ait donné son nom à la bibliothèque municipale de sa ville natale.

  page A 3

- **HOMMAGE**

  Les équipages de plusieurs grands voiliers réunis à Halifax ont assisté hier à la cérémonie religieuse célébrée à la mémoire des victimes du naufrage du *Marques*.

  page A 2

- **TRAVAIL**

  S'ils avaient le choix, plus de la moitié des gens d'affaires québécois implanteraient une nouvelle usine hors du Québec plutôt qu'ici.

  page B 1

- **IRAN-IRAK**

  Pour la première fois depuis près de quatre ans, l'Iran et l'Irak ont accepté hier une proposition de cessez-le-feu de l'ONU.

  page A 12

- **LAC CHAMPLAIN**

  La bourgeoisie montréalaise fréquente volontiers les ports de plaisance du lac Champlain.

  page A 13

ENTREVUE À *LA PRESSE*

Jean Chrétien a un programme électoral en tête pour des élections à l'été

■ OTTAWA — Le ministre de l'Énergie, M. Jean Chrétien, aurait un programme politique complet et « assez spécifique » à présenter à l'électorat canadien advenant des élections à l'été s'il remporte la course au leadership libéral.

GILBERT LAVOIE
de notre bureau d'Ottawa

« J'ai des idées pas mal précises à ce moment-ci. Lors de la préparation de mon document de politiques pour le congrès, j'ai consulté beaucoup de personnes. Certains soirs, j'ai arrêté de faire campagne pour rencontrer des experts », a révélé M. Chrétien à LA PRESSE la semaine dernière.

Il a dit voir une contradiction dans le fait que l'on demande aux candidats de dévoiler leurs politiques et en même temps d'être ouvert et de consulter le parti. Néanmoins, il se dit prêt à des élections.

« Après avoir écouté pendant 10 semaines, j'ai décidé d'émettre un document qui indique mes priorités. Je ferais mon programme électoral après des consultations rapides avec le parti si les élections viennent rapidement. »

Le Québec

M. Chrétien ne partage pas l'avis de son collègue John Roberts qui estime que le Québec est une province comme les autres.

Mais il demeure opposé à tout traitement particulier de la part du fédéral, sauf dans les domaines relevant spécifiquement de la culture et de la langue.

M. Chrétien promet d'être ouvert si le Québec lui demande un jour des points d'impôt pour la mise sur pied d'un programme particulier, mais il pose une condition.

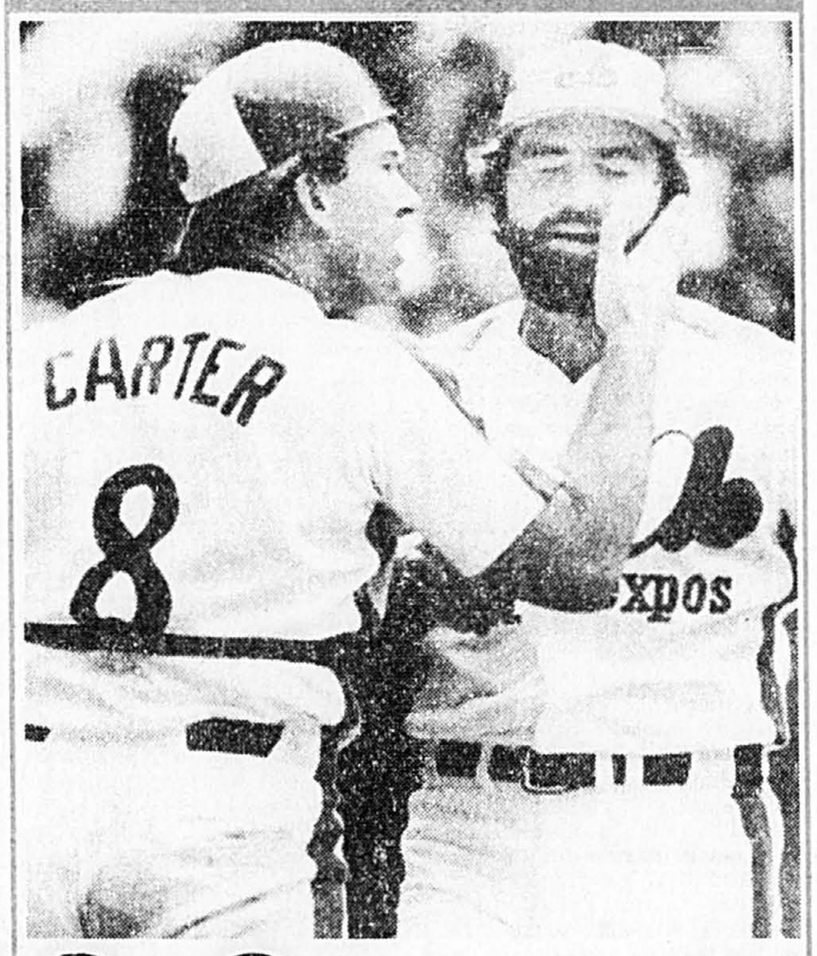
« Ils auront besoin de me convaincre que ça affecte la langue et la culture. Si c'est seulement pour se bâtir une plus grosse bureaucratie au détriment du bien-être économique de la population, je vais dire non. Je n'ai jamais rien rejeté a priori, mais je ne me laisserai pas emporter dans une logique qui mènerait éventuellement à la séparation du Québec. »

voir CHRÉTIEN en A 2

Il faut $328 par semaine à une famille de quatre personnes

page A 2

SPORTS



photolaser CP

3-2

Les Expos évitent un balayage des Mets

Gary Carter surprend Jeff Reardon avec une petite tape amicale au visage après que ce dernier eut protégé sa neuvième victoire de la saison. Il s'agissait de la première victoire des Expos après trois échecs consécutifs. Aujourd'hui, les Expos sont à Chicago pour une série de trois matches.

pages 2 et 3

INTERNATIONAUX DE FRANCE

Lendl défait McEnroe

page 9

SOMMAIRE

Annonces classées ... B 5 à B 9, C 9
Arts et spectacles
— Informations ..... A 10, A 11
— Horaires ..... B 4
Carrières et professions ..... B 2
Centenaire ..... A 8
Décès ..... C 10, C 11
Économie ..... B 1, B 2
Êtes-vous observateur? ..... B 7
FEUILLETON ..... B 6
Horoscope ..... B 7
L'auto ..... C 1 à C 8
Le monde ..... A 12
Loteries - résultats: ..... A 17
Mots croisés ..... B 8
Mot mystère ..... B 9
Quoi faire aujourd'hui ..... B 4
TABLOÏD SPORTS
Mots croisés 12, 13
Bandes dessinées 12, 13

21 accidents mortels

page A 3

GALLUP

Les Canadiens estiment à $328 le minimum vital pour un ménage de quatre

Une famille canadienne de quatre personnes a besoin en moyenne de $328 par semaine pour se tirer d'affaire dans son milieu, selon le dernier sondage de « Gallup Poll » sur le coût de la vie.

C'est la première augmentation de l'estimation moyenne du coût de la vie signalée depuis trois ans. Dans les années 1981, 1982 et 1983, l'estimation était de $300.

La question posée était la suivante :

« En général, quel est le montant minimum dont une famille de quatre — le mari, la femme et deux enfants — a besoin chaque semaine pour subvenir à ses besoins dans cette localité ? »

Année du sondage	Dans l'ensemble du pays	Année du sondage	Dans l'ensemble du pays
1984	328	1977	200
1983	300	1976	200
1982	300	1975	174
1981	300	1973	146
1980	288	1969	125
1979	250	1967	100
1978	200		

Les estimations faites reflètent cependant dans une certaine mesure le style de vie des Canadiens. Les gens d'âge moyen — faisant fréquemment partie de familles comprenant des adolescents — disent généralement avoir besoin de plus d'argent que les gens plus jeunes ou plus vieux.

Le tableau ci-dessous donne les résultats du sondage dans divers sous-ensembles constitués selon l'âge, le revenu et l'importance de l'agglomération dans laquelle les répondants vivent.

	Moins de $300	De 300 à $399	$400 et plus
Dans l'ensemble	28%	30%	42%
Sous-ensemble selon l'âge			
De 18 à 29 ans	31	32	37
De 30 à 49 ans	22	31	47
50 ans et plus	32	28	40
Selon le revenu familial			
Moins de $20 000	36	34	30
De $20 000 à 29 999	26	33	41
$30 000 et plus	20	26	54
Selon l'importance de l'agglomération			
Plus de 100 000 habitants	25	27	49
Moins de 100 000	31	34	35

Ce tableau exclut les gens incapables de faire une estimation, soit 12 p. cent des personnes interviewées.

LÉVESQUE

SUITE DE LA PAGE A 1

Aux journalistes qui lui demandaient s'il se ralliait, il s'est contenté de répéter à deux reprises qu'il était plus à l'aise avec la solidarité ministérielle, c'est-à-dire avec le consensus de février. Le débat, pense-t-il, va reprendre au cabinet parce que la décision du congrès n'est pas conforme à celle du gouvernement.

Il trouve que le débat — auquel il n'a pas participé — a été un peu court et regrette qu'il ne se soit pas tenu d'abord dans les instances. La résolution, note-t-il, confère un caractère absolument exclusif au vote à un ou deux ans de l'élection. « Ce n'est pas comme ça que ça se passe, une élection, dans la vraie vie », commente-t-il.

M. Lévesque, par contre, avait tenté de tuer dans l'oeuf la contestation en disant aux journalistes dès hier matin que cette résolution n'était pas la fin du monde et que de toute façon, au moment de l'élection, « quand les libéraux auront fini de caricaturer et de déformer notre option et que nous l'aurons présentée du mieux que nous pouvons, les électeurs sauront bien sur quoi ils votent ».

Il regrette simplement l'erreur stratégique que constitue le fait d'entrer si avant dans les détails. Il trouve un peu présomptueux de dire ainsi à l'avance aux adversaires ce que le parti compte faire.

De fort bonne humeur à ce moment-là, le premier ministre avait choisi de prendre l'affaire un peu à la légère. « Je pense que notre ami Clément fait peut-être un peu trop d'émotivité. Cette résolution, c'est un peu *trop fort casse pas*. Mais je comprends que le parti se dise : on va leur river leur clou bien comme il faut pour être sûrs que l'élection va bien porter sur notre option. »

Bien sûr que je me rallie, a-t-il ajouté, car c'est une décision du congrès. Il en sera certes question au Conseil des ministres, mais ce sera surtout pour savoir comment on va y arriver, de quelle façon on va retrousser nos manches pour gagner cette élection-là.

À peu près tous les ministres et les députés, qu'ils aient voté pour ou contre la résolution, l'interprètent comme une manifestation de méfiance de la part des congressistes. Ainsi, Mme Pauline Marois, qui dit pouvoir facilement vivre avec cette résolution qu'elle a combattue, croit que les délégués ont voulu lier le gouvernement de façon à ce qu'il ne puisse retraiter au moment de l'élection. François Gendron, qui n'aime pas la résolution même s'il a voté pour, dit qu'on a voulu ajouter une deuxième paire de bretelles à la ceinture.

Gilbert Paquette, de son côté, reconnaît que le texte qu'il a défendu en plénière tire sa source dans la méfiance des militants. L'élection aurait pu porter principalement sur la souveraineté sans qu'un vote pour le PQ soit un vote pour l'option. Le gouvernement aurait pu ne parler que de ça, mais pour dire qu'il faut faire avancer la cause en préparation d'un autre référendum. Il croit aussi que les adversaires l'interprètent mal quand ils y voient un message aux indécis de ne pas voter pour le PQ.

Les ministres Bédard, Clair, Fréchette, Bérubé, Duhaime et Tardif ont tous dit se rallier, certains avec enthousiasme, même s'ils croient qu'il s'agit d'une erreur, d'un manque de réalisme. Certains pensent qu'il faudra peut-être réévaluer la question à quelques mois de l'élection s'il paraît certain qu'elle se traduira par une cuisante défaite pour la souveraineté.

Tous les ministres souhaitent que Clément Richard se rallie à son tour et Guy Tardif dit à ce sujet que les hommes d'expérience ne doivent pas quitter le navire pendant la tempête et en confier la barre à des enfants !

La Quotidienne — Tirage de samedi

à trois chiffres	à quatre chiffres
717	1238

LA MÉTÉO

DATE: Lundi 11 juin 1984
AUJOURD'HUI: Min.: 16 Max.: 26
NUAGEUX
DEMAIN: ENSOLEILLÉ

24 1 01

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	10	20	Dégagement
Outaouais	16	26	Nuageux
Laurentides	14	22	Nuageux
Cantons de l'Est	14	24	Nuageux
Mauricie	10	18	Nuageux
Québec	12	22	Nuageux
Lac-Saint-Jean	10	18	Nuageux
Rimouski	8	14	Nuageux
Gaspésie	6	12	Pluie
Baie-Comeau	8	14	Nuageux
Sept-Îles	6	12	Pluie

Canada

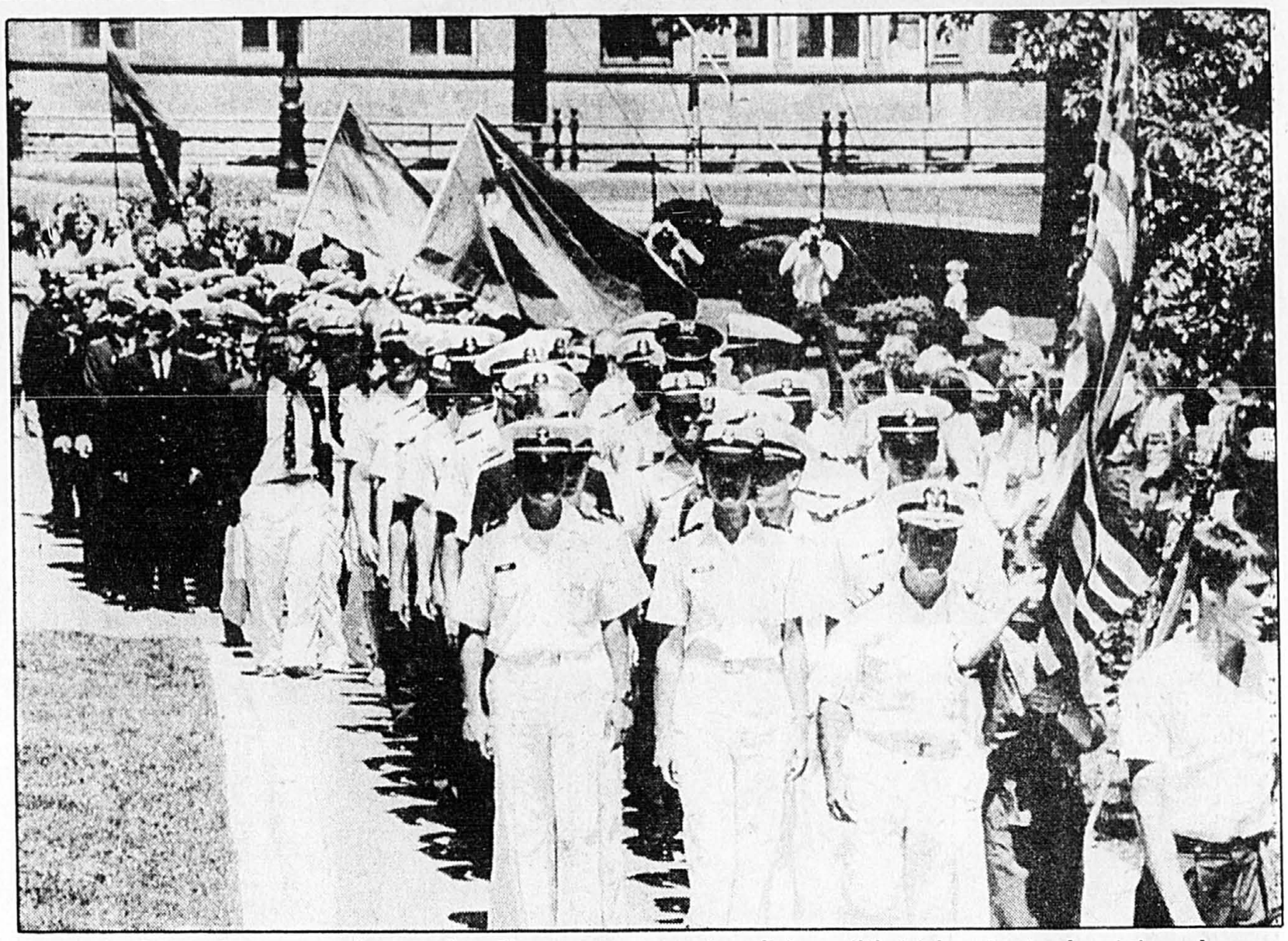
	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	9	19	Ensoleillé
Edmonton	6	21	Ensoleillé
Regina	7	19	Nuageux
Winnipeg	7	23	Orages
Toronto	18	26	Ensoleillé
Fredericton	13	25	Nuageux
Halifax	11	25	Ensoleillé
Charlottetown	11	22	Nuageux
Saint-Jean	4	12	Nuageux

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	12	21	N.-Orléans	16	24
Buffalo	9	10	Pittsburgh	10	14
Chicago	16	27	S. Francisco	12	22
Miami	24	30	Washington	10	19
New York	26	34	Dallas	14	24

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	10	17	Madrid	8	25
Athènes	18	30	Moscou	6	15
Acapulco	25	35	Mexico	14	26
Berlin	8	17	Oslo	7	14
Bruxelles	12	21	Paris	12	23
Buenos Aires	6	12	Rome	11	24
Copenhague	10	19	Séoul	15	25
Genève	11	24	Stockholm	7	14
Hong Kong	28	31	Tokyo	19	24
Le Caire	20	33	Trinidad	23	32
Lisbonne	13	22	Vienne	13	16
Londres	14	25			



Des marins faisant équipage sur les grands voiliers en provenance des États-Unis, de l'Union soviétique et d'autres pays se sont groupés en procession pour se rendre au service religieux célébré à la mémoire des victimes du naufrage du *Marques*, survenu la semaine dernière.

téléphoto UPC

TROIS GAGNANTS: LE DAR MOLDZIEZY, LE EAGLE ET LE SIMON BOLIVAR

Halifax pleure les disparus du Marques

HALIFAX (D'après PC) — Les équipages de plusieurs grands voiliers ont assisté hier à une cérémonie religieuse à Halifax, à la mémoire de leurs confrères et consoeurs qui ont péri lors du naufrage du *Marques*, aux Bermudes.

Les membres d'équipage du voilier canadien *Belle Blonde* étaient à la tête d'une procession formée d'environ 500 marins qui s'est dirigée vers l'église anglicane St. Paul. Construite en 1749, cette église est le plus ancien lieu de culte protestant au Canada.

Le service était aussi diffusé à l'extérieur de l'église, de sorte que le public et les marins ont pu se recueillir et prier pour le salut des 19 membres d'équipage du *Marques*, un navire britannique qui a sombré lors d'une violente tempête dimanche dernier. Seules neuf personnes ont survécu.

La cérémonie a été particulièrement éprouvante pour certaines personnes, notamment Stuart Gillespie, de Waterford, au Connecticut, qui a survécu à la tragédie en s'agrippant durant cinq heures à une embarcation de secours renversée, avant d'être rescapé par le destroyer des forces canadiennes *Assiniboine*.

A l'intérieur de l'église, les fidèles, dont le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan, le ministre du Commerce international Gerald Regan et le capitaine de *l'Assiniboine*, le commandant Wilf Lund, ont écouté les cinq ministres du culte souligner le courage des équipages qui ont cherché les survivants du naufrage, dans une mer démontée.

Les résultats de la course

Un remerciement spécial a été adressé en polonais à l'équipage du *Zawisky Czarny*, un voilier polonais de 164 mètres de long, qui a reçu le premier appel de détresse du *Marques* et a quitté la course des grands voiliers afin de participer aux recherches.

On a par ailleurs appris hier qu'il y a trois gagnants chez les bâtiments de classe A dans la course Bermudes-Halifax de la *International Sail Training*: le Dar Moldziezy, le Eagle et le Simon Bolivar. Il n'y a pas de gagnants dans la classe A2 et B, les autres voiliers sont de classe C. Quarante voiliers s'étaient inscrits; 27 ont terminé la course; un a fait naufrage, 10 se sont retirés et deux n'ont pas pris le départ.

De grandes vedettes

A peine réunis dans le port de Halifax, hier, les grands voiliers ont vite confirmé leur statut de grandes vedettes internationales.

Les pavois n'étaient pas encore hissés que déjà une foule bigarrée se pressait au pied des passerelles pour visiter le pont des gros navires-écoles de l'Union soviétique, des États-Unis, de la Pologne, du Portugal, de la Colombie et du Venezuela.

Les cadets guindés dans leurs uniformes de cérémonie, accueillant les visiteurs sur leurs bateaux-écoles respectifs, maintenaient une belle équanimité devant ce déferlement ininterrompu de toilettes fantaisistes et de questions saugrenues.

Et pendant que les capitaines recommencent la ronde des cocktails officiels, l'équipage attend patiemment le départ pour une autre destination et une autre invasion de touristes curieux et de curieux touristes. Les membres permanents de l'équipage du *Dar Mlodziezy*, par exemple, qui naviguent dans certains cas depuis trente ans, boivent de la bière polonaise chaude dans leurs petites cabines au fond du navire pendant qu'on peut entendre sur le pont les échos des orchestres qui s'esquintent au bout des quais.

Les plus chanceux ont reçu en arrivant une lettre de chez eux et certains avaient même pu téléphoner en Pologne avant l'accostage grâce à la radio du bateau. Mais pour d'autres qui attendent depuis huit ans ou plus qu'on leur accorde un téléphone en Pologne, c'est le moment de ressortir la photo familiale écornée prise vingt ans plus tôt.

Inévitablement, il manque une personne sur la photo : celui qui l'a transportée à travers le monde, coincé entre la tête d'une petite couchette et la coque métallique d'un grand voilier.

Le vrai 450e, c'est à Gaspé

GASPÉ — Les Québécois de la Capitale se scandalisent chaque fois que Montréal a l'air de prendre de l'importance dans les festivités de Québec-84. Mais à Gaspé, on trouve que les gens

PIERRE VINCENT

de la Capitale font bien des frais pour célébrer le 449e anniversaire de la venue de Cartier chez eux. Parce que, voyez-vous, lorsque Cartier prit possession du pays au nom du roi de France en plantant une croix à Gaspé, il n'est pas venu à Québec. Le vrai 450e, c'est donc Gaspé qui est en droit de le fêter...

Partout on parle de doubler au moins le nombre de touristes : Gaspé attend plus d'un million de visiteurs dans sa région cet été. Matane en prévoit 50 000

Tout comme les citoyens de Québec tiennent précieusement à leur attraction touristique de cet été, autant ceux de Gaspé s'accrochent à leurs fêtes du 450e, les seules vraies et authentiques. « Drapeau, t'as eu ton Expo 67 et tes Jeux Olympiques, on fut bien content pour toi et on est allé t'encourager, mais, cette fois, de grâce laisse-nous nos Grands Voiliers », s'est-on écrié d'une voix, quand des Montréalais laissèrent entendre que les Grands Voiliers pourraient peut-être venir faire un petit tour à Montréal quand ils en auraient fini à Québec...

Il faut aussi noter, en toile de fond, les sempiternels tiraillements entre députés provinciaux et fédéraux, accentués à l'extrême par l'atmosphère de pré-campagne électorale fédérale. Cela faisait dire à un loustic que « peut-être bien aurons-nous un été merde et monde à Gaspé » ! On espérait créer 400 emplois à cause de Gaspé-84, il n'y en aura que 100.

« Mais qu'est-ce qu'ils ont tant à s'énerver à Québec à vouloir fêter avec tant d'éclat le 449e anniversaire de la venue de Cartier chez eux ? », demande l'historien gaspésien Jules Bélanger, avec une grosse pointe d'ironie, ajoutant qu'on a bien hâte de voir ce que les Québécois de la Capitale feront l'an prochain, quand ce sera le vrai 450e. Seule la Gaspésie peut véritablement célébrer le 450e anniversaire de la prise de possession du pays par Jacques Cartier, parce que cet été-là le Malouin n'a pas remonté le fleuve, il est reparti en France rendre compte à son roi...

« L'origine même de notre nation », proclame le premier ministre Lévesque dans une brochure touristique.

Le fond de l'air est chaud

Aucun record de température n'a été brisé au cours du week-end à Montréal. Mais il s'en est fallu de peu. Particulièrement vendredi alors que le mercure est grimpé à 29,8 degrés, à deux dixièmes seulement de l'ancien record de 30 degrés établi en 1959 pour un 8 juin.

Samedi, le maximum atteint était de 29,3 alors qu'il avait fait 31,1 le 9 juin 1959. Hier, il a fait 28,6. Le 10 juin 59, le mercure avait fait un bond jusqu'à 32 degrés.

Aujourd'hui, on prévoit des nuages puis du soleil avec un maximum de 26 degrés. Et demain sera généralement ensoleillé.

Des records, il s'en est brisé de l'autre côté de la frontière, toutefois, particulièrement à Atlantic City où le mercure est grimpé à 37 degrés hier midi.

À New York, il a fait 35 degrés et, n'en pouvant plus d'étouffer, 900 000 Newyorkais se sont rués sur les plages municipales ou ont bravé un embouteillage de 11km pour joindre Jones Beach, à Long Island.

Les autres, ceux qui sont restés, risquaient à tout moment de manquer d'eau, des enfants, comme cela se produit régulièrement durant les jours les plus chauds de l'été, ayant ouvert des borne-fontaines pour se rafraîchir.

Les vendeurs et réparateurs de systèmes d'air conditionné ne fournissaient plus à la demande.

Une porte-parole du Service médical d'urgence de la métropole américaine soulignait pour sa part que la chaleur serait sans doute responsable de décès. Le service a dû répondre à 3 630 demandes d'ambulances samedi et prévoyait répondre à 3 800 et 4 000 appels hier et aujourd'hui.

Des records dans tous les cas et bien au delà de la moyenne quotidienne de 2 500 appels.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE A 1

Interrogé sur les droits scolaires des minorités francophones hors Québec, M. Chrétien s'est dit persuadé que l'interprétation par les tribunaux de la Charte des droits donnera à ces minorités le droit de gérer leurs propres commissions scolaires. L'Ontario a toujours refusé aux Franco-Ontariens ce privilège donné depuis longtemps aux anglophones du Québec.

M. Chrétien rappelle que la constitution a garanti les droits scolaires des minorités, mais que cela n'est pas tout. « Vous pouvez donner un droit, mais dans l'esprit du droit, il faut donner les instruments pour y parvenir. J'ai toujours dit que l'exemple du Québec va influencer nécessairement les tribunaux. Le problème n'est plus politique maintenant, il est légal. »

M. Chrétien hésite à parler de pressions fédérales si le droit à la gestion scolaire n'est pas reconnu par les tribunaux.

« On ne sait pas quel système scolaire ils auront. Il faut voir si ce système fonctionnera ou non. Chaque revendication n'est pas nécessairement la solution à un problème donné. Certains conflits ont pris une dimension exagérée. Dans un cas donné, la commission scolaire offrait un local qui n'était pas neuf et les francophones réclamaient un local neuf. Ce n'est pas au premier ministre d'aller voir si la qualité de la bâtisse est adéquate. »

M. Chrétien se dit favorable à la gestion scolaire autonome pour les francophones en Ontario, mais il demeure prudent : « Je pense qu'ils (les Ontariens) devraient considérer cela sérieusement. Ils ont peut-être des raisons administratives valables. Je ne veux pas leur dire quoi faire. »

Les États-Unis

Interrogé sur les relations du Canada avec les États-Unis, le ministre de l'Énergie a déclaré que l'ambassadeur américain au Canada, M. Paul Robinson, a manqué une bonne occasion de se taire il y a deux semaines lorsqu'il a affirmé que les relations canado-américaines seraient meilleures sous un gouvernement Chrétien, Turner ou Mulroney.

« Peut-être que mon approche plus terre à terre lui plaît, mais je pense qu'il n'était pas opportun de sa part de faire des commentaires sur les candidatures ».

« On lui en pardonne beaucoup à l'ambassadeur des États-Unis, mais je pense qu'il a manqué une bonne occasion de ne rien dire ».

M. Chrétien a expliqué que la seule doléance de M. Robinson porte sur le droit de rachat gouvernemental dans le domaine pétrolier.

« Ce qui me fait sourire, c'est que j'ai déposé un bill à ce sujet à la Chambre des Communes il y a deux semaines, à la demande urgente du premier ministre conservateur de la Nouvelle-Écosse, John Buchanan, qui ne veut pas que son gouvernement perde son option de rachat qu'il partage avec nous dans les formations de la côte de la Nouvelle-Écosse. J'avais aussi des difficultés avec M. Peckford, qui voulait de son coté un droit de rachat plus grand que celui qu'on avait... pas 25 mais 40 p. cent ».

M. Chrétien s'est dit persuadé que le chef conservateur Brian Mulroney est naïf lorsqu'il promet des relations constamment harmonieuses avec Washington.

« Ce n'est pas cela que les Américains veulent de nous. Ils aiment qu'on leur parle franchement, sans les insulter. »

Un des week-ends les plus tragiques : 21 victimes

La fin de semaine aura été l'une des plus tragiques de l'année au Québec. Au moins 21 personnes ont perdu la vie accidentellement.

La pire tragédie est survenue tôt, hier matin, sur la route 25, à la hauteur de Lachenaie, au nord-est de Montréal. Trois jeunes gens ont alors perdu la vie et deux de leurs compagnons ont été blessés.

Les victimes étaient âgées entre 17 et 20 ans.

Les cinq jeunes roulaient sur la route 25 lorsque le conducteur du véhicule en a perdu le contrôle. La voiture est alors allée frapper de plein fouet un lampadaire.

Les trois morts sont **Guylaine Robert**, 20 ans, de Saint-François de Laval; **Pierre Labrecque**, 18 ans, de Mascouche; et **Suzanne Chartrand**, 19 ans, de Saint-François de Laval.

Les deux autres occupants ont été grièvement blessés. Il s'agit de Claude Sanchez, 17 ans, et Line Robitaille, 18 ans.

Ils avaient été transportés à l'hôpital Le Gardeur, à Repentigny, mais vu leur état, ils furent transférés à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont où ils reposaient hier aux soins intensifs.

Plus tôt, vendredi, la jeune **Mélanie Gagnon**, quatre ans, de Ste-Germaine, dans le comté de Bellechasse, avait été heurtée mortellement par un camion, alors qu'elle se baladait à bicyclette.

Une jeune femme de 18 ans, **Line Maltais**, de Notre-Dame-du-Rosaire, a également été happée par une automobile, vendredi. L'accident est survenu sur la rue Principale, à Notre-Dame-du-Rosaire.

Pierre Larocque, 35 ans, de Colleraine, près de Bécancour, est mort vendredi, après avoir perdu le contrôle de son véhicule. Cet accident est survenu sur la route 20, à la sortie pour St-Louis de Blandford.

Toujours vendredi, une collision entre deux véhicules a fait une victime sur la route 132, à Cap-des-Rosiers, près de Gaspé. **M. Auxilien Cassivi**, 50 ans, de cette même localité, y a perdu la vie.

Pierre-Serge Lecompte, 22 ans, de Belgique, a trouvé la mort vendredi sur la route 155, près de La Tuque. Son automobile est entrée en collision avec un camion.

Tôt samedi matin, **Vianney Tousignant**, 24 ans, de Gentilly, a péri après avoir perdu le contrôle de sa voiture, sur l'autoroute 30, à la hauteur de Bécancour. Il se serait endormi au volant de son véhicule.

Vers 4h30, samedi matin, **Robert Szabo**, 18 ans, de Laval, était tué lorsque l'automobile à bord de laquelle il prenait place a heurté un lampadaire sur l'autoroute 13, à la hauteur du boul. du Souvenir, à Laval.

Une collision frontale entre deux véhicules a fait une victime, samedi, sur la route 275, à St-Prosper. Il s'agit de **Robin Drouin**, 21 ans, de St-Prosper.

Le conducteur d'une motocyclette, **Martin Gagnon**, 27 ans, de St-Pacôme, près de St-Jean-Port-Joli, est décédé samedi lorsque sa moto a dérapé dans une courbe et pris le fossé, sur la route 132 à St-Jean-Port-Joli.

Vers 13h40, samedi, **Marie-Eve Genest**, 3 ans, se noyait dans la piscine familiale, à Saint-Grégoire de Bécancour.

Un jeune garçon a été happé mortellement par une automobile, samedi, sur la route 337, près de Joliette. La victime est **Steve Pelletier**, quatre ans, de St-Alphonse.

Un personne est morte noyée, samedi, dans les eaux de la rivière à Marthe, près de Ste-Anne-des-Monts. **Jacques-Michel Grimaudeau**, 29 ans, s'est noyé alors qu'il faisait de la plongée sous-marine.

Charles Mathieu, 21 ans, de St-Victor de Beauce, a trouvé la mort hier après avoir perdu le contrôle de son automobile sur la route 108 près de St-Georges de Beauce.

Un accident de la route a fait une victime à Issoudan, dans le comté de Lotbinière. **Claude Beaudet**, 22 ans, de St-Edouard, est décédé après s'être endormi au volant de sa voiture qui a ensuite frappé un ponceau.

Rémi Coulombe, 19 ans, de Petite Matane, a perdu la vie sur le chemin de la grève à Petite Matane. Le conducteur a manqué une courbe et son véhicule est allé heurter une roche.

Un accident de motocyclette a fait un mort hier aussi sur la route 173, au nord de Lévis. **Marc Therrieault**, 20 ans, de Ste-Foy, y a laissé la vie.

Une collision entre deux voitures sur la route 277 dans la localité du lac Etchemin, dans le comté de Bellechasse, a fait une victime. Il s'agit de **André Aubé**, 26 ans, de cette même localité.

M. Jean-René Trépanier, 39 ans, de Lac-à-la-Tortue, inspecteur de l'environnement, est décédé samedi matin, dans un écrasement d'avion au lac Salone, à l'ouest de La Tuque. L'avion dans lequel prenait place la victime s'est écrasé au moment du décollage.

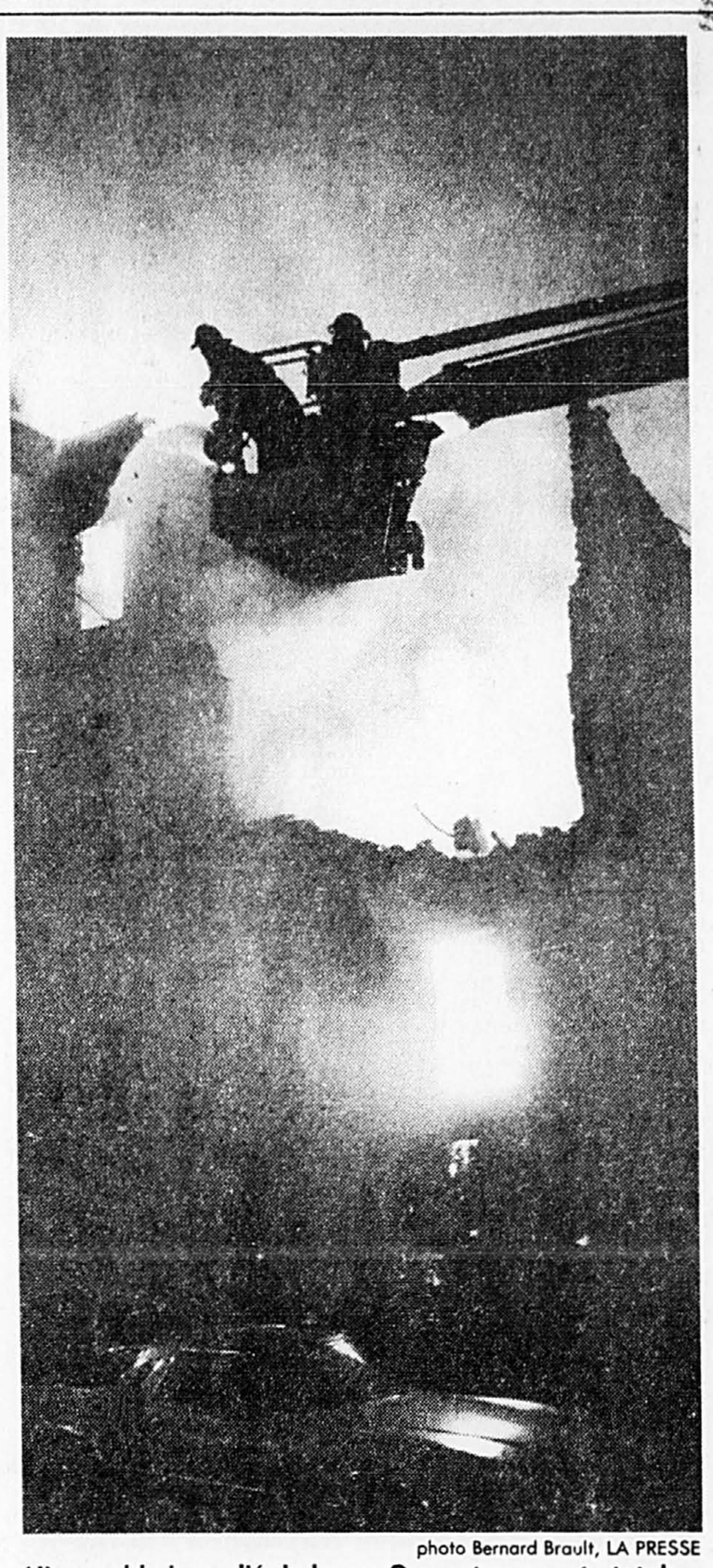


photo Bernard Brault, LA PRESSE

L'immeuble incendié de la rue Guy est une perte totale.

Un mur s'effondre : trois pompiers blessés

Trois pompiers ont subi de légères blessures dans l'effondrement d'un mur alors qu'ils combattaient un incendie qui s'est déclaré vers 2h20 hier matin au 2222 rue Guy, dans l'ouest de Montréal.

Un citoyen a pour sa part subi de graves blessures au dos. Les quatre blessés ont été conduits à l'hôpital Royal Victoria.

L'incendie, qui a complètement détruit l'immeuble de trois étages en plus d'en endommager deux autres, serait d'origine criminelle.

L'immeuble où il a débuté n'était pas occupé mais était sur le point de l'être. Plusieurs explosions ont pu être entendues au moment où les flammes prenaient de l'ampleur.

Les résidents d'une tour d'habitation de 20 étages située tout près ont été incommodés par la fumée.

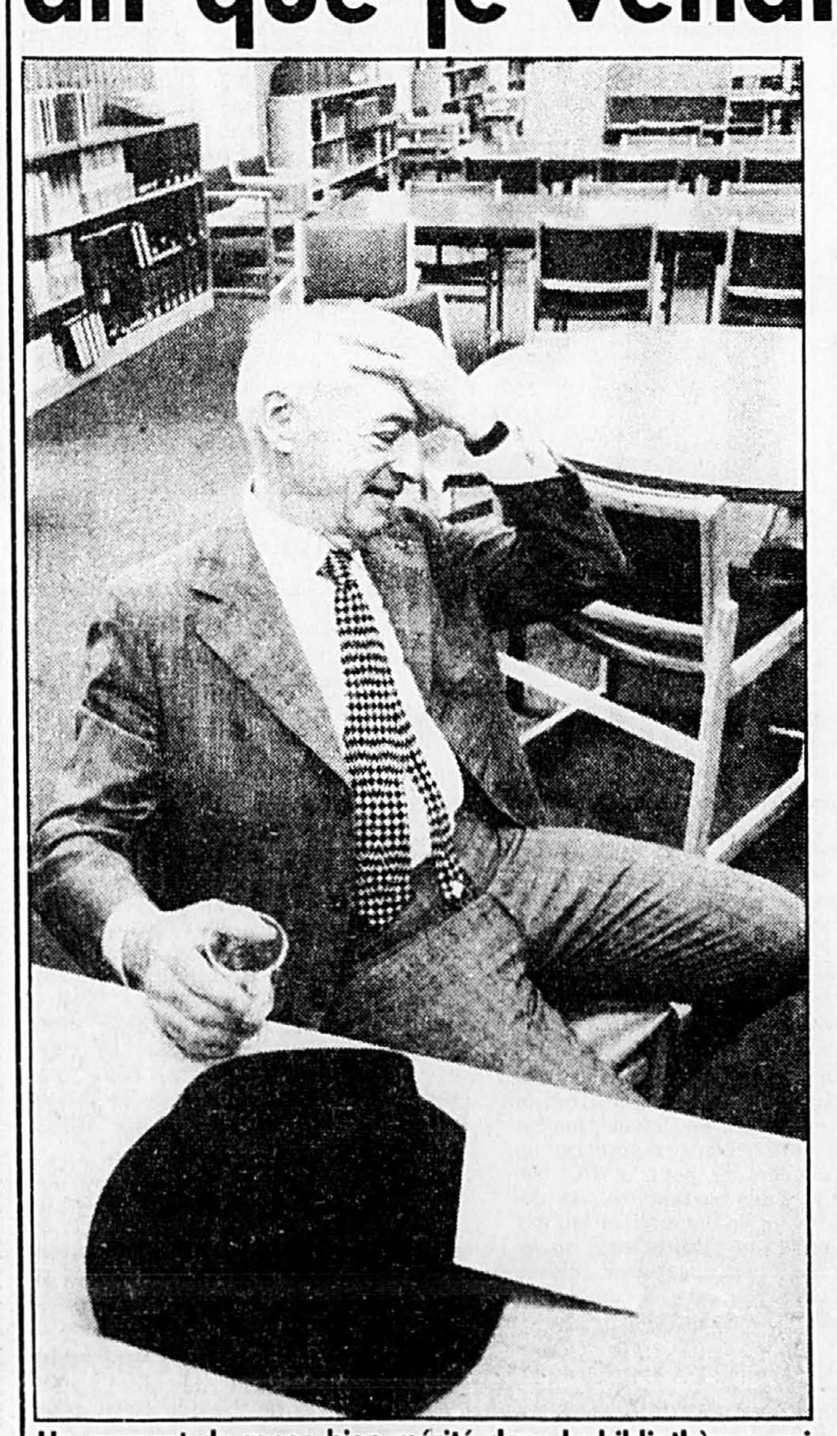
Une centaine de pompiers ont combattu l'incendie qui est survenu au moment où se vidaient les discothèques avoisinantes, a nécessité cinq alertes. Il était sous contrôle vers 4h20.

Saul Bellow a été accueilli par de nombreux ex-voisins, dont cette femme qui est allée à ses devants et que l'écrivain a recompensée d'une caresse.

photos Armand Trottier, LA PRESSE

BIBLIOTHÈQUE NOMMÉE EN SON HONNEUR

Saul Bellow : « J'ai toujours dit que je venais de Lachine »



Un moment de repos bien mérité dans la bibliothèque qui porte désormais son nom.

Le célèbre écrivain américain Saul Bellow, qui s'est vu décerner moult honneurs au cours de sa carrière, dont le Prix Pulitzer, le Prix Nobel et même la Légion d'honneur française, s'est dit ému hier, jour de son 69e anniversaire, qu'on ait donné son nom à la bibliothèque municipale de Lachine, sa ville natale.

PAUL ROY

S'exprimant dans un très bon français, l'auteur de « L'homme en suspens », « Les aventures d'Augie March », « Herzog », « Le don de Humboldt » et plusieurs autres ouvrages traduits en français et dans une vingtaine d'autres langues, a déclaré lors de la cérémonie à laquelle assistaient quelques centaines d'invités, d'amis et d'admirateurs :

« On m'a demandé assez souvent durant ma vie : d'où venez-vous ? Et j'ai toujours répondu sans la moindre hésitation : je viens de Lachine, province de Québec. »

Puis, d'ajouter : « Vous me rendez un grand honneur aujourd'hui et ce 10 juin sera pour moi un jour inoubliable. Vous m'en voyez ému. »

Le maire de Lachine, Guy Descary, à qui revient l'idée de désigner la bibliothèque de sa ville « Bibliothèque municipale Saul Bellow », a souligné que ce n'est que pure coïncidence que la cérémonie ait eu lieu le jour de l'anniversaire de l'illustre Lachinois.

M. Bellow, qui est né le 10 juin 1915, n'a vécu que quelques années à Lachine. Ses parents devaient successivement déménager rue Saint-Dominique, à Montréal, puis à Chicago, où l'écrivain vit toujours. « J'avais neuf ans, dira-t-il, quand j'ai dû quitter le Paradis pour aller vivre dans le vrai monde. »

Il admettra cependant que c'est un choix qu'il faut faire tôt ou tard.

Des bibliothèques libératrices

Saul Bellow s'est dit d'autant plus fier de donner son nom à une bibliothèque que les bibliothèques ont toujours été « libératrices » pour lui. « Je ne sais pas ce que je serais devenu s'il n'y avait pas eu de bibliothèques publiques où me refugier durant mon enfance à Chicago. »

Parmi la foule venue le rencontrer hier, plusieurs de ses admirateurs, que l'écrivain a salués avec beaucoup de chaleur. Il y avait aussi des voisins d'enfance, dont Mme Mary Rugienius, qui caressait l'autographe que venait de lui signer son « ex-voisin ». La sexagénaire a passé son enfance rue Prince-Arthur, près de Colonial.

« C'est le plus grand écrivain du monde ! », s'exclamait pour sa part M. Joe Martz, qui a lui aussi vécu rue Saint-Dominique.

« Je n'ai pas succombé »

Après s'être vu décerner le Prix Nobel de littérature, en 1976, Saul Bellow s'était inquiété. Parlant de John Steinbeck, Prix Nobel de 1962, il avait déclaré : « Je crois que ça a gâché sa vie ; j'espère que ça ne gâchera pas la mienne. »

Hier, huit ans plus tard, il semblait totalement rassuré. À une question de LA PRESSE, il répondait : « Je n'ai pas succombé sous la pression du Prix Nobel ni sous celle d'aucun autre prix...

« Ces récompenses ont pour but de libérer l'écrivain, pas de l'écraser. Certains ont cru qu'ils ne méritaient pas de distinctions si lourdes et ils sont tombés. Pas moi, je résiste de toutes mes forces parce que je suis né pour écrire et non pas pour porter le poids de prix et de médailles. »

À L'OUEST DE LA TUQUE

Un autre accident d'avion mortel

Un inspecteur de l'environnement a perdu la vie dans un écrasement d'avion survenu au lac Salone, à environ 80 milles à l'ouest de La Tuque, vers 10h15 samedi matin. La victime, M. Jean-René Trépanier, 39 ans, un résident de Lac-à-la-Tortue, était à l'emploi de la Municipalité régionale de comté (MRC).

L'accident est survenu au moment du décollage. Alors qu'il prenait son envol, le petit appareil de type Cessna a été secoué par une forte bourrasque et s'est retourné sur le dos.

Ce n'est toutefois qu'une vingtaine d'heures plus tard, soit vers 7h, hier matin, que les quatre survivants, légèrement blessés, ont pu contacter les secouristes.

Un accident tout à fait semblable s'était produit vendredi après-midi un peu plus au nord, au barrage Gouin. Cette fois, c'était Denis Lachapelle, directeur musical à CKAC qui avait perdu la vie. Ses trois compagnons de pêche s'en étaient tirés indemnes.

Les Canadiens, au quatrième rang du tabagisme au monde

Les Canadiens se classaient au quatrième rang, dans le monde, en 1982, pour ce qui est de la consommation de cigarettes.

Il semble toutefois que le prix de plus en plus élevé du tabac et les taxes énormes imposées à cette industrie obligent beaucoup de fumeurs à abandonner le tabagisme.

Une étude réalisée en 1982 par les laboratoires du Centre de contrôle des maladies, à Ottawa, avait démontré que chaque Canadien fumait en moyenne 2 757 cigarettes par année.

Les seuls pays où la consommation per capita est plus élevée étaient alors Chypre (3 117 cigarettes par personne), la Grèce (2 927) et Cuba (2 857).

Les Américains se situaient en cinquième place avec 2 678 cigarettes par personne.

Le Canada figurait également parmi les premiers pays du monde pour la consommation de tabac à rouler. Environ 10 p. cent de toutes les cigarettes consommées au Canada étaient en effet fabriquées par les fumeurs eux-mêmes.

Aux États-Unis, les cigarettes à rouler représentent moins d'un p. cent de toutes celles consommées dans ce pays.

Selon les chercheurs du laboratoire d'Ottawa, tout indique que la consommation de cigarettes, après une croissance constante au cours de la décennie précédente, a commencé à fléchir de façon sensible en 1983.

Les chercheurs croient que ce phénomène procède du fait que le prix des cigarettes, en 1983, a augmenté beaucoup plus rapidement que le rythme inflationniste.

— Presse canadienne

Mme Nadia Assimopoulos photo Pierre Lalumière, LA PRESSE

Tous les membres du PQ éliront le prochain chef

■ Tous les membres en règle du Parti québécois et non pas quelques centaines de délégués seront appelés à élire le successeur de René Lévesque, de même que tous les futurs chefs du PQ.

PIERRE VINCENT

« Ce sera la fin du très anti-démocratique système des *slates*, ce sera une façon extraordinaire de valoriser le rôle de nos membres et cela nous donnera un chef vraiment représentatif des opinions de tous nos militants », faisait valoir Flavie Paquin, hier, peu avant que les délégués adoptent avec enthousiasme sa proposition sur l'implantation du suffrage universel des membres pour le choix des prochains présidents du PQ.

Quelques délégués ont exprimé la crainte qu'un tel système permette l'infiltration de non-péquistes dans le parti et altère la véritable volonté des membres au moment du vote, d'autres ont manifesté des appréhensions à l'idée que les médias pourraient ainsi exercer une trop grande influence, mais leurs interventions n'ont pas ébranlé le moins du monde la volonté très nette de l'immense majorité des congressistes d'aller de l'avant avec cette réforme.

« Les médias ne pourront certainement pas exercer plus d'influence sur 200 000 membres que sur 2 000 délégués », a estimé pour sa part le député Jacques Rochefort. Qui a par ailleurs fait voter sans problème un mandat au Conseil exécutif national pour la formation d'un comité ad-hoc, « afin d'étudier les modalités d'élection du président ou de la présidente du parti, selon le suffrage universel des membres ». Ce comité sera formé d'ici à la fin de ce mois. Et il remettra son rapport au Conseil national de septembre prochain, « afin que celui-ci adopte un règlement ».

Selon Jacques Rochefort, il n'y aura aucun problème pour le nouveau système électoral pour le choix du chef soit « opérationnel » dès cet automne.

Les jeunes péquistes font un bilan relativement positif de leur congrès

■ Les jeunes sortent du neuvième congrès du PQ un peu déçus de ne pas avoir pu faire définir de façon plus précise le projet de société d'un éventuel Québec indépendant. Mais ils se disent néanmoins satisfaits d'avoir fait cheminer certaines de leurs idées dans l'esprit des ministres et des militants, et tout particulièrement leur projet de création d'un fonds de solidarité pour la création de « véritables emplois valables pour les jeunes et utiles à la communauté ».

PIERRE VINCENT

Ce projet de création d'un fonds de solidarité leur paraît plus important encore que toutes les résolutions adoptées au congrès visant, par exemple, à mettre un terme à la discrimination par l'âge pour le versement des prestations d'aide sociale aux moins de 30 ans. Visant également à exhorter le gouvernement à améliorer ses actuels programmes de retour à l'école et d'insertion au milieu du travail pour les jeunes.

« Des ministres nous ont dit, rapporte Jean Baillargeon du Mouvement d'animation des jeunes indépendantistes, que notre idée d'un fonds de solidarité est l'une des meilleures des dernières années. Nous sommes maintenant assurés qu'il y aura des suites, nous savons déjà que le gouvernement consultera ses partenaires à ce sujet très prochainement ».

Ce fonds de solidarité d'environ $1 milliard, explique Jean Baillargeon, serait constitué à partir de contributions des travailleurs et à même un pourcentage sur les profits des entreprises.

$450 millions par an

Avec l'équivalent d'une demi-heure de salaire par semaine des quelque 2,4 millions de travailleurs québécois, on a calculé pouvoir recueillir $450 millions par année, et on a pensé demander aux entreprises de consentir à peu près le même effort que leurs employés.

C'est le gouvernement qui serait chargé de percevoir ces contributions par un programme universel du genre de celui de l'assurance-maladie, mais le fonds serait administré par un organisme autonome composé de jeunes, de syndicalistes et de représentants du patronat, précise aussi M. Baillargeon.

Le PQ en congrès

« Si nous voulons que les jeunes nous prennent au sérieux, il faut que nous arrêtions de faire de beaux discours, que nous passions à l'action et que nous leur démontrions notre solidarité. Il nous faut un fonds d'au minimum un demi-milliard de dollars, et très rapidement. Demander une participation des travailleurs et des entreprises, ce ne serait de toute façon pas pire que d'avoir imposé des coupures de salaires de 20 p. cent aux employés de l'État », a plaidé, avec un demi-succès, Lucie Bernier, une jeune militante.

Non à l'universalité

Si les délégués ont accepté d'emblée le principe de création d'un tel fonds de solidarité, ils ont toutefois rejeté catégoriquement le caractère universel d'une éventuelle participation des contribuables. « La solidarité, ça ne se légifère pas », a fait valoir le président du Conseil du trésor, Michel Clair.

Les congressistes ont donc choisi de presser le gouvernement de se faire le champion d'un fonds de solidarité constitué sur une base volontaire.

Les jeunes auraient par ailleurs souhaité faire adopter une résolution pour assouplir les règlements de la construction, qui bien souvent les empêchent de pénétrer le marché du travail. Mais ils ont été battus par 17 voix. Ils sont en revanche heureux d'avoir fait passer une proposition donnant droit de parole aux usagers des services de santé.

Même s'ils ne comptaient que pour environ le dixième des quelque 1 560 délégués, les jeunes ont en fait réussi à marquer plusieurs points sur le pacifisme, l'écologisme et le communautarisme.

« Pas si pire... »

« Ça n'a pas été si pire », évalue pour sa part Jean-François Savard, qui repart chez lui avec l'impression d'avoir de meilleures « armes » pour convaincre les jeunes d'adhérer au PQ.

Les délégués ont également pris position en faveur d'augmentations de l'aide sociale « jusqu'à la parité pour tous les jeunes adultes qui participent à l'un des programmes mis de l'avant dans le cadre de relance sociale et économique ».

Si le gouvernement devait donner suite à cette recommandation, il lui faudrait débloquer près de $24 millions pour hausser de $152 à $418 par mois les prestations des jeunes bénéficiaires d'aide sociale participant à ses programmes : en ce moment, les participants aux stages en entreprises ont droit à $412 ; ceux inscrits dans les travaux communautaires et dans les programmes de retour à l'école peuvent toucher $352.

Globalement, la parité pour cette catégorie de jeunes assités sociaux nécessiterait des déboursés additionnels d'une soixantaine de millions de dollars, si bien que le gouvernement du Québec devrait obtenir l'accord de ses autres partenaires (Ottawa et les employeurs) pour aller de l'avant.

Enfin, les délégués, qui avaient voté la veille en faveur « d'une allocation-logement pour les jeunes de moins de 30 ans ne vivant plus chez leurs parents », ont renversé hier leur décision en rejetant, par 428 voix contre 381, une prise de position « réclamant l'instauration d'une allocation-logement conduisant à la parité des prestations ».

UNE VICE-PRÉSIDENTE RÉTRIBUÉE

Assimopoulos succède à Simard

■ Nadia Assimopoulos, sociologue et ex-candidate dans Laurier, succéde à Sylvain Simard à la vice-présidence du Parti québécois, le poste le plus important dans le parti après celui occupé par M. René Lévesque. Elle l'a emporté par une faible marge sur son unique adersaire, Paul Bégin, un avocat de Québec.

PIERRE VINCENT

Mme Assimopoulos a promis, sitôt élue, de travailler « sans relâche » à la souveraineté du Québec et de tout mettre en oeuvre pour que soit respectée la décision du neuvième congrès de lier le sort de chaque candidat péquiste à la souveraineté, lors des prochaines élections.

Contrairement au vice-président sortant, Mme Assimopoulos se consacrera à plein temps à sa nouvelle tâche. Le parti lui accordera une compensation financière, qui, selon diverses informations, devrait correspondre à peu près au salaire de quelque $40 000 qu'elle touche actuellement à l'université de Montréal.

Ce principe d'une compensation financière pour la vice-présidence du parti a en effet été très largement appuyé par les congressistes, hier, mais non sans opposition.

« Si nous travaillons comme des diables pour ramasser de l'argent dans nos campagnes de financement ce n'est pas pour payer des salaires ou des beaux locaux, mais pour pouvoir mieux faire la promotion de l'indépendance », a fait valoir une militante de Laprairie, Lucie Bernier.

Autonomie du parti

Mais les délégués ont été plus sensibles à l'argumentation du vice-président sortant, Sylvain Simard, qui soutenait que ce poste à plein temps («C'est 12, 14 heures par jour, et bien souvent c'est cinq, six et sept jours par semaine ») doit être rémunéré, ne serait-ce que pour permettre une plus grande autonomie du parti face au gouvernement.

Outre cette élection de Nadia Assimopoulos à la vice-présidence, les résultats d'élections à l'exécutif national n'ont pas produit de surprises : René Lévesque a été reconduit à la présidence comme on le savait depuis plusieurs semaines. Par suite du désistement de Pierre De Bellefeuille (en convalescence pour trois mois), les quatre postes de conseillers-députés sont automatiquement allés à Pauline Marois, Gilbert Paquette, Michel Leduc et Yves Blais. À la trésorerie et au poste de conseiller au programme, Lyne Marcoux et Jules-Pascal Venne ont été élus sans opposition.

Pour les six autres postes de conseillers, les délégués ont élu Martin Brault, Harold Lebel, Roger Le Clerc, Constance Mainville, Henry Milner et Chantal Mallen. Jean-François Savard et Paul Crête ont été les deux seuls candidats défaits à ce poste.

Charge à fond de train de Lévesque contre le chef et le programme du PLQ

■ C'est par une charge à fond de train contre les libéraux, la « disparition » de leur chef et la minceur de leur programme que le chef du Parti québécois, René Lévesque, a clôturé hier le neuvième congrès de son parti.

LOUIS FALARDEAU

Devant des militants enthousiaste, il a dénoncé « ces gros profiteurs qui s'ennuient de l'abreuvoir ». Parlant des concessions de Loto-Canada, il a dit que les propres organisateurs de M. Bourassa « se précipitent sur cette manne pour étancher leur soif en attendant ».

Brossant le tableau de ce pour quoi les électeurs voteraient s'ils choisissaient le parti libéral, M. Lévesque a résumé en disant que ce serait pour la petitesse et les gros appétits. « Il faut sortir d'ici résolus à se battre contre ça », a-t-il dit sous les applaudissements nourris de ses troupes.

M. Lévesque s'est amusé à appliquer aux libéraux, « qui sont déjà en possession tranquille du pouvoir par anticipation », quelques lignes de la chanson d'Aznavour « je m'voyais déjà ». Il trouve particulièrement appropriés les mots « appuyé des riches » et « le baggage mince », cette dernière expression s'appliquant à merveille, selon lui, au programme inexistant de ses adversaires, qui décrit bien « le vide auquel nous faisons face ».

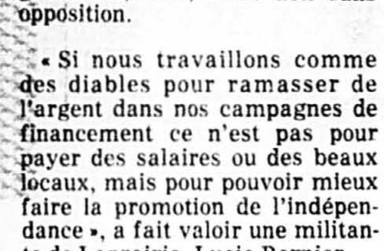
Il s'est par ailleurs félicité des enrichissements apportés au programme de son parti, notamment des résolutions faisant du plein emploi la principale priorité. Mais aussi de celles sur la paix et le désarmement et en faveur des jeunes.

Il s'est aussi moqué de la décision de M. Bourassa de ne pas siéger à l'Assemblée nationale en disant qu'un « avis de recherche » avait été lancé pour le retrouver.

M. Lévesque avait commencé devant les militants sa charge contre la presse en notant, au nombre des « notices nécrologiques » qui accompagnaient le congrès, la « coincidence » qui avait amené le quotidien Le Soleil a publier samedi un sondage dévastateur pour son parti. Il a rappelé à ce sujet que ceux qui étaient publiés en 80 étaient également bien plus mauvais que ne le laissait présager la victoire de 81.

photo Pierre Lalumière, LA PRESSE

René Lévesque a parlé de Loto-Canada.



LA RÉSOLUTION SUR LE VOTE SOUVERAINISTE

Une décision qui a pris bien du monde par surprise

■ Faites vos jeux, rien ne va plus. La dernière partie de « poker » du premier ministre **René Lévesque**, semble plus ardue que prévue. L'adoption d'une résolution par les délégués du 9e congrès de cette formation politique, stipulant que chaque vote pour le PQ sera un « OUI » pour l'indépendance lors de la prochaine élection, a pris bien du monde par surprise. Y compris une bonne partie du conseil des ministres.

La réaction du ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, **Guy Tardif**, à ce sujet, a été assez significative. Dans un premier temps, le député de Crémazie, contrairement à d'autres de ses collègues, a affirmé qu'il pouvait vivre avec cette résolution. Mais selon ses propos, celle-ci est aussi aberrante que si les libéraux de **Robert Bourassa** décidaient de décréter qu'un vote pour ce parti signifiait un appui inconditionnel à la cause fédéraliste. Ce qui est implicite en soi. En fait, il ne s'agit pas d'en mettre plus que le client en demande...

Surtout à la suite d'un sondage SORECOM-LE-SOLEIL, publié samedi et démontrant que le Parti libéral obtenait une intention de vote de 69 p. cent contre 23 p. cent au Parti québécois et à son option souverainiste.

L'avenir de Lévesque

Mais il y a plus. Certaines personnalités du parti estiment que l'avenir même du fondateur du Parti québécois, René Lévesque, pourrait être remise en cause. Encore une fois. Plusieurs craignent en effet, comme ce fut le cas lors du dernier congrès national de 1981, qu'après réflexion, ce dernier réagisse négativement. Tiraillement au sein du parti, désaveu de la population face à son administration et le peu de ferveur des citoyens face à l'option souverainiste, pourraient être des facteurs déterminants pour le vieux routier de la politique provinciale.

Sur le parquet du congrès, on élaborait déjà certaines hypothèses en vue d'un éventuel congrès à la direction. Car, qu'on l'admette ou pas, la course au leadership est déjà engagée. Et ce même si M. Lévesque maintenait sa décision de mener ses troupes au combat lors de la prochaine élection.

Dans l'entourage du ministre des Finances, **Jacques Parizeau**, qui a des aspirations à succéder à son patron, deux perspectives étaient retenues. C'est qu'en septembre prochain, les sondages démontraient que le PQ n'a pas réussi à regagner la faveur populaire. Si tel était le cas, le député de Taillon pourrait alors décider de se retirer.

Un congrès expéditif, en vue d'une élection qui pourrait avoir lieu dans six mois, permettrait à Parizeau de prendre la direction du PQ et devenir premier ministre du Québec. Le nouveau chef serait alors élu au suffrage universel et pourrait faire porter l'élection sur la souveraineté. Une cause qui lui tient à coeur.

Johnson en réserve

Le nouveau ministre de la Justice, **Pierre-Marc Johnson**, qui a lui aussi des ambitions bien connues, pourrait alors décider de laisser passer un tour, et se mettre pour ainsi dire en réserve de la république. À l'âge de 36 ans, il peut en effet se permettre d'attendre son tour.

Advenant une défaite qui est prévisible et après avoir assumé un intérim comme premier ministre pendant six mois, M. Parizeau pourrait assumer pendant quelques années le rôle de chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. Le temps étant une panacée bien connue pour refaire la virginité d'une formation politique, Johnson pourrait alors tenter de prendre la relève.

Mais pour réaliser le rêve de suivre la trace de son père, **Daniel Johnson**, le député d'Anjou aura encore une longue route à parcourir. D'abord élaborer un nouveau programme pour le PQ. En plus de faire taire certains de ses détracteurs au sein de l'actuel conseil des ministres qui le considère comme un opportuniste. Qui veut accaparer du pouvoir en mettant de côté, à toutes fins utiles, l'option souverainiste.

Le bloc Landry

Mais il faut aussi tenir compte des aspirations du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, **Bernard Landry**. Le député de Laval-des-Rapides a déjà d'ailleurs annoncé ses intentions de briguer un jour le poste de M. Lévesque.

Landry a déjà amorcé un virage en ce sens. Il a prôné la souveraineté du Québec avec une association économique avec les États-Unis. Après les écrits de l'ex-ministre des Finances de l'Union nationale, **Mario Beaulieu**, et du ministre péquiste démissionnaire, **Rodrigue Tremblay**, sur cette thèse, cette idée circule toujours. À quelques nuances près, Beaulieu proposait cette solution pour le Canada alors que Tremblay et Landry formulent une proposition pour le Québec.

Déjà, un noyau est en train de se former à l'intérieur du PQ pour mettre de l'avant cette solution qu'on qualifie de réaliste et collant aux réalités comtemporaines en vue du prochain congrès au leadership. Que ce dernier ait lieu dans six mois ou dans trois ans.

L'avocat québécois **Guy Bertrand**, ardent défenseur de cette cause, a réintégré les rangs du PQ depuis un mois. Après une absence de plusieurs années. Ce n'est pas un hasard, comme il a confié à LA PRESSE, au cours d'un entretien. Un dossier à suivre cet été.

Faire d'une politique de plein emploi une véritable « obsession nationale »

Le Parti québécois, à la recherche de thèmes populaires pour tenter de reconquérir la faveur de l'électorat, a décidé hier matin de faire d'une politique de plein emploi sa priorité absolue par rapport à toutes ses autres politiques.

PIERRE VENNAT

Endossant un vibrant plaidoyer du ministre Robert Dean, ancien vice-président de la FTQ désireux « que les journalistes puissent écrire que le congrès est le congrès de l'espoir », les délégués ont voté en faveur d'un long énoncé de principe disant en toute lettre que « la création et le soutien de l'emploi deviendra, dorénavant, une véritable obsession nationale ».

M. Dean avait fait remarquer que le PQ devient ainsi le premier parti politique à présenter à la population québécoise un projet de société axé sur le plein emploi. Pour sa part, la ministre de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, Pauline Marois, qui le suivait au micro, voit dans la proposition le plus beau défi que puisse relever présentement une société.

« Une politique de plein emploi, c'est d'abord un choix de société, un objectif de société, ont voté hier les délégués. Ce n'est pas en soi une assurance d'atteindre l'objectif dans l'immédiat, mais plutôt la garantie d'un effort constant et soutenu vers cet objectif ».

Comité national

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement péquiste devra prioritairement former un Comité national de plein emploi, composé de représentants des différents paliers gouvernementaux, des chefs d'entreprises, des travailleurs (syndiqués ou non),des représentants des populations défavorisées et des organismes de développement économique et social.

Ce comité aura pour but d'instaurer une politique concertée d'emploi, tant au niveau des entreprises que des secteurs d'activités, au niveau local, régional et national.

La très longue résolution prévoit également que des mesures appropriées seront prises pour faciliter un meilleur partage du travail et du temps de travail. Ces mesures viseront notamment à réduire progressivement la semaine du travail, à permettre la retraite anticipée et obligatoire, à décourager le double emploi et le recours au temps supplémentaire et à combattre le travail clandestin.

La résolution prévoit également qu'après en avoir négocié les modalités, le gouvernement offrira au personnel des secteurs publics et para-publics, le choix de réduire leur semaine de travail en conservant « le même taux horaire de rémunération ». Il pourra ainsi dégager des emplois supplémentaires.

Afin d'encourager la création de nouvelles PME lancées par de jeunes entrepreneurs, la résolution prévoit que le gouvernement péquiste encouragera autant la forme d'entreprises coopératives de travailleurs que les autres formes d'entreprises et maintiendra la formule de « bourses d'affaires) pour les gradués universitaire et collégial professionnel.

Enfin la résolution qui compte pas moins de 41 paragraphes, dont certains fort longs, prévoit également que le Québec se dotera d'une politique globale pour contrer les effets néfastes de fermetures d'usines ou d'entreprises.

Le PQ en congrès

EN BREF

Contre le racisme dans le taxi

Afin de contrer le racisme dans l'industrie du taxi, les délégués ont recommandé hier au gouvernement de s'assurer, avant d'accorder des contrats ou des subventions, que les compagnies visées ne pratiquent pas de discrimination à l'endroit des minorités visibles, plus particulièrement envers les Noirs. Les délégués pressent également le ministre de la Justice de donner suite, dans les plus brefs délais, aux recommandations du Comité d'enquête sur le racisme dans cette industrie. Par ailleurs, ils ont rejeté une partie de la résolution qui invitait le gouvernement à sensibiliser le personnel des organismes publics, parapublics et la population en général, à utiliser les services des compagnies qui embauchent des chauffeurs noirs. Et ce, précisait la résolution, par le biais d'une campagne d'affichage dans les lieux publics. Cette partie de la proposition, a estimé un délégué, représentait une autre forme de racisme à laquelle on ne peut lier le gouvernement. Le débat faisait suite à l'octroi de contrats, par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, pour le transport des personnes handicapées dans l'Est de la métropole, à deux compagnies de taxis accusées de racisme.

Non à une enquête gouvernementale

Une proposition demandant au gouvernement d'enquêter sur la façon dont les médias d'information ont couvert les événements tragiques du 8 mai dernier à l'Assemblée nationale n'a pas été agréée des délégués. Cette enquête aurait été tenue dans le but de déterminer si les propriétaires des médias ont respecté l'éthique professionnelle dans leurs choix éditoriaux et de programmation. On faisait évidemment allusion à la tribune téléphonique qu'a tenue la station de radio CFCF de Montréal, quelques jours après les événements que l'on sait, et à la couverture des médias en général de ces mêmes événements. Des délégués qui s'opposaient à cette résolutions ont fait valoir que le Conseil de presse du Québec et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) sont habilités à intervenir s'il y a lieu, d'autres soutenant que le gouvernement n'a pas à enquêter sur la déontologie des médias.

Oui au métro de surface

Dorénavant, le gouvernement du Parti québécois devra favoriser des solutions moins coûteuses que le métro souterrain en ce qui concerne le transport public à Montréal. La solution la moins coûteuse retenue par les délégués étant le métro de surface. Selon les inforamtions obtenues au cours du week-end, ce métro de surface serait du type fer sur fer et aurait l'avantage de pouvoir concurrencer sur les marchés extérieurs. De plus, le gouvernement doit privilégier l'implantation de voies réservées pour les autobus pour le rabattement vers les stations du métro.

Pour les partis municipaux

C'est à l'unanimité que les délégués ont demandé au gouvernement d'agir le plus rapidement possible pour doter les partis politiques municipaux d'opposition des ressources financières nécessaires à l'exercice de leur rôle démocratique. Ces ressources devraient être réparties selon le pourcentage des voix obtenues lors des dernières élections municipales. Cette mesure vise en priorité les deux partis d'opposition à l'Hôtel de ville de Montréal, le Rassemblement des citoyens de Montréal et le Groupe d'action municipale. Elle s'applique aussi aux partis politiques municipaux des villes de Québec, Sainte-Foy, Hull, Longueuil et Laval. Le ministre des Affaires municipales, M. Alain Marcoux devrait normalement faire rapport sur la question qu Conseil des ministre cette semaine.

« Envoyée de Dieu » pour Lévesque

La Sûreté du Québec, chargée de la sécurité du premier ministre, ne badine plus depuis le 8 mai dernier. C'est ainsi qu'une unilingue anglophone dans la quarantaine, qui s'est présentée hier au Palais des congrès dans l'espoir de remettre au premier ministre une note où il était question de message divin et d'astres défavorables, a été interrogée contre son gré par la SQ. Les gardes du corps du premier ministre ont vite conclu à un esprit dérangé et l'ont laissée aller sans porter d'accusations mais non sans avoir pris sur elle toutes les informations nécessaires...

YVON LABERGE

Bourassa va tout faire pour obtenir des élections générales à l'automne

Faisant état des délibérations du neuvème congrès du PQ qui ont, selon lui, davantage porté sur l'option souverainiste que sur l'économie, le chef libéral Robert Bourassa soutient que son parti est justifié d'exiger des élections générales dès cet automne.

CLAUDE-V. MARSOLAIS

« À cause de son absence de préoccupations économiques, le Congrès du Parti québécois s'est discrédité auprès de la population. Avec ses prises de position sur la souveraineté, le PQ ne fait qu'accroitre le climat d'incertitude politique. Nous sommes donc justifiés d'exiger une élection rapide dès cet automne afin d'assurer au Québec une stabilité politique », a-t-il commenté.

Le chef libéral était venu hier prêter main forte à son candidat Guy Pratt, qui représente le Parti libéral à l'élection partielle de Marie-Victorin le 18 juin prochain.

À son avis, les délégués et les ministres présents au congrès du PQ ont surtout débattu de thèmes non-économiques au lieu de trouver des moyens pour solutionner le chomage élevé. « C'est un signe évident du vieillissement de ce parti qui prouve l'urgence de changer ce gouvernement ».

Commission de l'emploi

Questionné au sujet de la proposition péquiste de créer une Commission nationale de l'emploi, il a répondu qu'à première vue le projet pourrait faire avancer la situation mais il s'étonne que l'on propose ce moyen trois ans après le début de la crise économique.

M. Bourassa semble satisfait que le congrès péquiste ait décidé de maintenir l'option souverainiste au coeur du prochain enjeu électoral mais il craint la stratégie gouvernementale. Il s'est dit étonné d'entendre certains ténors du gouvernement parler « d'habilité qu'on peut avoir » mais il se refuse à commenter les hypothèses voulant que René Lévesque démissionne.

Le chef libéral estime qu'avec 23 p. cent de popularité dans les sondages, il est peu probable que le PQ puisse améliorer suffisamment sa cote et gagner les prochaines élections générales. Il souscrit à l'analyse voulant que le gouvernement actuel ait perdu toute légitimité.

M. Bourassa se dit confiant que le Parti libéral va remporter les trois élections partielles le 18 juin.

Pour la prochaine élection générale, le chef libéral ne favorise pas de changement au mode de scrutin : « Le mode de scrutin actuel ne favorise pas le Parti libéral puisqu'à cause de la concentration de notre vote, il nous faut au moins quatre à cinq p. cent plus de suffrages pour gagner les élections. Mais je n'appuie pas le mode de scrutin proportionnel car il est prouvé qu'il crée de l'instabilité politique ».

55 comtés n'ont pas atteint l'objectif

Cinquante-cinq comtés n'ont pas atteint leur objectif dans la campagne de financement du PQ. Mais, selon les organisateurs, ce nombre devrait baisser à une douzaine quand la campagne prendra définitivement fin dans deux semaines. On estime pouvoir encore ramasser «de $30 000 à $60 000» d'ici à la fin du mois, si bien que le résultat final pourrait en fin de compte atteindre $2 100 000. Le chef du parti considère cette performance pas trop mauvaise, et même meilleure que celle des libéraux puisque, calcule-t-il, « nous avons ramassé $200 000 de plus par semaine que les libéraux au cours de notre brève campagne de cinq semaines ».

Découvrez l'intérêt plus élevé sur les dollars U.S. grâce à la Banque TD.

COMPTE EN DOLLARS U.S.

Il rapporte un intérêt de

8 5/8 %* par année

et vous pouvez tirer des chèques.

Si vous voulez obtenir un rendement plus élevé de vos dollars U.S., tirer des chèques et ne pas vous tracasser avec le change, le Compte à intérêt quotidien en dollars U.S. de la Banque TD est le compte qu'il vous faut.

- Vous obtenez 7 1/2%* par année d'intérêt quotidien calculé sur vos soldes de fermeture quotidiens, PLUS un boni d'intérêt de 1 1/8%* par année calculé sur votre solde mensuel minimum lorsqu'il s'élève à 5000 $ ou plus. Résultat: 8 5/8%* par année sur votre solde mensuel minimum de 5000 $ ou plus.
- Tout l'intérêt est versé chaque mois.
- Vous pouvez tirer des chèques et vous bénéficiez d'un chèque gratuit par mois.

Le COMPTE À INTÉRÊT QUOTIDIEN TD EN DOLLARS U.S. *Vous gagnez du temps. Vous gagnez de l'argent. Et aucune autre banque n'offre un compte comparable. Demandez tous les détails à une succursale TD. Pour obtenir plus de renseignements ou recevoir une brochure gratuite, composez sans frais*

1-800-387-2092.

*Intérêt au 25 mai, 1984. Les taux peuvent changer.

BANQUE TD

le personnel fait toute la différence

INSTITUT INFORMATIQUE APPLIQUÉE

MANQUEZ PAS L'INFORMATIQUE

- Programmeur appliqué
- Programmeur junior
- Cours collégial
- Aide financière
- Cours de jour et de soir
- Stage en entreprise

Prochain cours le 25 juin
Permis # 749604
271-7702
525, De Castelnau E., Montréal H2R 4H8
Métro Jean-Talon

Vivez votre été en blanc

Venez voir notre collection de souliers sport et souliers de toilette.

White Cross

blanc
beige
noisette
taupe
noir

3672W

AA	B	D	EE
7-11	4-11	4-11	5-11

C. BEAUSOLEIL INC.

1036, rue Ontario est angle Amherst 522-6338
781, rue Jean-Talon est face au métro 272-7222

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER D. LANDRY
président et éditeur

MICHEL ROY
éditeur adjoint

CLAUDE GRAVEL directeur de l'information
JEAN-GUY DUBUC éditorialiste en chef

Montréal, modèle de la soumission

Le centre commercial Cadillac-Fairview « n'est pas un mauvais projet », dit le maire Jean Drapeau. Il a raison : le projet comporte des avantages et des qualités. En fait, là n'est pas la question : il ne s'agit pas de choisir entre le bien et le mal, entre la vertu et le vice, entre la vie et la mort. Pour éclairer le débat, il faut apporter un peu plus de nuances.

La construction du Palais des congrès de Montréal n'était pas un mauvais projet non plus : Montréal a besoin d'infrastructures capables d'attirer le tourisme et de faciliter l'entrée de capitaux au Québec. Sauf que c'est un bon projet mal situé : on aurait voulu le dévaloriser à sa source qu'on n'aurait pas agi autrement. On peut se gargariser en calculant le nombre d'ouvriers qui y ont travaillé et le nombre d'entreprises québécoises qui y ont participé. Mais on ne répond pas, ainsi, aux objections contre son emplacement.

Québec a choisi ; Montréal a laissé faire.

Même raisonnement pour la Maison des sciences et de la technologie : bon projet au mauvais endroit. Encore là, Québec a fait son choix ; et Montréal s'est incliné.

Variation sur le même thème pour le complexe Guy-Favreau : cette fois, c'est Ottawa qui a imposé son monstre. Montréal n'a pas bougé davantage. C'est l'habitude : quand on lui offre un projet, l'administration municipale accepte d'emblée le cadeau avec reconnaissance et soumission.

« Quand on a 12 pour cent de chômage, dit le maire de Montréal, on ne se soucie pas d'urbanisme. » Le sophisme est séduisant ; mais il demeure un sophisme. À preuve, la Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Montréal, présidée par M. Pierre Lorange, vice-président du comité exécutif de la ville de Montréal, vient de remettre un imposant résumé de la proposition préliminaire d'aménagement du territoire de la CUM.

« Ce schéma d'aménagement du territoire de la CUM revêt une grande importance pour l'avenir en tant qu'outil de développement... », dit M. Pierre des Marais II, président de la CUM. On aménage le présent pour s'offrir un meilleur avenir collectif.

Mais il faut être fort pour négocier avec Cadillac-Fairview, surtout quand le groupe annonce qu'il présente une version « non négociable ». On peut utiliser l'appui d'experts-conseils en location de bureaux, comme les Immeubles Léopold : ces derniers se rangent de tout coeur du côté de Cadillac-Fairview et ils invitent les gens d'affaires à penser comme eux. On peut aussi utiliser l'appui de la population et de ses organismes les plus représentatifs dans ce domaine, comme la Chambre de commerce et le Board of Trade. C'est-à-dire qu'on peut consulter avant la négociation, plutôt que pendant ou après. Et on peut entendre qui on veut.

À la CUM, on a compris. En présentant le projet d'aménagement, le président écrit : « Le citoyen pourra avoir son mot à dire dans l'adoption de cette proposition préliminaire... » Mais il connaît son monde : « ... Si la municipalité décide de la soumettre à la consultation lors de l'assemblée publique qu'elle peut tenir sur son territoire. » C'est une façon de se donner une force de négociation.

Bien sûr, certains groupes trouveront leur intérêt dans le projet « négociable » de Cadillac-Fairview parce que « ce n'est pas un mauvais projet ». Le problème, c'est qu'il oblige une municipalité, qui se veut fière, de renier sa parole donnée, de renoncer à des projets d'avenir et de s'éloigner de ceux qui vivent chez elle.

Jean-Guy DUBUC

Laisser les Arabes se débrouiller

Un certain flottement se manifeste dans l'évaluation du danger de conflagration générale que représente le conflit entre l'Irak et l'Iran.

L'alerte est plus ou moins vive selon les dates au calendrier. La fièvre a grimpé la semaine dernière en raison des préparatifs, du côté iranien, en vue d'une offensive susceptible de lancer quatre cent mille soldats dans la mêlée. On a fait état d'hésitations au sein même du gouvernement de Téhéran, les militaires se montrant moins enclins que les mollahs du régime à risquer de nouvelles vies humaines dans un conflit qui a déjà fait un nombre effroyable de victimes.

L'inquiétude a même gagné Ottawa, où des porte-parole du ministère des Affaires extérieures ont averti et l'Irak et l'Iran qu'une « escalade aggrave le risque d'une conflagration pouvant s'étendre aux États neutres voisins et même au-delà ».

Rien n'autorise pourtant à supposer que les États-Unis vont intervenir autrement que par l'envoi de matériel aux amis et alliés. Le président Reagan ne voudra surtout pas, en période électorale, mettre le bras dans l'engrenage. Les déboires du président Carter avec l'Iran sont encore trop présents à la mémoire pour que son successeur commette délibérément les mêmes impairs. Le *Nouvel Observateur* de la semaine dernière (7 juin) rapportait ce propos de Henry Kissinger : « Le résultat le plus avantageux de cette guerre pour les États-Unis serait que l'Irak nous débarrasse de l'Iran. Et que l'Iran nous débarrasse de l'Irak ». Parole cynique, tout à fait conforme au style de l'ancien conseiller de Nixon, mais qui traduit probablement assez bien la pensée vraie de la présidence actuelle.

Il n'y a pas que des calculs électoraux dans cette vision des choses. Le discours de M. Reagan sur la guerre dans le golfe Persique ne peut pas être identique à celui qu'il tient, par exemple, sur l'Amérique centrale, où tout ce qui s'y passe est ramené à la lutte idéologique entre le marxisme pervers et la philosophie du libéralisme intégral. Dans le Golfe, les Super-Grands ne s'affrontent pas, sont pratiquement du même côté. Ce qui ne veut pas dire, toutefois, qu'ils ne se surveillent pas.

En outre, et on n'a pas manqué de le signaler, les avatars de la navigation dans le golfe Persique, par où transitent normalement tant de pétroliers, n'ont provoqué jusqu'ici aucune panique sur les marchés du pétrole. Celui-ci reste abondant ; au reste, les États-Unis ne dépendent pas du pétrole transitant par le détroit d'Ormuz pour leurs approvisionnements.

« Donnez-nous les outils et nous ferons la guerre », disait Churchill aux Américains, avant que ceux-ci ne s'engagent à fond eux-mêmes dans la Seconde Guerre mondiale. Les « outils », cette fois, c'est aux Saoudiens qu'ils sont livrés. Les avions Awacs surveillent le théâtre des hostilités et repèrent les cibles que l'aviation saoudienne ira abattre. L'intervention de l'aviation saoudienne la semaine dernière, qui a conduit à la destruction de deux avions iraniens, marque une étape nouvelle.

Tout se passe comme si les producteurs de pétrole, Iran, d'un côté, pays arabes, de l'autre côté, se voyaient inviter à défendre eux-mêmes la libre circulation d'une marchandise dont il n'est pas injuste de dire qu'ils en ont tiré quelque profit!

Pendant que grandissent les risques d'une extension du conflit il convient de signaler que des pays et des organisations arabes ne restent pas les bras croisés et proposent leur médiation. L'ambassadeur d'Iran à l'ONU déclarait la semaine dernière que son pays ne serait pas opposé à une négociation, pourvu que soit exclu tout tête-à-tête avec l'ennemi.

Guy CORMIER

(Droits réservés)

(Collaboration spéciale)

Marc Laurendeau

Le PQ vient d'entamer une marche inexorable

Le Parti québécois, réuni en congrès plénier cette fin de semaine, se trouvait littéralement coincé et n'avait guère la partie facile. S'il diluait son option fondamentale, il risquait une démobilisation de ses membres. Par contre, en attachant le sort électoral du gouvernement à l'idée d'indépendance, il voguait carrément vers une défaite dans la dignité. On pourrait croire que c'est la seconde voie qui a été retenue.

En effet, non seulement les prochaines élections porteront-elles «principalement» sur la souveraineté du Québec mais le nouveau programme de la formation précise maintenant qu'un vote pour un candidat du PQ représentera un vote pour la souveraineté. L'idée d'un bulletin à deux cases, une pour l'option et l'autre pour le gouvernement, devient dès lors difficilement applicable.

Une majorité de suffrages exprimés donne le mandat au gouvernement du Québec de proclamer la souveraineté du Québec et d'exercer progressivement les pouvoirs d'un État souverain. En cas de majorité de sièges seulement, un gouvernement péquiste «poursuivrait l'émancipation du peuple québécois par tous les moyens démocratiques».

Un pas important vient d'être franchi. Le Parti québécois aura eu le mérite d'adopter des objectifs clairs et tranchés dont aucun candidat ne pourra se démarquer. Mais, en même temps, le PQ vient de s'encarcaner pour longtemps. M. Jacques-Yvan Morin (l'exministre dont la loyauté et l'élégance intellectuelle furent exemplaires au cours de ce congrès) avait raison de soutenir que le parti, en s'enchaînant de cette manière, se privait de l'appui des indécis ou de ceux qui auraient voulu appuyer le parti pour d'autres chapitres de son programme.

«Se battre pour l'indépendance» constitue pour les militants péquistes un objectif extraordinairement stimulant, adroitement mis en lumière d'ailleurs par Louise Harel, Gilbert Paquette et André Boulerice. Mais encore faut-il avoir des chances raisonnables de gagner. En politique, la victoire n'est pas simplement l'une des considérations en jeu mais le seul but qui compte véritablement.

On a l'impression que les militants péquistes ont fait une étrange analyse de la défaite éprouvée lors du référendum de mai 1980. Ils estiment avoir trop mis l'accent, au cours de la campagne référendaire, sur l'association avec le reste du Canada, formule que maints personnages politiques refusaient allègrement. Dans le nouveau programme, l'association économique n'est plus une formule obligatoire mais l'une des possibilités offertes. Ici, les congressistes ont fait un choix logique et conséquent.

Aux yeux de plusieurs militants, le référendum a été perdu parce qu'il n'y fut pas assez question d'indépendance. Cela reste à démontrer. L'indépendance pure et dure n'aurait peut-être pas rallié en 1980 un total de 40% des voix mais un résultat plus modeste autour de 19%. Indéniablement, certes, le gouvernement péquiste s'était placé dans une position trop défensive, qui l'amenait à louanger les charmes de l'élément connu (l'association) plutôt que les avantages de la nouvelle situation (la souveraineté). Erreur de stratégie. Mais cela ne veut pas dire que dans un contexte économique de crise prolongée, après les reculs du gouvernement Lévesque sur d'importantes réformes législatives, avec en toile de fond une consternante chute de popularité dans les sondages (jusqu'à 23% comme en 1970), le moment soit merveilleusement bien choisi pour se lancer dans une campagne électorale portant sur l'indépendance.

Que le ministre Clément Richard songe à ne plus se représenter n'a rien de surprenant. Ni même que son collègue Pierre-Marc Johnson veuille réouvrir la discussion au cabinet sur ces questions. À part le strict instinct de conservation personnelle, ils peuvent pressentir l'énorme écrasement psychologique subi par tout le Québec, si jamais une deuxième tentative de redéfinir son statut échouait lamentablement.

Pourtant le Parti québécois reste une formation originale et extrêmement généreuse. C'est avec sincérité que les militants ont réécrit en fin de semaine tout un chapitre de leur programme en matière de justice, en lui donnant une allure résolument progressiste et pleine de discernement. De même, ils étaient authentiquement préoccupés d'une politique de plein emploi et du sort des jeunes chômeurs.

Mais les rêves de grand soir, de transformation immédiate de la société ont enlevé aux militants péquistes le sens du réalisme politique. Au congrès de 1981, René Lévesque avait tenu le PQ en otage grâce à une longue procédure de référendum interne. Les temps ont changé. Depuis ce week-end de juin 84, René Lévesque a été constitué prisonnier de son propre parti.

REVUE DE PRESSE

Une élection dans l'air

Deux récentes déclarations provenant du cabinet fédéral nous permettent de croire qu'une élection générale pourrait avoir lieu cet été. La plus évidente est l'amendement apporté à la réglementation sur la stabilisation des prix des céréales dans l'Ouest canadien: les agriculteurs percevront un premier versement le 31 juillet.

Il est raisonnable que ces agriculteurs touchent ces versements qui varient entre $1,500 et $2,000. Il est aussi raisonnable de croire que les circonstances entourant ces paiements puissent avoir pour objectif de donner plus de poids à un appel en faveur d'une meilleure présence libérale dans l'Ouest.

Il en est de même pour le projet de loi depuis si longtemps promis qui protégerait les propriétaires contre les taux d'intérêt élevés. Le gouvernement a promis d'adopter cette loi avant la fin de juin, ce qui ne nuirait certainement pas aux libéraux advenant qu'une élection ait lieu cet été.

La tendance à la hausse des taux d'intérêt présente un problème politique qu'aucun parti au pouvoir ne peut se permettre d'ignorer.

Le programme fédéral d'assurance-hypothèque présenté par le ministre Marc Lalonde dans son budget de février n'est pas une panacée. Ce projet est coûteux à financer et plonge les propriétaires dans de lourdes dettes à long terme.

De nombreux analystes financiers estiment, après lecture du projet, que les propriétaires, plutôt que d'acheter une assurance-hypothèque, seraient mieux avisés d'utiliser cet argent pour réduire leur prêt.

Au niveau politique, toutefois, ces réserves n'ont, en réalité, aucune importance. Ce qui importe, pour le Parti libéral, c'est de pouvoir présenter cette assurance-hypothèque comme une preuve de ce qu'il s'intéresse aux problèmes des propriétaires.

Et si le projet de loi n'est pas approuvé du fait des tactiques dilatoires de l'opposition, qui se souviendra que le gouvernement a attendu au dernier mois de la session pour le soumettre aux Communes? Les libéraux ne seront que trop heureux, alors, de pointer du doigt les conservateurs et les néo-démocrates.

The Ottawa Citizen

L'honnêteté de Chrétien

Tous les Canadiens se devraient de vomir devant la gifle — relevant de l'esprit bigot le plus étroit — servie à Jean Chrétien qui n'avait pour seul tort que son refus des intrigues.

Dans la campagne au leadership libéral, M. Chrétien s'est conduit comme il l'a toujours fait: de façon honnête, avec droiture et sans panache.

Il fut pourtant pris à partie par des manifestants qui se sont moqués du bilinguisme pratiqué par le ministre de l'Énergie et des efforts qu'il a consentis par le passé pour la Charte des droits et libertés. À Victoria, le ministre fut accueilli par des affiches libellées ainsi: 'We speaks da english here' ou, encore 'Quebec bigot looking for western quislings'.

Ces protestataires, qui appartiennent au groupe politique Western Canada Concept, ont ainsi démontré la mesure de leur petitesse, faisant de M. Chrétien la cible de leurs frustrations. Ils blâmaient en même temps le gouvernement libéral d'avoir tenté de faire mieux comprendre aux Canadiens, y compris à ceux de l'Ouest, la réalité culturelle de notre pays.

Peut-être pouvons-nous faire assumer à M. Chrétien une partie de la responsabilité qui incombe au gouvernement au chapitre du programme national de l'énergie, particulièrement au niveau des négociations avec l'Alberta.

Mais il est évident que M. Chrétien n'est pas le 'vilain' et que le bilinguisme n'est pas une menace mais bien un acquis que tous les Canadiens devraient chérir.

M. Chrétien a tout simplement repoussé les manifestants d'un revers de main, leur rappelant que s'ils pouvaient ainsi exprimer leur mécontentement, c'est à cause de la Charte des droits et libertés.

The Red Deer Advocate

LIBRE OPINION

Israël : problèmes de coexistence

Pour l'immense majorité des Israéliens, le programme d'action du réseau clandestin de terrorisme anti-arabe (qui vient d'être démantelé par les services de sécurité et la police) est, selon la formule de Talleyrand, «pire qu'un crime, une faute». Les Israéliens savent que Juifs et Arabes sont condamnés à vivre les uns aux côtés des autres sur cette terre qu'ils revendiquent tous deux à des titres différents. Et l'important est avant tout de créer les conditions pratiques et matérielles de co-existence avant que de trouver les formules juridiques et politiques qui viendront entériner une situation de fait.

Or il est bien évident que le programme d'action de ce réseau menaçait tout ce qui a été construit ces dernières années dans le cadre d'une forme de co-existence entre Juifs et Arabes non seulement dans les territoires sous contrôle isaélien depuis 1967 mais également au sein de l'État d'Israël.

Lorsque l'on fait le bilan des 36 premières années de l'Indépendance d'Israël il est très facile d'aligner des chiffres impressionnants. Parti de zéro dans bien des domaines le nouvel État Juif peut effectivement se vanter de bien des réalisations et réussites matérielles. Qu'il s'agisse de l'augmentation étonnante de la population sextuplée depuis 1948, de la construction d'une infrastructure économique, du développement spectaculaire de l'agriculture et surtout de l'industrie ou de la création, en plein désert, d'agglomérations ou d'universités florissantes.

Mais il est un domaine de réussite, beaucoup plus important et échappant totalement aux statistiques: celui de la création d'une société démocratique, pluraliste, au sein de laquelle vivent, avec un minimum de conflits, Juifs et Arabes, pionniers et réfugiés, orthodoxes et athées militants, occidentaux et orientaux. Une société réellement «fabriquée» avec des Juifs venus d'un peu partout dans le monde, originaires de pays sous-développés ou super-industrialisés, sortant de «mellahs» et «ghettos» ou des universités les plus célèbres du monde, parlant toutes les langues, imprégnés de toutes les cultures, n'ayant pas la même histoire et unis surtout par le souvenir et la nostalgie des temps bibliques, apprenant à nouveau la langue qui fut celle du peuple juif il y a des millénaires et retrouvant, dans le sol, les vestiges de sa civilisation.

Ce sont ces Juifs, séfarades et ashkénazes, révolutionnaires et traditionnalistes, religieux et athées, qu'il a fallu brasser dans un prodigieux mouvement de résurrection nationale pour donner naissance à la future nation israélienne. Et cela aux côtés d'une minorité arabe devant s'adapter, bon gré mal gré, à cette nouvelle situation alors qu'elle avait été, dans le passé, la majorité dominante ces «infidèles» que sont Juifs et Chrétiens.

Le jeune État d'Israël s'est trouvé confronté à la tâche très complexe de fusion des diverses communautés tout en essayant de préserver leur autonomie culturelle. C'est ainsi, par exemple, que dans le réseau scolaire des régions de peuplement arabe, il a été décidé que l'enseignement se ferait en arabe, que l'étude du Coran y remplacerait celle de la Bible et l'histoire de la nation arabe celle du peuple juif dans son exil. Il a fallu également des programmes spéciaux pour les Druzes et pour les Chrétiens d'Israël. Au sein de la communauté juive, il a fallu créer deux réseaux d'écoles, religieuses et laïques toutes deux sous le contrôle du ministère de l'Éducation.

Au Parlement, les députés arabes peuvent s'exprimer dans leur langue, qui est langue officielle en Israël et un service de traduction simultanée permet à leurs collègues de les comprendre. À la radio, à la télévision, les programmes en arabe sont importants et les autres sont sous-titrés en arabe. Ce sont là des «techniques» de co-existence qui ont certes leur importance mais ne sont pas l'essentiel. L'essentiel se trouve dans l'esprit qui règne dans le pays, dans la volonté manifeste de surmonter les différences — et elles sont nombreuses — pour arriver à une formule permettant à chacun de trouver sa place dans la vie nationale tout en conservant son identité propre.

Sur le plan folklorique, il y a un incontestable apport de chacune des communautés aujourdhui rassemblées en Israël et le folklore israélien en formation puise à des sources diverses. Sur le plan gastronomique aussi, bien naturellement.

Mais cela ne va pas sans poser des problèmes. L'origine des Israéliens est parfois cause d'inégalités et de disparités économiques et sociales. Ceux venus de pays en voie de développement ont eu plus de mal à se faire leur place dans une société moderne. Ils ont eu plus de mal, par manque d'expérience, à s'intégrer au système politique. D'autres, comme certaines minorités arabes, paralysées par des traditions séculaires, ont du mal à s'adapter aux normes d'une société progressiste. Les détenteurs de vérités absolues, les croyants parfois fanatiques, ont du mal à admettre le comportement de ceux qui se sont libérés des contraintes religieuses. Et les incidents ne manquent pas.

La tension politique, provoquée par les importantes options en matière de sécurité et défense nationale (annexion ou non des territoires sous contrôle, évacuation ou non des implantations) vient s'ajouter aux tensions d'origine culturelle ou sociale. Mais dans l'ensemble et malgré le côté parfois excessif, dû au caractère méditerranéen d'une grande partie de la population, des prises de position, Israël reste une société pluraliste, démocratique et ce n'est pas le moindre de ses succès et mérites lorsqu'on sait ce que sont les sociétés et régimes qui l'entourent.

David CATARIVAS
journaliste
Kibboutz Hanita, Israël

Sur le journalisme

Certains journalistes, qu'ils soient éditorialistes, chroniqueurs, critiques littéraires, se targuent de jouir d'une totale liberté d'expression. Mais cela parle plutôt contre eux. Car s'ils jouissaient d'une si grande liberté, cela se verrait aux textes qu'ils produisent. Or, ceux-ci se caractérisent souvent par une étrange modestie. Il me semble qu'un individu réellement libre est autrement plus dangereux que la moyenne de nos journalistes. Il est vrai qu'il n'existe pas de censure extérieure, contrairement à ce qui peut se passer dans certains pays.

Mais la censure a comme été intériorisée, elle s'exerce à l'intérieur même de l'individu, le journaliste souffre de ce qu'on peut appeler «une déformation professionnelle». Il a à ce point intériorisé les exigences du métier qu'on n'a plus besoin de le guider par la main ou de lui taper sur les doigts. Il est devenu de lui-même docile. Même lorsqu'une contestation s'exerce, c'est à l'intérieur de certaines règles du jeu, et ce sont celles-ci qui ont été intériorisées.

Certains journalistes également, et notamment ceux qui occupent des postes de direction, tratent le journal où ils travaillent un peu comme s'il s'agissait de leur petite affaire personnelle. Ce sont eux qui jugent ce qui est recevable ou non, souvent avec un certain dogmatisme. Par ailleurs, ils ont tendance à se donner une place de choix. C'est du moins l'impression que l'on a à la lecture de certains journaux. Il me semble que les journalistes, et principalement ceux qui occupent des postes de responsabilité, devraient être imbus de l'idée que le journal n'appartient pas à quelques individus, ni même à tel ou tel bailleur de fonds, mais d'abord et avant tout à la population.

Le journal doit être une place publique, une sorte d'agora où sont débattues dans tous les sens, sans exclusive, les grandes questions qui agitent la scène sociale. Ces questions ne devraient pas être déterminées a priori, et d'une manière étroite, limitée, ce qu'on entend trop souvent par le qualificatif de «journalistique». Au contraire, un journal devrait être ouvert à des manières nouvelles d'aborder les vieux problèmes, devrait être un lieu d'expérimentation et de création. Toute la société y gagnerait énormément.

Pierre BERTRAND
Montréal

la presse
100 ans
RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400 ». Port de retour garanti.

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 18h.		Commandes du lundi au vendredi 8h à 17h	285-7111
RÉDACTION	285-7070	Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES	
COMPTABILITÉ		Détaillants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé-Presse	285-7306
Annonces classées	285-6901	Vacances, voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

Contre la promotion des ventes des spiritueux et de la bière par la SAQ

Monsieur Jean-Guy Lord
Président
SAQ

Nous désirons vous manifester notre désaccord vis-à-vis les campagnes de promotion qui se tiennent dans les succursales de la Société des alcools du Québec et ceci compte tenu de nos préoccupations en prévention des accidents de la route.

Au Québec, 50% des accidents mortels sont causés par un conducteur en état d'ébriété. Pour la période de 1978 à 1983, c'est près de 2 milliards de dollars que la Régie de l'assurance-automobile du Québec, régie d'État, a dû débourser ou mettre en provisions pour indemniser les victimes de la route. Ces coûts n'incluent pas les dépenses d'hospitalisation et les dépenses médicales estimées à environ 90 millions de dollars pour l'année 1983, ni les coûts des dommages évalués à près de 525 millions de dollars en 1983.

Nous considérons incohérent et déplacé le fait que la Société des alcools du Québec (SAQ), société d'État, prône d'une part que «la modération a bien meilleur goût» et d'autre part, favorise certains de ses fournisseurs de liqueurs fortes et/ou de digestifs à solliciter directement le client à l'intérieur de ses succursales et qu'elle permet également la promotion de la bière dans les grandes chaines alimentaires.

Dans un territoire comme le nôtre, c'est-à-dire rural, sans transport en commun, la voiture personnelle est utilisée obligatoirement pour tous genres de déplacements. La promotion de la bière et de liqueurs fortes par la Société des alcools du Québec et les chaines alimentaires banalisent et associent le fait qu'effectuer ses activités quotidiennes, s'arrêter, prendre un verre et reprendre le volant ne soulève aucun problème. La promotion de la bière est présente partout: à la télévision, à la radio, dans les journaux, dans toutes les activités sociales, culturelles et sportives. Auparavant, on nous vendait une image (beau, jeune, aimant la vie et la bière), maintenant on nous fait goûter pour mieux nous faire adhérer.

La Société des alcools tout comme la Régie de l'assurance-automobile du Québec sont deux organismes gouvernementaux, l'un voué à la vente de spiritueux et l'autre voué à réparer les pots cassés, c'est-à-dire indemniser les victimes de la route. Quand le gouvernement du Québec fera-t-il un choix clair et cohérent?

Nous vous demandons d'abandonner cette pratique promotionnelle. Le volume de vos ventes étant ce qu'il est, nous sommes persuadés que si vous avez des problèmes financiers vous avez la possibilité de couper dans des dépenses superflues, il y en a toujours dans une entreprise comme la Société des alcools du Québec plutôt que vous lancer dans des campagnes promotionnelles pour augmenter votre chiffre d'affaires.

Nous comptons sur votre précieuse collaboration pour nous aider à améliorer l'état de santé de notre population et par le fait même diminuer le taux de mortalité et de morbidité relié au problème de la conduite en état d'ébriété.

Solange CHAREST
Dossier de la sécurité routière
Centre hospitalier régional
de Rimouski

Un site historique

Monsieur Henri Têtu
Directeur des Parcs et
Lieux historiques
Hull

Une réunion a été tenue à Montmagny le 16 avril dernier par la Corporation pour la mise en valeur de Grosse-Ile. Il fut décidé, à cette occasion, que ladite corporation demanderait le statut juridique attaché à celui de site historique pour Grosse-Ile.

Cette prise de position est basée sur les considérations suivantes, à savoir:

— Le caractère spécial de Grosse-Ile, sise en face de Montmagny au Québec, où s'est écrite l'histoire de l'immigration de 1832 à 1937 et par le fait même une très grande page de l'histoire du Canada.

— Les événements dramatiques qui s'y sont déroulés en 1832 de même qu'en 1847 lors de la tragédie du peuple irlandais.

— La grande générosité des citoyens envers les victimes de ces tragédies et des liens de fraternité qui se sont créés entre les arrivants et les résidants du pays.

— Les actes de dévouement posés par les clergés catholique et protestant, le corps médical et les employés de Grosse-Ile envers les immigrants.

— Le mode de vie imposé aux employés qui devaient résider à l'année sur cette île isolée par les glaces durant les mois d'hiver.

— Le cimetière «en bas de l'île» dont les pierres tombales commémorent le souvenir des employés décédés à la tâche sur Grosse-Ile.

— Le désir des anciens employés de Grosse-Ile, de leurs descendants et de tous les citoyens de conserver le caractère historique de Grosse-Ile.

— Le désir ce ces mêmes personnes de pouvoir se rendre sur Grosse-Ile en pélerinage aux événements passés.

— Le nombre et la variété des édifices, des monuments et des biens qui témoignent de l'histoire et qui ont résisté au temps.

À titre d'administratrice de la Corporation pour la mise en valeur de la Grosse-Ile et à titre de simple citoyenne, je demande au gouvernement de tenir compte du caractère unique de Grosse-Ile et de lui accorder le statut juridique de site historique. Il serait souhaitable que le gouvernement pose les gestes nécessaires pour protéger et mettre en valeur les biens précieux de Grosse-Ile.

Il ne serait sans doute pas incompatible de concilier la vocation de recherche agronomique de Grosse-Ile durant les mois d'hiver avec une vocation historique pour les mois d'été.

Rose DOMPIERRE
Sainte-Foy

Très décevant

Le «droit de manger», conférence internationale sur le problème de la faim dans le monde. Je me précipite pour m'inscrire afin de ne pas manquer l'événement: seulement $35.00 (prix d'un repas pour une personne dans un restaurant de choix) pour une semaine de conférences et à Montréal à part ça. Quelle ne fut pas ma surprise! Des salles à moitié pleines ou à moitié vides.

Mais où sont-ils tous ces gens qui s'inquiètent de l'ampleur de ce problème? Des spécialistes de philosophie, d'économie, de politique, de nutrition, de biologie et j'en passe, ces gens qui préconisent l'égalité pour tous et surtout le droit de manger.

J'ai été déçue du manque d'intérêt, moi qui pensais assister à ces conférences à guichets fermés. Peut-être y aurait-il eu plus d'inscription si la conférence avait eu lieu à Washington ou à Paris, histoire de voyager un petit peu sur un compte de dépenses?

Je n'ai jamais visité les pays du tiers-monde, je n'ai jamais enjambé des enfants qui meurent de faim mais si j'avais à le faire, je crois que j'aurais honte. J'aurais honte de mon impuissance et de mon ventre plein.

Lise F. MALCHELOSSE
Professeur de nutrition
Rosemère

Le Train sauvage

M. Réginald Martel
La Presse
Arts et Spectacles

Vous n'avez pas aimé mon roman. Vous écrivez que *Le Train sauvage* n'est pas un roman important. Je ne conteste pas la chose. Vous devez avoir raison et c'est votre droit de l'exprimer. Mais en lisant votre critique, il m'a surtout semblé que vous n'avez pas aimé mon narrateur et personnage principal. C'est encore votre droit. Par contre, je dois vous dire que, s'il y a un «paumé à Outremont» — c'est le titre de votre papier —, il y a aussi un écoeuré à Piedmont qui est juste tanné d'entendre parler de la littératrure comme d'un commerce de bonbons.

J'ai encore la naïveté de croire que la littérature n'est pas une affaire de sex-appeal et que les personnages de romans ne sont pas des candidats à un concours de personnalité. Si certains n'écrivent que dans le but de plaire, d'autres écrivent comme on boxe, parfois gauchement, avec les moyens du bord, désespérément, parmi les choses, les faits et les cauchemars qui ne sont évidemment pas toujours beaux.

Je conteste donc votre façon de balayer mon livre par le seul biais du personnage et surtout par la vision unidimensionnelle que vous avez décidé d'en donner. Mon narrateur vous a agacé, vous l'avez «enfermé» en deux colonnes. Dans cette optique, on pourrait démolir une foule de personnages romanesques — et je n'ai pas la prétention de me comparer aux auteurs dont les noms suivent —: du Meursault de Camus, en passant par le Bardamu de Céline, le monde de Faulkner jusqu'au don Quichotte de Cervantès. Don Quichotte, justement, dont on ne retient ordinairement que l'épisode des moulins à vent pour oublier qu'au départ, il avait la cervelle desséchée par la lecture des livres de chevalerie. Tout au long dse ses aventures, il combat les innocents contemporains qui ont le malheur de traverser ses rêves... quand il ne les tue pas sur le champ. Il met le feu à la réalité, au quotidien. Oui, il faut relire *Don Quichotte*. Et, si nous ne retenions que le côté «assassin» et dérangeant du maigre chevalier, il deviendrait beaucoup moins sympathique. Alors qu'il a simplement les pieds dans la vie, lui aussi.

Mon héros, malheureusement pour son charme, délire autrement. C'est un drop-out d'aujourd'hui. En d'autres mots, je ne sais pas s'il est beau ou laid, intelligent ou non, mais je crois qu'il saisit que les choses de notre monde sont toujours truquées — ce n'est pas pour rien que, paradoxalement, il est un photographe qui conteste les jeux de la publicité —, que ses espoirs lui ont menti. Il n'a pas la force de s'inventer les hauts rêves d'un chevalier. Les gestes de sa vie ne sont pas accompagnés de la musique collante qui meuble les films western ou les histoires inventées pour faire vibrer les gens. Mais il n'est pas seul, dans ce roman. Il me semble que vous avez un peu oublié les autres, ceux qu'il voit, ceux qu'il aime aussi, ceux qui, par bribes, le font parfois espérer, le déçoivent finalement ... et ceux qui le font plus carrément chier.

On m'a appris qu'en littérature, il y a le dit et le non-dit. En tant qu'histoire, *Le Train sauvage* n'est pourtant pas compliqué. Il faut juste aller plus loin que ces catastrophes, sous la surface, derrière le paysage ... mais, je sais, la vie moderne nous presse, nous bouscule. Et nous sommes souvent fatigués.

Tout ceci pour vous dire que j'estime que les auteurs ont le droit de faire les personnages qu'ils inventent, de se laisser transporter par eux. L'écriture est, paraît-il, une vision du monde. J'ose croire que chacun a la sienne. C'est aussi pour cela que *Le train sauvage* n'est pas un beau petit roman bien ficelé. Et pourquoi, et depuis quand, demanderions-nous aux écrivains de faire de la morale et les belles histoires?

Je suis heureux que le «talent du romancier» vous ait retenu jusqu'à la fin. Je trouve dommage que vous n'ayez conservé que ce qui vous a agressé. Mais il me faut encaisser cela. Quand on enfile des gants de boxe, il faut bien s'attendre à recevoir quelques claques sur le nez. Quand on se débat avec l'encre et le papier, c'est la même chose. C'est aussi pour cette raison que je réponds à votre critique comme un auteur-boxeur qui tente de se tenir debout et de respecter son travail et ses choix.

Considérez ceci comme un crochet de la droite qui passe peut-être complètement dans le beurre, ce qui serait dans les règles du jeu.

Raymond PLANTE
Piedmont

L'abolition des péages

Monsieur Jacques Léonard
Ministre des Transports
Québec

Lors de l'entrevue que vous accordiez à l'émission de télévision «Les Actualités» de Radio-Canada, mercredi, le 23 mai dernier, vous informiez les téléspectateurs qu'aucune décision n'avait été prise concernant l'intégration tarifaire du transport en commun dans la région de Montréal. De plus, aucun indice ne nous permettait de croire que vous désiriez faire avancer promptement ce dossier.

Dans le projet de réforme présenté par votre prédécesseur, il y a deux ans, le gouvernement réaffirmait sa volonté d'accorder la priorité au développement du transport en commun dans le région de Montréal.

Dans ce sens, afin de rationaliser le réseau, d'améliorer son efficacité et d'assurer une meilleure équation entre les coûts réels d'un déplacement et les tarifs, le gouvernement proposait une nouvelle structure tarifaire régionale.

Toujours dans ce projet de réforme, on proposait que le manque à gagner encouru par l'intégration tarifaire entre les réseaux soit comblé par le péage des autoroutes. Aujourd'hui, le gouvernement annonce une abolition progressive des péages alors que le silence demeure quant à l'intégration tarifaire. Québec aurait-il changé de cap sans prévenir personne?

Présumant que vous accorderez bientôt à la Communauté urbaine de Montréal, plusieurs centaines de millions de dollars pour les prolongements de métro, il nous semble tout à fait équitable que l'autre moitié de la population de la région métropolitaine, c'est-à-dire, les résidants de la Rive sud et de Laval, reçoive quelques dollars pour faciliter ses déplacements en transport en commun vers l'Ile de Montréal.

Nous comprenons mal les lenteurs du dossier de l'intégration tarifaire, puisque lors d'un discours le 30 mars dernier, devant la Conférence des maires de banlieues, Monsieur Pierre DesMarais II, président de la CUM, le principal opposant jusqu'ici au projet, exprimait son optimisme face à l'évolution du dossier.

Votre hésitation récente nous amène à nous poser des questions sur la position actuelle du gouvernement du Québec dans ce projet.

Afin de faire avancer le dossier et de faire suite aux promesses faites depuis de nombreuses années, principalement aux usagers de Laval et de la Rive sud, Transport 2000 propose que le gouvernement du Québec offre d'ici septembre de cette année, la carte inter-rives avec une réduction de $6 sur le total que les usagers doivent présentement débourser, tel que proposé en mai 1983, par la table de concertation mise sur pied par votre prédécesseur.

Un geste concret de votre part pourra concrétiser l'intention du gouvernement d'accorder une priorité au développement du transport en commun. D'ici là, l'abolition du péage sur les autoroutes nous portera à croire que la force électorale des automobilistes est toujours plus influente que celle des usagers du transport en commun.

Espérant que d'ici la première étape de l'abolition des péages le 24 juin, vous aurez l'occasion de faire part au public de vos intentions concernant l'intégration tarifaire. (...)

Guy CHARTRAND, président
Transport 2000 Québec
Montréal

À propos des clubs de sexe

À la suite de la publication de la lettre du directeur général du club de danseuses nues Le Caprice dans votre Tribune libre, je me vois obligé d'y répondre.

Je dois dire qu'il faut avoir du front pour oser demander plus de liberté et de se croire des ambassadeurs de l'hospitalité pour les touristes et d'essayer, par surcroit, de mettre cela sur le compte de l'évolution.

Je trouve ces endroits dégradants et honteux et je suis en faveur de la fermeture de ces bars de sexe. Voici ce qu'on a pu lire comme publicité sur ces établissements: Sur Le Carprice, justement: «Passez une heure en privé avec Mlle Caprice nue.» C'est ce même bar qui affichait l'an dernier: «Nos modèles 83 sont arrivées.» Dans d'autres établissements montréalais, on a aussi conçu de la publicité comme suit: «Nos danseuses font du lit sur votre table.» Cela décrit assez bien ce qui s'y passe, n'est-ce pas?

Dans des clubs de banlieue et en province, où les policiers surveillent mollement, les clients assistent souvent à des orgies. (...) Plusieurs en ressortent complètement dégoûtés et écoeurés.

Je ne comprends pas comment un homme évolué peut s'exciter à de telles répugnances. Leur sexualité est semblable à celle des animaux; elle est d'instinct, sans intelligence, sans retenue.

Malheureusement, la sexualité se détache maintenant de la tendresse et de l'amour. Nous sommes envahis par ces clubs. Même dans les villages où il n'y a qu'un club, il est consacré au sexe et c'est injuste pour les citoyens.

Au Nouveau-Brunswick, ces clubs sont déjà interdits et à Toronto, la métropole, les filles doivent danser avec une petite culotte. Beaucoup de danseuses québécoises vont s'exhiber en Ontario, mais les Ontariennes refusent de faire comme elles.

Par ailleurs, ces endroits causent beaucoup de tort aux femmes qui sont perçues comme des objets sexuels, au service de l'homme plus que jamais. Et cela engendre d'autres problèmes. (...)

Je crois que nous évolurions davantage en devenant un peuple digne qui combattrait l'obscénité et la violence.

Mario BORDELEAU
Saint-Eustache

L'exemple de Toronto

J'arrive d'un voyage à Toronto. Quel contraste avec notre ville!

Les gens peuvent être fiers et avec raison de leur ville car tout est propre, surtout le métro où on peut entrer et s'asseoir sans crainte. Ici, c'est dégueulasse.

Que nos dirigeants aillent faire un tour à Toronto et y puisent des exemples. Il y a certainement des moyens à prendre pour que nous aussi puissions dire «la fierté a une ville».

Mme G. BOYER
Montréal

LA PRESSE

100 ans d'actualités

FAILLITE DE LA BANQUE DE SAINT-JEAN: ARRESTATION DE L'HONORABLE L.P. ROY

UNE triple arrestation d'hommes éminents vient de créer une commotion terrible à Saint-Jean et dans le district. Pour être moins répandue, la sensation n'en est pas moins forte que lorsqu'il s'agit, il y a quelques années, de la banqueroute de la Banque Ville-Marie.

La fermeture de la Banque de Saint-Jean a donné lieu, dernièrement, à une infinité de commentaires, et la rumeur voulait que tous ces potins de la finance fussent couronnés par une action d'éclat. Cette prévision a été confirmée hier après-midi **(11 juin 1908)** par l'appréhension *(au sens d'«arrestation» du mot)* de l'honorable L.P. Roy, président de la banque défunte, et de Mtre P.L. L'Heureux, gérant général, et Philibert Beaudoin, son assistant. C'est à l'intervention du ministre de la Justice lui-même que cette arrestation est due. La plainte avait été faite au ministre par l'Association des banques par l'entremise de M. Knight.

L'ex-président de l'Assemblée législative et ses deux collègues ont reçu signification des mandats d'arrestation à leur domicile respectif. Malgré le mandat d'amener, ils ne furent pas conduits en prison, mais simplement gardés à vue jusqu'à ce matin, alors qu'ils ont comparu devant le magistrat.

Comme, naturellement, tous ces événements de haute finance font un bruit énorme dans toute la province, on assure que le procès des trois prévenus mettra en lumière des faits jusqu'ici imprévus et inattendus.

L'ACTE D'ACCUSATION comporte que les trois officiers de la banque ont sciemment fourni de faux rapports au gouvernement sur l'état d'affaires de l'institution qu'ils dirigeaient.

La faillite, il y a quelque temps, avait profondément affecté l'honorable M. Roy, qui dut garder la chambre tant l'affaissement nerveux l'avait épuisé à la suite de ces revers. Il savait cependant que l'Association de Banques et le gouvernement avaient fait une enquête minutieuse sur les transactions de l'institution faillie et la signification du mandat ne lui causa pas beaucoup d'étonnement. Il reçut le terrible coup avec froideur, apparemment, comprenant bien que la commission de révision devait nécessairement poursuivre si elle le croyait urgent, après avoir soigneusement examiné les affaires de l'établissement.

On se rappelle que M. Tancrède Bienvenu, gérant de la Banque Provinciale, avait été nommé liquidateur de la Faillite. Il fit rapport en temps opportun à l'Association des Banquiers et la corporation soumit la question au ministère de la Justice.

NOTRE page en couleurs est consacrée aujourd'hui **(11 juin 1910)**, à l'accroissement phénoménal des grandes cités du monde, en particulier Londres, Paris, New York, Berlin, Vienne et Chicago. L'occasion n'est pas mieux choisie pour faire une comparaison entre ces villes monstres et Montréal qui pour être en retard dans l'agrandissement de son territoire, a pris une telle envolée depuis quelques années, et tout récemment surtout, que la comparaison ne jurera pas trop.

Les lignes sombres ou ombrées dans divers sens, indiquent l'étendue des différentes villes, à différentes époques. Pour calculer les superficies qui sont indiquées en hectares (système métrique), il faut savoir que 250 hectares équivalent à un mille carré.

Montréal n'a ni l'étendue, ni la population des cités monstres dont nous publions les plans à côté d'elles, aujourd'hui. Toutefois, l'essor qu'elle a subi depuis quelques années laisse assez prévoir qu'il ne s'écoulera pas de très longues années avant qu'elle ait dépassé son million d'âmes. En 1884, la population de la ville de Montréal était de 135,000 âmes environ; en 1900, la population avait monté à 287,000, pour atteindre 545,000 en 1910.

Quant à la superficie, elle n'était que de 3,494 acres avant les premières annexions (celle d'Hochelaga). En 1910, avant les dernières annexions, le territoire de la ville de Montréal couvrait 11,986 acres. Avec les huit nouveaux quartiers, ce territoire a presque doublé, c'est-à-dire qu'il est à peu près équivalent à 22,000 acres. (...)

Alexandre Kerensky meurt à New York

NEW YORK (PA) — Alexandre Kerensky, qui est mort hier **(11 juin 1970)**, à New York, à l'âge de 89 ans, est l'homme qui, dans l'histoire, donna à la Russie son premier gouvernement démocratique.

Il vivait aux États-Unis depuis 30 ans, presque dans l'oubli, écrivant ses mémoires et voyageant pour se rendre quelques fois en Angleterre où vivent ses deux fils, ou en France, pays qui l'avait abrité peu après son départ de Russie.

Avocat, Kerensky, au lendemain de l'abdication du tsar Nicolas II, le 2 mars 1917, forma avec Ivov un gouvernement grâce auquel il espérait donner à son pays un idéal socialiste.

Kerensky renversé

Mais, en août 1917, la tentative du coup d'Etat du général Kornilov contre les révolutionnaires rendaient vains tous les efforts de Kerensky en durcissant l'opposition de l'extrême-gauche. Kerensky est arrêté et ses projets révolutionnaires disparaissent et sont remplacés par ceux de Lénine et Trotsky, qui prennent sa place au pouvoir.

L'ancien homme d'Etat, qui jusqu'à sa mort resta convaincu de la justesse de ses vues pour son pays, déplorait l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'expérience qu'il avait tentée en 1917. Il aurait voulu que les Etats-Unis lui donnent l'aide qu'ils n'ont pas refusée à Staline pendant la deuxième guerre mondiale, et il affirmait que, avec une Russie démocratique et forte, l'équilibre des forces n'aurait pas été modifié en Europe et les conditions qui ont permis à Hitler de provoquer la deuxième guerre mondiale ne se seraient jamais présentées.

C'EST ARRIVÉ UN 11 JUIN

1983 — Brian Mulroney devient le premier Québécois bilingue à diriger le Parti conservateur, succédant à Joe Clark.

1979 — Décès à l'âge de 72 ans du célèbre acteur américain John Wayne. En 48 ans de carrière, il a participé à 200 films.

1977 — La prise d'otages de terroristes des îles Moluques du Sud contre un train de passagers, aux Pays-Bas, se termine dans le sang, par la mort de six terroristes et de deux otages.

1976 — Mme Beryl Plumptre, vice-présidente de la Commission de la lutte contre l'inflation, annonce sa démission.

1975 — Les Américains découvrent que la CIA a espionné et drogué des citoyens américains.

1972 — Le coureur automobile Joachim Bonnier perd la vie au cours de l'épreuve des 24 heures du Mans, gagnée par Graham Hill et Henri Pescarolo.

1969 — Début de la troisième conférence constitutionnelle fédérale-provinciale; pour la première fois, le public et la presse en sont écartés.

1963 — Un moine bouddhiste s'immole à Saïgon pour protester contre la politique de discrimination religieuse du président Ngo Dinh Diem, du Sud-Vietnam.

1962 — Les trois princes laotiens, Souvanna Phouma, neutraliste, Souphanouvong, chef du Pathet Lao, et Boun Oum, leader de la droite, constituent le gouvernement de coalition au Laos.

1957 — Les États-Unis procèdent au lancement d'un projectile intercontinental baptisé *Atlas*.

1955 — Une voiture fonce dans la foule au circuit du Mans, en France, et l'accident fait 79 victimes et plus de 70 blessés le long du circuit.

1954 — La construction du nouvel édifice de l'École polytechnique, sur le campus de l'Université de Montréal, coûtera $7 millions.

1948 — Un navire danois, le *Kjobenhavn*, coule dans le Kattegat après avoir frappé une mine magnétique, causant la mort de 200 de ses 400 passagers.

1948 — Fin d'une trève de quatre semaines en Palestine.

1945 — Fait plutôt rare dans les annales politiques canadiennes: les libéraux conservent le pouvoir à l'occasion des élections générales, mais le premier ministre Mackenzie King est battu dans sa circonscription.

1940 — Arrivée au Canada de la princesse Juliana, des Pays-Bas.

1936 — À la surprise générale, le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau met fin aux sessions du comité des comptes publics, annonce la dissolution des Chambres, remet sa démission comme premier ministre, et recommande la nomination à ce poste de son ministre de l'Agriculture, Adélard Godbout, jusqu'aux prochaines élections.

192[illegible] — Les femmes des îles britanniques prennent part à une grande croisade pour la paix mondiale.

1925 — Louis-Joseph Lemieux est nommé agent général du Québec à Londres.

1918 — Mort à Saint-Jean Deschaillons, à l'âge de 81 ans, de Pamphile Le May, poète et romancier canadien-français.

1900 — L'ex-empereur de Chine, Kuang Hsu, demande aux pays alliés de l'aider à combattre les Boxers et à le rétablir sur son trône.

L'attentat de la rue Ontario est (9)

DES GENS SUSPECTS DANS LA SALLE DES AUDIENCES

Ils semblent attendre que les accusés les regardent. — Comment ont-ils pu entrer dans la salle? — On produit les plans des lieux

UNE bonne partie de la séance de cet après-midi **(11 juin 1924)**, au procès des six complices accusés du meurtre d'Henri Cléroux, a été consacrée à la production de plans, relevés et photographies par M. Albert Sincennes, architecte à l'emploi de la ville, qui a fait tout ce travail à la demande du procureur de la Couronne. Cette partie de la preuve, qui explique la disposition des lieux mentionnés au cours du procès, est des plus arides.

L'une des choses les plus remarquables était la présence, dans l'enceinte des Assises, de quelques suspects des plus assidus dans nos cours criminelles, maintes fois traduits en cour pour obtention d'argent sous faux prétextes, vols, cambriolage, attentats à main armée. L'un d'eux, à notre connaissance, a été plusieurs fois trouvé coupable, s'il n'a pas été condamné. Ces spectateurs ne sont pas témoins au procès et l'on se demande comment il se fait qu'ils sont dans la salle. Les trois personnes en question parlent constamment ensemble, semblant attendre que les accusés les regardent.

DES GENS SUSPECTS

La séance s'ouvre à 2 heures 8. Sur l'un des bancs affectés ordinairement aux petits jurés, en face du banc réservé aux représentants de la «Presse», on remarque trois personnes suspectes, qui se concertent, au milieu de la foule. (...)

Comme pour le procès de Serafini, M. Albert Sincennes, architecte à l'emploi de la ville de Montréal, est le premier à ouvrir la liste des témoins. Il produit toute une série de plans, celui du tunnel, vu de plusieurs côtés, celui de la maison de Morel, de la maison de M. Grégoire, le plan général de la ville, un plan montrant les environs de l'angle Christophe-Colomb et Everett, le plan de la maison No 57, rue Coursol, un petit plan de l'escalier de la même maison, des photographies du tunnel de la rue Ontario, prises du côté est et montrant les deux voies du tramway. (...)

Me Calder demande alors de faire venir le témoin Thibaudeau.

Depuis combien de temps êtes-vous à l'emploi de la banque? demande Me Calder. — Depuis 1927.

Vous avez fait la perception de l'argent des succursales depuis le commencement de l'année? — Oui.

Aviez-vous un horaire fixe pour faire cette perception? — Oui.

A quelle heure quittiez-vous la banque pour faire la perception? — Vers midi ou midi et quart. (...)

Voulez-vous dire quel trajet vous suiviez? — Les rues Notre-Dame ouest, S.-Henri, Atwater, S.-Catherine ouest, Outremont, S.-Viateur, S.-Zotique, S.-Edouard, Laurier, Mont-Royal, DeLanaudière, Deorimier et Fullum; puis ensuite nous passions sous le tunnel.

Combien de succursales y a-t-il, passé le tunnel? — Sept.

Vous faisiez cette tournée à la même heure tous les jours? — Oui, à peu près.

Vous passiez au tunnel à la même heure? — Oui.

Sauf retard, à quelle heure passiez-vous sous le tunnel? — Vers deux heures moins quart.

Il y a longtemps que vous suiviez cet horaire? — Cinq ans.

Que faisiez-vous aux succursales? — On leur portait l'argent dont elles avaient besoin et on rapportait l'argent pour la chambre des compensations.

Sous quelle forme? — L'argent était enfermé dans des paquets scellés.

Regardez le bordereau suivant, voulez-vous dire si ces bordereaux roses sont ceux qui accompagnaient les paquets? — Oui.

Les paquets étaient mis dans des réceptacles? — Oui, dans des sacs.

Le témoin continue son témoignage.

La classification des films demeure

Québec abolit la censure

par Gilles Gariépy
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Aux termes de ce qui est pratiquement une nouvel version du projet de loi-cadre du cinéma, la censure du cinéma sera complètement abolie au Québec.

Le ministre des Affaires culturelles, M. Denis Hardy, a en effet déposé hier soir **(11 juin 1975)** en commission parlementaire plusieurs dizaines d'amendements de son projet de loi No 1, après que l'Assemblée nationale l'eut adopté en deuxième lecture.

Les amendements, fort nombreux, ne modifient pas l'économie générale du projet de loi-cadre, mais en transforment la portée, à plusieurs égards.

L'innovation la plus inattendue est l'abolition complète de la censure des films.

Le projet de loi No 1, dans sa version originale, prévoyait l'abolition du Bureau de surveillance du cinéma mais confiait les responsabités exercées par cet organisme largement autonome à un simple service relevant directement du ministère des Affaires culturelles.

Tout comme le Bureau de surveillance, ce «service» du ministère aurait donc eu la responsabilité non seulement de «classifier» les films, mais encore d'interdire la projection de films portant atteint «à l'ordre public et aux bonnes moeurs».

Dans la nouvelle version du projet de loi, cette possibilité d'interdiction disparaît.

Le «Service d'information et de classification des films» devra obligatoirement visionner un film avant sa présentation au Québec, mais devra se contenter de lui coller une étiquette: «pour tous», «pour adultes et adolescents», «réservé aux adultes».

Tout au plus, le Service pourra-t-il exiger que le film «soit précédé d'un avertissement aux spectateurs», s'il juge qu'un film réservé aux adultes est «susceptible de choquer des spectateurs».

Le ministre des Affaires culturelles, M. Hardy, a souligné que le projet de loi se conforme ainsi — 13 ans après! — aux recommandations du rapport Régis de 1962, en abandonnant la notion de censure au profit de celle de classement et d'information.

ACTIVITÉS

■ Le monde de l'automobile vu par LA PRESSE

Hôtel Régence Hyatt — Exposition de pages unes de LA PRESSE qui retracent les grands moments de l'automobilisme. Jusqu'au 17 juin inclusivement.

Exploit du coureur canadien Dave Bailey

SAN DIEGO (UPI) — Dave Bailey, de Toronto, est devenu samedi **(11 juin 1966)** le premier Canadien à franchir le mille en moins de 4:00 minutes. Bailey a été chronométré en 3:59.1, au meeting d'athlétisme de San Diego. C'est Jim Grelle, de Portland, qui a remporté la victoire dans cette épreuve, avec un temps de 3:55.4.

L'Anglais Neill Duigan a fini deuxième, chronométré en 3:56.1 et Bailey a pris la troisième place. Le record canadien du mille appartenait à Ergas Leps, de Toronto également, et il était de 4:01.1. Leps avait réussi son exploit à Kingston, en Jamaïque.

Pierre Trudeau à son arrivée hier à Ottawa. téléphoto PC

Le sommet de Londres laisse 20 millions de chômeurs dans l'oubli

OTTAWA — L'enlèvement d'un jeune bébé de 15 jours, la petite Louise Brown, a dominé l'actualité au cours de la dernière semaine dans la capitale britannique.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

L'enfant a été kidnappé en pleine ville de Londres, alors qu'il dormait sur le siège arrière d'une voiture. Ses parents, un très jeune couple, l'avaient laissé là, le temps de faire quelques achats.

Cette triste histoire a fait la première page de tous les journaux londoniens, des quotidiens à sensations comme les plus sérieux. Elle a eu plus de couverture dans les médias que la réunion au sommet des sept pays les plus riches du monde.

Rien de surprenant à cela, car comme a dit le premier ministre Trudeau, samedi lors d'une conférence de presse : « Si seulement la presse, les médias pouvaient réaliser qu'il n'y aura pas de grand nouvelles qui va sortir du sommet ».

Les leaders du monde industriel, a affirmé M. Trudeau, seraient moins intéressés par leur image et par le souci de trouver les beaux mots.

Le dernier sommet économique offre peu de nouvelles encourageantes pour les 20 millions de chômeurs que comptent les pays représentés à Londres.

Le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne et l'Italie ont été optimistes dans leur déclaration finale concernant la poursuite de la reprise économique. Par contre, ils n'ont pas l'intention de prendre aucune mesure dans l'immédiat pour aider les sans emplois.

Base plus saine

Résumant une volonté commune des Sept, le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a déclaré : « Cette reprise apparaît maintenant comme bien établie dans nos pays. Elle est fondée sur une base plus saine que les précédentes reprises en ce qu'elle résulte des efforts pour réduire l'inflation ».

Le communiqué final de 12 pages, émis samedi, renferme 17 paragraphes. La moitié d'un paragraphe seulement est consacrée à la question du chômage

La solution proposée revient à dire à ceux qui n'ont pas de travail : « Instruisez-vous, recyclez-vous ! vous allez en avoir besoin ».

La déclaration finale de Londres s'attaque plutôt aux obstacles qui empêchent la création des nouveaux emplois

« En encourageant l'amélioration et le développement de la formation professionnelle,

. en encourageant la flexibilité dans l'organisation du temps de travail,

. en décourageant les mesures qui visent à perpétuer des productions et des technologies obsolètes ».

Le ministre des Finances du Canada, Marc Lalonde, a tenu des propos dans le même sens.

« Il ne faut pas s'attendre à ce que le gouvernement fédéral augmente ses dépenses pour mettre en place de nouveaux programmes de création d'emplois dans l'immédiat. Notre objectif est de trouver des emplois durables à moyen terme et pour cela je compte sur le perfectionnement de la main-d'oeuvre et les programmes d'éducation des jeunes ».

Les fonds

D'après le ministre, les pouvoirs publics n'ont pas les fonds néccessaires dans le moment pour accroître leur budget.

En plus de la déclaration économique, le sommet de Londres a produit quatre autres documents sur les questions politiques suivantes : les valeurs démocratiques, les relations Est-Ouest, le terrorisme international et la guerre Irak-Iran.

Sur les relations avec les Soviétiques et l'aide au Tiers-Monde, deux thèmes défendus par M. Trudeau, celui-ci a exprimé sa satisfaction devant les résultats obtenus par le Canada lors de la rédaction finale du communiqué.

« Sur les questions Est-Ouest et Nord-Sud, je crois que nous avons réussi à amener un peu le dialogue de notre côté et tirer un peu la couverture ».

La Banque mondiale jouera un plus grand rôle dans les pays trop endettés, ce qui, selon M. Trudeau, réalise un désir de Mme Gandhi et du président mexicain, M. de la Madrid. Un comité du Fonds monétaire international (FMI) examinera les questions d'endettement.

Par contre, la déclaration de Londres réaffirme le rôle central du FMI comme gendarme financier des pays du Tiers-Monde. De plus, une aide sous forme de réétalement de la dette sur plusieurs années sera accordée « dans les cas où les pays débiteurs s'efforcent par eux-mêmes avec succès d'améliorer leur situation ».

Sur une autre question économique, devant l'opposition de la France et de l'Italie, le monde industriel ne donnera pas de suite au Tokyo Round et il n'y aura pas pour l'instant d'autres négociations tarifaires de préparées.

En fait, les chômeurs des pays industrialisés et les pays du Tiers-Monde retiendront peu de choses du dixième sommet économique. Ils diront sans doute que les sept participants méritent bien leur nom de « club des riches ».

Il n'y a pas que les candidats libéraux qui jouent leur avenir

LEADERSHIP 84

OTTAWA — Si vous êtes ministre, vous accordez votre appui à un candidat au leadership en espérant qu'il gagnera et que vous conserverez ainsi votre portefeuille. Lorsque vous êtes député, c'est pour prendre la place d'un de ceux qui sont au cabinet.

PIERRE APRIL
de la Presse canadienne

Si vous êtes déjà très puissant, que vous avez occupé des postes prestigieux dans l'entourage du premier ministre démissionnaire, si vous n'avez pas encore décidé de quitter la vie publique, vous ne vous prononcez pas.

Dans la présente course au leadership, le ministre des Finances, Marc Lalonde, est resté scrupuleusement muet sur ses intentions et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Allan MacEachen, n'a absolument fait aucune déclaration sur le sujet.

Le ministre des Travaux publics, Roméo LeBlanc, est un vieux routier de la politique fédérale, mais son influence chez les libéraux n'est pas évidente. Il est un de ceux qui ne se sont pas encore commis et qui se laisse volontiers courtiser par les candidats Jean Chrétien et Donald Johnston.

Le président du Conseil privé, Yvon Pinard, ne s'est pas prononcé parce que son poste de leader du gouvernement en Chambre exige cette neutralité. De son côté, la ministre d'État à la Jeunesse, Céline Hervieux-Payette, demeurera neutre jusqu'à ce que les candidats en lice aient indiqué ce qu'ils réservent aux jeunes et aux femmes.

Quant au premier ministre démissionnaire, Pierre Trudeau, il a décidé de ne pas choisir son successeur et il se tiendra à l'écart de cette course. Jusqu'à la fin, il s'efforcera, dans ses déclarations publiques, de ne laisser percer aucune allusion susceptible d'influencer les délégués.

Tous les autres ministres ont fait leur nid. Dix-sept d'entre eux ont choisi l'avocat torontois et ex-ministre des Finances John Turner et quatre autres ont appuyé le ministre de l'Énergie Jean Chrétien, tandis que les députés libéraux du pays se répartisssaient également entre les deux principaux candidats.

Le Sénat

Les sénateurs, de leur côté, ne sont pas demeurés indifférents dans cette course. Déjà 24 des 64 libéraux de la Chambre haute sont montés dans le train Turner, pendant que 12 se sont rangés derrière Chrétien, un a appuyé Donald Johnston et un autre John Munro.

Il y a encore 14 sénateurs qui ne se sont pas encore prononcés. Six d'entre eux demeureront neutres jusqu'à la fin, puisqu'ils occupent des postes dans l'organisation du congrès.

Le leader du gouvernement au Sénat, Bud Olson, a accordé ses faveurs au ministre Chrétien, à qui il pourrait livrer un nombre important de délégués des provinces de l'Ouest, plus particulièrement de l'Alberta.

John Turner, pour sa part, a obtenu l'appui d'un autre sénateur très influent dans le Parti libéral. Il s'agit de Aladstair Graham, un ancien président national du parti, considéré comme un personnage puissant dans les provinces maritimes, plus spécifiquement en Nouvelle-Écosse. Hazen Argue et Jack Austin, membres de la Chambre haute et du cabinet Trudeau ont, eux aussi, décidé de travailler à l'élection de l'avocat torontois.

Les provinces

Chez les leaders libéraux des provinces, Turner et Chrétien se partagent ceux qui ont décidé de prendre publiquement position. Les chefs libéraux de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse, Ralph Goodale et Sandy Cameron, se sont rangés derrière Turner. Ceux du Manitoba et de Terre-Neuve, Sharon Carstairs et Steven Neary, ont appuyé Jean Chrétien. John Roberts a obtenu l'appui du chef libéral de l'Alberta, Nick Taylor.

Tous les autres chefs libéraux des provinces, dont Robert Bourassa au Québec, ont choisi d'observer la plus stricte neutralité dans cette course au leadership.

Le présidente du Parti libéral du Manitoba, Diana Ryback, a porté son choix sur John Turner. Le secrétaire national du parti, Alan Parish, aurait laissé entendre qu'il apprécie particulièrement le candidat Donald Johnston.

Pendant que l'establishment du parti au Canada commence à se départager, plusieurs délégués s'interrogent encore sur les chances de chacun des candidats de ramener les provinces de l'Ouest dans le giron libéral. Jean Chrétien continue d'affirmer qu'il devance Turner en Colombie-Britannique et en Alberta et l'avocat torontois estime qu'il détient une avance considérable en Saskatchewan et au Manitoba.

Dans les provinces maritimes, l'appui du ministre d'État au Commerce international, Gerald Regan, a permis à John Turner de prendre une bonne avance et Jean Chrétien essaie de convaincre l'autre ministre sénior, Roméo LeBlanc, de se ranger derrière lui d'ici la fin de la campagne, pour tenter de reprendre du terrain.

Au Québec, John Turner a retrouvé, dans la personne du député libéral Lise Bacon, un appui indéfectible comme ce fut le cas en 1968. Le député Michel Gratton a choisi Jean Chrétien, mais il n'a pas tenté de convaincre ses collègues et organisateurs de poser le même geste. D'ailleurs, la stricte neutralité observée par Robert Bourassa a incité plusieurs des libéraux du Québec à se tenir à l'écart du débat.

M. Jean Chrétien, candidat à l'investiture libérale, et sa femme Aline se sont accordés un moment de repos hier après-midi à leur chalet du Lac des Piles, près de Shawinigan, avant de se rendre en voiture à Ottawa plus tard dans la journée.

téléphoto CP

Moscou parle d'un échec de Washington pour créer une apparence d'unité à l'Ouest

MOSCOU (Reuter) — Le sommet des sept nations occidentales les plus industrialisées s'est terminé sur un échec en raison des différends entre les États-Unis et leurs alliés, estime la presse officielle soviétique.

«Washington a tenté d'obtenir l'adhésion de ses partenaires à sa politique militariste agressive et de créer une apparence d'unité politique à l'Ouest», déclare l'agence Tass.

Arkady Maslennikov, commentateur de la «Pravda», journal du Parti communiste, affirme que le sommet a révélé l'incapacité des sept à définir une approche commune des problèmes mondiaux.

«Incapables d'établir des propositions concrètes sur le fond des problèmes économiques qui les divisent, les participants au sommet, comme par le passé, ont choisi d'endosser des déclarations politiques grandiloquentes», précise-t-il.

Les commentateurs soviétiques n'ont pas repoussé l'appel des sept à une amélioration des relations est-ouest, mais Tass a affirmé que les occidentaux étaient responsables de la tension actuelle.

Selon des diplomates en poste à Moscou, la presse soviétique essaie rapidement de souligner les difficultés de l'Occident avant l'ouverture mardi à Moscou du sommet du COMECON.

Les dettes

À Madrid, la presse espagnole estime que la question de la dette des pays du tiers monde a été négligée lors des entretiens.

«El Pais» (indépendant) affirme dans son éditorial que la déclaration finale ne dépasse pas «le domaine des promesses».

«Il est évident que le résultat du sommet sera décevant pour les pays du tiers monde écrasés par leur dette extérieure», ajoute «El Pais».

«Diario 16» (quotidien à grand tirage) pense que le refus des États-Unis de reconnaitre les rapports entre son déficit budgétaire et les taux d'intérêt signifie qu'aucune solution n'est en vue pour les pays les plus endettés.

«Le sommet de Londres a servi à accorder les grandes puissances sans jeter un seul regard sur les pays pauvres du sud», ajoute le journal.

Trudeau réduit l'ampleur du différend qu'il a eu avec Reagan

OTTAWA (D'après UPC et Reuter) — Le premier ministre Trudeau a nié avec humeur, hier, la rumeur voulant que ses propositions concernant une déclaration sur les relations Est-Ouest se soient attirées de vives critiques de la part du président Ronald Reagan pendant le sommet économique de Londres.

« Dites-leur (aux officiels américains) qu'ils sont des menteurs, » a vivement déclaré M. Trudeau à sa descente d'avion à l'aéroport d'Uplands, près d'Ottawa, au moment où il revenait de Londres.

Le premier ministre réagissait ainsi aux informations diffusées par un officiel américain qui, sous le couvert de l'anonymat, a déclaré que les deux leaders s'étaient chaudement disputés à propos du contenu de la déclaration lors des discussions à huis clos.

« Il y a eu beaucoup de discussion, » a admis M. Trudeau. « Mais ils (les officiels américains) sont des menteurs. »

Le premier ministre Trudeau, poursuivant sa croisade personnelle en faveur d'une détente Est-Ouest, a provoqué la coïère du président Reagan en blâmant les États-Unis pour l'impasse actuelle dans les négociations sur le désarmement, a indiqué un officiel américain aux journalistes.

« Reagan a soudain enlevé ses lunettes et a dit: 'Bon sang, Pierre, nous avons tout proposé, j'ai tout dit (...) Que puis-je diable encore faire pour qu'ils (les Soviétiques) reviennent à la table de négociation ?' », a rapporté le responsable américain.

M. Trudeau a admis qu'il y avait eu une vive discussion entre lui-même et M. Reagan. « Je lui ai dit 'Pour l'amour de Dieu, Ron, faites-en un peu plus,' » a dit M. Trudeau.

Des responsables canadiens qui accompagnaient M. Trudeau ont déclaré qu'il y avait eu des discussions sur la question des relations Est-Ouest mais que la principale opposition venait du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl.

JEAN LECLERC

Il a percé à New York, il y a cinq ans, en jouant le rôle de Dracula!

NEW YORK (PC) — Même s'ils ont subi l'outrage des ans et, vus de l'extérieur, ne payent pas de mine, les théâtres de Broadway rassurent et réchauffent le coeur d'un comédien.

A l'intérieur, raconte en entrevue Jean Leclerc, maintenant un habitué de ces lieux chargés d'histoire, « c'est comme si on entendait encore les rires.

PIERRE ROBERGE
de la Presse Canadienne

« Au théâtre Martin Beck par exemple, les sièges parlent presque, les murs portent toujours la trace des émotions jadis ressenties par le public.

« Et rien que de penser qu'on occupe la loge qui était celle d'Elizabeth Taylor ou de Laurence Olivier... »

En plus de leur acoustique supérieure, signale l'acteur de 37 ans, ces vieilles salles ont en somme ce que les plus récentes (malgré leur peinture fraiche) n'auront pas de si tôt, la patine du temps.

Le public new-yorkais est une autre source d'exaltation. Un public rempli de respect pour les comédiens, qui aime le théâtre plus que tout.

A Broadway en effet, le billet pour une comédie musicale coûte $47.50 et pour une « straight play », $37.50.

Les coûts de production sont en proportion (entre $1 et $2 millions), avec le risque que de mauvaises critiques forcent les investisseurs à boucler un spectacle au bout de seulement quelques jours.

N'est-ce pas là de l'hystérie? « En un sens, ce n'est pas correct. Mais c'est comme ça », répond Leclerc.

Et puis aucun de ces théâtres n'est subventionné. Il y a deux ans, pour la comédie musicale à grand déploiement Nicholas Nickelby (d'après Dickens), on demandait $100 par tête de spectateur.

Nickelby a tenu pendant des mois, la salle pleine tous les soirs. C'est en somme l'application de la loi de l'offre et de la demande à un produit culturel.

Par contre, les petites salles (non climatisées) foisonnent dans le Lower Manhattan et on peut aller au café-théâtre pour environ $10. Ces temps-ci, on y joue du Bertolt Brecht par 35 degrés C.

D'une manière, ces productions qui pullulent dans la mégalopole font penser à l'activité théâtrale régnant à Montréal, sauf que les enjeux y sont beaucoup plus grands.

Inconnus à la télé

« Il y a à Broadway de véritables stars qui ne sont pas du tout connues par le cinéma ou la télévision, précise Leclerc : « Prenez Chita Rivera, c'est une femme littéralement vénérée par le public. »

La semaine dernière, Mme Rivera a gagné des prix Tony pour sa prestation dans The Rink, aux côtés de Liza Minelli.

Né à Montréal, où il a grandi rue Fabre (la même que Michel Tremblay), Jean Leclerc a personnifié Philippe Lacour, neveu du marchand général, dans Les Belles Histoires des Pays d'En-Haut ; il n'avait alors que 17 ans.

Il a percé à New York il y a cinq ans, dans le rôle titre de Dracula.

Il s'agissait alors du texte original de Bram Stoker, celui qu'avait joué le grand acteur hongrois Bela Lugosi, dans les années 20. Dans des versions différentes, on reprend fréquemment cette histoire, sur à peu près toutes les scènes des États-Unis.

Leclerc souligne qu'en anglais on lui fait souvent jouer des rôles de vilain, de beau ténébreux tandis qu'en français on lui propose plutôt des emplois de jeune premier, de bel amant.

Son accent en anglais, croit-il, ferait penser à quelqu'un de l'Europe centrale, ce qui va bien avec les personnages de vampire.

Jean Leclerc faisant tournoyer la cape de 25 livres qu'il portait dans le rôle-titre Dr Dracula qu'il a joué sur Broadway.

Depuis Dracula, les engagements n'ont pas cessé pour lui. Le rythme est exigeant mais il n'est pas pour s'en plaindre : « Au contraire, je touche du bois pour que ça continue. »

Cette saison-ci, il était dans The Blythe Dancer, à Broadway, et il créera Tale of Wolf, au prestigieux festival d'été de Williamstown, au Massachusetts.

Cinéma et télé

Au moment de l'interview, il rentrait de Los Angeles où il avait tourné un film d'aventures, Cover Up, avec entre autres Jennifer O'Neill.

Car tout en demeurant un comédien de scène avant tout, Leclerc travaille aussi pour les grand et petit écrans.

Il se fit connaître du grand public en participant à trois feuilletons (soaps) : The Doctors et The Edge of Night, à NBC, et As the World Turns, à ABC.

« C'est la meilleure école, dit Leclerc. On est en studio le matin à 7 h et en fin de journée on travaille les textes pour le lendemain. Il faut être prêt, il faut être bon. »

Ces romans-savon sont une affaire de tous les jours, ce qui permet au comédien de se voir régulièrement et de corriger des défauts.

Mais cela implique également qu'il faut mener « une véritable vie de moine ». C'est pour cela notamment qu'il a arrêté de travailler à la télévision.

Jean Leclerc se souvient qu'à l'automne de 1982 il travaillait le matin à NBC et, le soir, dans un one-man-show à la Place des Arts, à Montréal : « Cette fois-là, j'ai perdu 18 livres. »

Réginald Martel

Pour écrivains nécessiteux

C'est le grand ménage d'été. Parmi mille papiers sans intérêt, un communiqué, égaré, de l'Union des écrivains québécois (UNÉQ), qui annonce la création du Fonds de secours Yves-Thériault. On ne pouvait mieux le nommer, ce fonds, puisque Yves Thériault a connu souvent, dans le bon bout d'existence qu'il a consacré entièrement à l'écriture, des moments de gêne.

Pas de millions encore dans le fonds, mais la bourse de 5000$ remise à l'UNÉQ par la Brasserie Molson en 1982, alors que le jury du Jean-Béraud-Molson, dans un geste courageux (qui avait humilié les candidats), n'avait pas attribué le prix. Le fonds de secours permettra d'accorder des bourses de subsistance à des écrivains nécessiteux. Il n'est pas destiné, précise-t-on, à régler des problèmes chroniques.

Et puis il ne faut pas se bousculer à la soupe: pour donner au fonds un caractère permanent, seuls les intérêts seront utilisés. À tout hasard...: 526-6653.

À propos d'argent, voici quelque chose de plus récent. Les écrivains veulent « sortir de leur ghetto de quémandeurs ». Le secrétaire général de l'UNÉQ, Jean Yves Collette, l'affirmait dans un texte préparatoire à la Rencontre franco-québécoise sur la culture. M. Collette propose un *contrat social* qui permettrait « aux producteurs de mots et d'idées d'être des citoyens à part entière ».

Ce contrat social, ce serait « une manière de penser qui, si l'on s'y tient, amènera l'instauration de nombreuses mesures normalisatrices et régulatrices ». Et encore ? « Cela veut dire qu'à travail donné correspond un salaire. » Les écrivains, ces hérauts de la liberté, n'ont donc pas peur de l'intervention de l'État, puisque c'est lui sans doute qui va normaliser et régulariser.

Deux suggestions à l'UNÉQ: qu'elle agrée les chômeurs recyclés en écrivains et distribue la manne; qu'elle paye certains auteurs pour ne pas écrire. On leur épargnerait ainsi des efforts inutiles, tout en protégeant nos forêts.

Petit calendrier

Lancement-encan, ce soir à compter de 19 heures, à la galerie Maximum (123 ouest, av. Mont-Royal). Le recueil, de Michel Bujold, s'intitule *Poète à vendre*. Il est publié aux Éditions Orphée. On apporte le manger et le boire, et quelque argent si on veut acheter l'oeuvre. Ou le poète. Ou les deux.

Mercredi à 21 heures, à La Chaconne (342 est, rue Ontario), Janou Saint-Denis, animatrice de la Place aux poètes, présente Gilbert Moore, qui lira des textes de son dernier recueil, *Où j'ai trahi tant de légendes*. Le poète sera accompagné au piano par Philippe Noirot. Le 20 juin, « spécial amour » avec Lise Lessard, Louise de Gonzague Pelletier, Louise Haley Minou, Madeleine Gareau-Nadeau, Anne-Marie Gélinas, Danya Maisonneuve et Janou Saint-Denis. La saison se terminera le 27 juin avec le lancement et la lecture du recueil de Serge Lebel, *Amalgame*, paru aux Éditions Émile-Nelligan.

Daniel Roy, écrivain des Cantons de l'Est, lance dimanche prochain son nouveau recueil de poèmes, *Désinvolte*, au café-bar Le Loubard, rue Alexandre à Sherbrooke, à 20 heures.

La route du texte

La Centrale textuelle de Saint-Ubald (près de Québec) célébrera de façon originale les fêtes du 450e anniversaire du premier voyage de Jacques Cartier au Canada. Quelque dix mille écoliers ont produit un texte écrit sur une mince bande de papier. Cette bande, d'abord enroulée sur une grande *bobine textuelle* par des pédaleurs, sera déroulée de Jackman aux États-Unis jusqu'à Québec, une distance de plus de 160 km.

« *L'itinéraire du texte*, explique-t-on, marque la traversée du paysage par la parole des gens qui l'habitent. Ainsi le vécu s'enracine dans cette terre porteuse d'histoire et de promesse. Espace traversé de discours, *le territoire du texte* devient le symbole d'un regard qui, s'alimentant aux sources les plus vives de l'histoire, se tourne vers l'avenir et fait le pari de la jeunesse. »

L'événement... et le texte se dérouleront à partir du 18 juin. On déposera sur le papier des pierres décorées, pour le maintenir en place. C'est ce qui restera quand le papier sera *biodégradé*.

De photo et d'écolo

Une nouvelle maison, les Éditions Dubout-Duquai, de Rimouski, vient de produire son premier ouvrage, *Vues sur le Saint-Laurent*. C'est un album bilingue de photos, réalisées par Jacques Bérubé, Roch Collin et Christiane Dubé.

La préface est de notre collaborateur (et ami) Antoine Désilets, photographe. Et poète, jugeons-en : « Des images très belles qui, à leur tour, prennent leur place dans l'iconographie du Québec, de son terroir et du cours d'eau majestueux qui restera toujours pour chacun de nous « le » fleuve, le seul, le plus beau, celui qui nous fait encore rêver, comme et à travers ces photos, d'amour, de voyage et de liberté. »

D'autre part, un certain François Tanguay nous écrit : « Bucky Fuller dit que pour vraiment changer les choses, il ne faut pas autant chercher à changer les idées que le décor. C'est ce que ce bouquin propose et il tente de le faire avec la grille Laborit — des rapports de force à éliminer pour que vraiment notre patelin s'humanise. »

Tanguay est l'auteur du *Petit manuel de l'auto-construction*, paru aux Éditions de Mortagne. Son livre propose une architecture écologique, innovatrice et radicale. Économique aussi: une maison pour moins de 10000$. Si ses travaux continuent d'être boudés par les médias, l'auteur menace d'aller construire au Rwanda.

De tout en bref

L'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF) sollicite des candidatures à ses prix Lionel-Groulx et Michel-Brunet. Le premier sera décerné au meilleur ouvrage scientifique, paru en 1983, consacré à un aspect de l'histoire de l'Amérique française. Le second veut récompenser le meilleur ouvrage d'un auteur de moins de 35 ans. On s'informe au Secrétariat de l'IHAF, 261, av. Bloomfield, Outremont H2V 3R6.

•

Dans son bulletin d'information aux membres, l'Association des éditeurs canadiens (AÉC), par la voix de son président Antoine Des Roches, réagit favorablement (mais très succintement) à l'énoncé de politique de la lecture du ministère des Affaires culturelles, en particulier à propos de la concertation proposée aux milieux qui s'intéressent au développement de la lecture au Québec.

« L'AÉC, écrit M. Des Roches, qui s'était déjà ouverte à concertation de ce genre dans le mémoire qu'elle avait soumis au ministre lors de sa tournée de consultation de mai 1982, ne peut envisager qu'avec espoir cette orientation qui reflète aussi une nouvelle manière de penser et d'agir. »

•

L'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois, qui en regroupe trois douzaines, a élu récemment son nouveau conseil d'administration. Il sera présidé par Lise Gauvin, de la revue Possibles. Richard Martel, de la revue Intervention, conserve son poste de vice-président. Au poste de secrétaire-trésorier, Robert Giroux, de Moebius, et aux postes de directeurs, Claudine Bertrand, d'Arcade, et Gaëtan Lévesque, de Lettres québécoises.

L'Association des écrivains acadiens a elle aussi élu son conseil d'administration. Il esr présidé par Rose Després et il réunit Dyane Léger, Rino Morin-Rossignol, Monique Arsenault, Claude Le Bouthillier, Lina Madore, Martine Jacquot et Henri-Dominique Paratte.

•

Voix et Images, volume IX, numéro 2, hiver 1984, page 179. Commentaire de Gaëtan Lévesque sur un article de Jacques Renaud dans la revue Moebius: « ... là où je ne suis pas d'accord (il ne faut pas tomber dans la *paranoïa*, c'est lorsque Renaud attaque Réginald Martel en l'accusant de le censurer.

« Comment Renaud peut-il arriver à cette affirmation quand on sait qu'il se publie environ huit cents titres en littérature par année et que Martel signe environ cinquante chroniques. En admettant qu'il parle de deux auteurs par chronique (ce qui fait tout de même une bonne moyenne pour un chroniqueur), soit cent auteurs par année, il en reste sept cents qui ne font pas parler d'eux par le critique de *La Presse*. Le choix que fait le chroniqueur littéraire n'est pas nécessairement une censure. » Merci ben.

AU CHÂTEAU CHAMPLAIN

Un bal digne de Rio

JEAN BEAUNOYER

On ne pouvait souhaiter meilleure température, samedi dernier, pour participer à un authentique bal de carnaval de Rio. Et dans cette salle multicolore du Château Champlain, l'illusion était presque parfaite. Il ne manquait qu'un peu de folie aux tables, un peu plus de gens costumés et la soirée aurait été parfaite.

Si on nous a déjà vendu de nombreux spectacles carnavalesques, il faut bien admettre que celui-ci répondait à toutes les attentes. Rio, on le sait, c'est surtout la fête du costume et samedi, nous avons eu droit aux plus beaux, aux plus extravagants, selon la coutume.

D'abord un concours de « body-painting » qui nous en mettait plein la vue et puis, les plus beaux plumages que j'ai jamais vus. Tous les oiseaux de la forêt brésilienne semblaient avoir trouvé une niche sur un corps humain. De la petite libellule jusqu'à l'énorme paon multicolore qui avait toutes les misères du monde à passer la porte.

Ces costumes arrivaient dans certains cas, directement du Brésil. Une dame aux rondeurs assez remarquables portait une robe rose et or évaluée à plus de $5 000. Mais le défilé ne devait pas cesser durant la soirée et la nuit. Aux tables, on s'arrachait le cou, on informait discrètement son voisin et on ne voulait rien rater. Le spectacle se déroulait partout autour de soi.

La conseur Francine Grimaldi, magnifique dans son costume de danseuse du ventre, animait une soirée qui tardait à décoller. Mais les fruits, l'exotisme, le champagne et la nuit ont gagné les plus passifs aux petites heures du matin alors qu'on se disputait rien de moins que des voyages au Brésil lors des concours d'originalité et de luxe.

Patronné par le consulat Général du Brésil à Montréal, cette fête a également permis à un Américain de réaliser le rêve de sa vie à l'émission « The thrill of a life time ». Le jeune homme souhaitait danser avec d'authentiques danseuses brésiliennes et son rêve devait se réaliser, samedi dernier, à Montréal. J'imagine qu'il n'a pû attendre jusqu'à l'hiver prochain à Rio.

Et pour ceux qui n'auront jamais l'occasion de faire le grand voyage, Montréal qui rate rarement une belle occasion de festoyer, ramènera encore l'an prochain, Rio et sa magie lors d'un carnaval où se mêleront le luxe et le merveilleux. À Rio, tout le monde est riche au carnaval, à Montréal aussi.

Bob Dylan et Carlos Santana sillonnent l'Europe cherchant leur magie d'antan

ROTTERDAM (AFP) — Les temps sont durs pour les vieilles gloires des années 60: bousculés par les stars montantes qui ont presque 20 ans de moins qu'eux, Bob Dylan et Santana ont décidé d'unir leurs forces pour leur dernière tournée en Europe. Ils étaient lundi et mercredi à Rotterdam.

Dylan fut la tête de file d'une génération qui voyant en lui un chef spirituel. Aujourd'hui, à 43 ans, il est le père divorcé d'une famille de 5 enfants. Santana, «Guitar hero» révélé lors du légendaire festival de Woodstock, a laissé de côté les expériences mystiques — ses ventes de disques en souffrirent — pour revenir au rock mâtiné de salsa qui assit sa réputation.

Tablant sur la nostalgie, les deux «stars» — ils partagent le même manager, Bill Graham, l'homme à qui l'on doit la dernière tournée mondiale des «Rolling Stones» — sillonnent l'Europe, à la recherche de la magie d'antan. Ils seront le 1er juillet à Paris, au Parc de Sceaux, pour un concert qui les verra retrouver une autre gloire vieillie des «sixties»: Joan Baez. 50,000 spectateurs — pas moins — sont attendus pour cette méga manifestation.

À Rotterdam, Dylan et Santana se produisaient au Palais des Sports. Le lieu, un hall plutôt impersonnel rappelant le Palais des Sports de Paris, affichait complet. Deux fois 6,000 billets vendus.

À en juger le style général du public, le genre «baba cool» a encore un bel avenir devant lui. Stands de tee-shirts. Buvette assiégée. Jeans et pulls de grosse laine de rigueur. À l'heure dite, Bill Graham se glisse sur scène et annonce en anglais, professionnel à l'extrême: «mesdames, messieurs, veuillez accueillir, en direct, des États-Unis, Carlos Santana et Bob Dylan».

Tapis de percussions, entrée discrète de la guitare — tout le monde a reconnu le son inimitable du musicien — Santana ouvre le set. Outre Carlos, la formation comprend 9 musiciens, dont deux chanteurs — un anglais Alex Ligertwood, et un noir américain, Greg Walker — trois percussionnistes, deux claviers, un batteur et un bassiste. Le groupe alterne vieux morceaux («Europa», «Samba Pa Ti») et nouvelles compositions. Mais, est-ce le manque de magie de ce lieu austère? Toujours est-il qu'au bout d'une demi-heure, seuls des applaudissements polis accueillent chaque nouveau titre. Le public attend avec une impatience non feinte «Mister Tambourine Man».

Les spectateurs n'accorderont pas même un rappel de convenance à Carlos Santana. Dépité, il regagnera aussitôt Amsterdam.

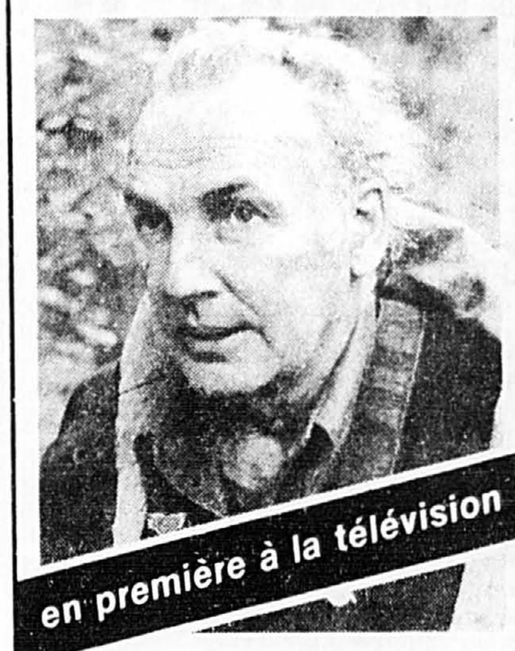
Les neuf finalistes du concours de piano de Montréal

Le jury du Concours international de piano de Montréal a retenu les neuf concurrents suivants pour l'épreuve finale avec orchestre qui débute samedi soir prochain. Il s'agit de:

Michael Korstick (Allemagne de l'Ouest)
Tatiana Klimova (URSS)
Dan Atanasiu (Roumanie)
Mariko Kaneda (Japon)
Ekaterina Sarantceva (URSS)
Hung-Kuan Chen (États-Unis)
Yuki Matsuzawa (Japon)
Yuri Rozum (URSS)
Karoly Mocsari (Hongrie).

PIERRE PERRAULT
À SAINT-MALO SUR LES TRACES DE JACQUES CARTIER

Les Voiles bas et en travers



en première à la télévision

Un film de Pierre Perrault
Une production de l'Office national du film du Canada

Office national du film du Canada
National Film Board of Canada

le vendredi 15 juin à 19 heures au réseau de Radio-Québec

Billets $13.50 aux guichets du Forum et a tous les comptoirs Ticketron
PRESENTATION chom
Mercredi 11 juillet-20h00 Forum de Montréal
artiste invité
COREY HART

Les Cinémas et Ciné-Parcs Odéon
Les moins de 14 ans admis gratuitement dans les ciné-parcs

UN FILM DE LAURENT HEYNEMANN Stella — POUR TOUS
Berri 1 288-2115 1:10 - 3:10 - 5:10 - 7:20 - 9:15

ALFRED HITCHCOCK — GRACE KELLY • JAMES STEWART — 'FENÊTRE SUR COUR' — POUR TOUS
Berri 4 288-2115 12:35 - 2:45 - 4:55 - 7:10 - 9:30

RENÉ MALO — DAVID BOWIE — FURYO — Un film de NAGISA OSHIMA — POUR TOUS
Dauphin 2 721-6060 8:00 pm

RENÉ MALO — Les DIEUX sont TOMBES SUR LA TETE — POUR TOUS
Berri 3 288-2115 1:30 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 10:00

RENÉ MALO — ISABELLE ADJANI — L'ÉTÉ MEURTRIER — 18 ANS
Berri 5 288-2115 1:10 - 3:40 - 6:25 - 9:00

Nicole Garcia - Marie-Christine Barrault — Les mots pour le dire — 14 ANS
Dauphin 1 721-6060 8:00 pm

GAGNANT DE 4 OSCARS • meilleur film étranger • FANNY & ALEXANDRE — 14 ANS
Berri 2 288-2115 1:15 - 4:50 - 8:30

DOLBY STEREO au Crémazie — YENTL (version française) — POUR TOUS
Crémazie 388-4210 Jean-Talon 725-7000 Brossard 1 465-5906

- SHIRLEY MacLAINE - JACK NICHOLSON — Tendres passions — 14 ANS
Champlain 1 524-1685 Cartier-Laval 663-5124 2e film aux Montréal, Verdun et ciné-parcs
Brossard 2 465-5906 Montréal 1 521-7870 Verdun 768-2092
et aux CINÉ-PARCS: Laval 3 622-5555 Vaudreuil 2 455-5154

Le film le plus feroce et le plus original de l'année! STEPHEN KING — L'OPÉRA de la TERREUR (de EVIL DEAD) — 14 ANS
Mercier 255-6224 2e film: "LA COURSE DE LA MORT"
et aux CINÉ-PARCS: Boucherville 1 655-5515 Châteauguay 2 691-1310 Laval 4 622-5555

Monsieur MAMAN PROFESSION le roi du foyer MR. MOM — 14 ANS
2e film: "CUPIDON CHEZ LES TOUBIBS"
Longueuil 2 679-7451 et aux CINÉ-PARCS: Boucherville 2 655-5515 St-Jérôme 2 436-4773

DUDLEY MOORE • NASTASSJA KINSKI — Faut pas en faire un drame — POUR TOUS
FESTIVAL DU FILM D'HUMOUR Chambly 1984
aussi 2e film à chaque cine
Champlain 2 524-1685 Odéon 2 Laval 687-5207 Longueuil 1 679-7451
et aux CINÉ-PARCS: Odéon 2 655-0692 Laval 1 622-5555 Vaudreuil 1 455-5154

LA QUATRIEME DIMENSION TWILIGHT ZONE produit par STEVEN SPIELBERG et JOHN LANDIS — 2e film: Cujo — 14 ANS
Villeray 388-5577 Rex à St-Jérôme
et aux CINÉ-PARCS: Odéon 1 655-0692 Laval 2 622-5555 Châteauguay 1 691-1310 St-Jérôme 1 436-4773

MICHAEL DOUGLAS KATHLEEN TURNER Romancing The STONE — POUR TOUS
DOLBY STEREO au Alexis Nihon — Plaza Alexis Nihon 1 935-4246 Square Décarie 2 341-3190
et au CINÉ-PARC: Châteauguay 3 691-1310 (2e film au ciné-parc seulement)

Présenté en 70MM — DOLBY STEREO — à la Place du Canada seulement
Adultes 5.50$ Étudiants 14-17 ans 4.50$ Age d'or 2.00$
GHOSTBUSTERS — 14 ANS
Place du Canada 861-4595 7:15 - 9:15 Brossard 3 465-5906

BEAT STREET — POUR TOUS
an ORION PICTURES Release © 1984 Orion Pictures Corporation. All Rights Reserved
Paris 875-1882 Square Décarie 1 341-3190 Odéon 1 Laval 687-5207
Paris: 12:40 - 2:50 - 5:00 - 7:10 - 9:20
Déc.: 7:05 - 9:15 Lav.: 7:15 - 9:20

Pour trouver un nouveau logement, les ANNONCES CLASSÉES de la presse 285-7111

18 ANS adultes

Alexandra
AUSSI DEUXIEME GRAND FILM
LE BEAVER 5117 PARK 849-9469
CINE 539 539 St-CATHERINE W. 845-7000
PICCADILLY 5025 SHERBROOKE W. 486-2811
CASSETTES VIDEO A VENDRE

"Un festival de gélatine!"
Le Matin, 13 février 1984
BOUGUEREAU
Musée des beaux-arts de Montréal
Vernissage, le jeudi 21 juin

VOTRE GUIDE DES MEILLEURS SPECTACLES EN VILLE
CINÉMAS UNIS

14 ANS — GREMLINS — Aucun Laissez-Passer — PLUS Cinéparc «SUPERMAN III»
LA CITÉ 1: SEM. 7.30, 9.30; LA CITÉ 2: SEM. 7.00, 9.00; LA CITÉ 3: SEM. 6.30, 8.30; DORVAL: SEM. 7.25, 9.30; KENT 1: SEM. 7.15, 9.20; KENT 2: SEM. 6.15, 8.15; LAVAL: SEM. 7.05, 9.15; LOEWS: 12.30, 2.40, 4.50, 7.00, 9.15; CINÉ-PARC DOLLARD: À 7:30, DÉBUTE AU CRÉPUSCULE, RADIO AM REQUISE.
LOEWS 1 — 954 ST-CATHERINE O. 861-7437 — LAVAL 2 PEEL CENTRE LAVAL 688-7776
DORVAL 1 — 260 AVE DORVAL 631-8586 — LaCité 3575 AV DU PARC 844-9470
KENT 6100 SHERBROOKE O. 489-9703 — Cineparc DOLLARD 1 TRANS CANADIENNE S. 55 684-8442

POUR TOUS — STAR TREK III THE SEARCH FOR SPOCK — Aucun Laissez-Passer
PALACE: 1.00, 3.05, 5.05, 7.10, 9.15; DORVAL: SEM. 7.00, 9.00; LAVAL: SEM. 7.10, 9.15; CINÉ-PARC DOLLARD: À 7.30, DÉBUTE AU CRÉPUSCULE, RADIO AM REQUISE.
70MM — DOLBY STEREO — PALACE SEULEMENT — Adultes 5.50$ — Adolescents (14-17 ans) 5.00$ — Enfants (13 ans et moins) 2.50$ — Âge d'Or des Cinémas Unis 2.25$
PALACE 1 — 698 ST-CATHERINE O. 866-6991 McGILL
DORVAL 2 — 260 AVE DORVAL 631-8586
DOLLARD Drive-in 2 — TRANS CANADIENNE S. 55 684-8442 — PLUS Cinéparc «STAYING ALIVE»

14 ANS — (70MM) — DOLBY STEREO

INDIANA JONES and the TEMPLE OF DOOM — Aucun Laissez-Passer
Adultes 5.50$ — Adolescents (14-17 ans) 5.00$ — Âge d'Or des Cinémas Unis 2.25$
IMPERIAL: 12.15, 2.35, 4.55, 7.15, 9.35. LAVAL: SEM. 7.15, 9.35.
IMPERIAL 1430 BLEURY 288-7102 — LAVAL 1 CENTRE LAVAL 688-7776

Breakin' — POUR TOUS
PALACE: 1.20, 3.00, 4.40, 6.20, 8.00, 9.40; DORVAL: SEM. 6.25, 8.05, 9.45; VERSAILLES: SEM. 6.15, 7.55, 9.35.
PALACE 2 — 698 ST-CATHERINE O. 866-6991 McGILL
DORVAL 3 — 260 AVE DORVAL 631-8586 — VERSAILLES 1 PLACE VERSAILLES 353-7880 RADISSON

LA MUSIQUE EST DE SON CÔTÉ — Footloose — POUR TOUS
PALACE 5 — 698 ST-CATHERINE O. 866-6991 McGILL — 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.

Splash — POUR TOUS
LOEWS 3 — 954 ST-CATHERINE O. 861-7437 PEEL — 12.45, 2.55, 5.05, 7.15, 9.25.

MICHEL SERRAULT / CAROLE LAURE — TOUS Fleur de Lys — 14 ANS Green. Versa.

À MORT L'ARBITRE! — plus LES YEUX MÉCANIQUES — Greenfield, Versailles seulement
FLEUR DE LYS 858 ST-CATHERINE E. 849-0041 BERRI
FLEUR DE LYS: 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00; GREENFIELD & VERSAILLES: SÉM. Les Yeux: 6.50, 9.40; À Mort: 8.10.
GREENFIELD PARK 3 — PL. GREENFIELD PARK 671-6129 — VERSAILLES 3 PLACE VERSAILLES 353-7880

UN SUSPENSE ANGOISSANT! — 14 ANS

SEM. 7.20, 9.15
ELYSÉE 2 — 35 MILTON 842-6053 — EffractioN

VENISE 83 LION D'ARGENT — POUR TOUS

Le succès de cette première oeuvre dépasse l'imagination
RUE CASES NÈGRES — un film de EUZHAN PALCY
Le PARISIEN 3 — 480 ST-CATHERINE O. 866-3856 — 1.10, 3.10, 5.10, 7.10, 9.15.

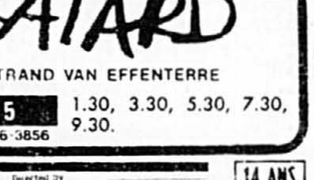
LE BATARD — 14 ANS
un film de BERTRAND VAN EFFENTERRE
Le PARISIEN 5 — 480 ST-CATHERINE O. 866-3856 — 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

ONCE UPON A TIME IN AMERICA — Directed by SERGIO LEONE — Starring ROBERT DE NIRO — 14 ANS

Aucun Laissez-Passer
Le PARISIEN 1 — 480 ST-CATHERINE O. 866-3856 — PARISIEN: 12.30, 3.40, 6.25, 9.10. LAVAL: SEM. 6.30, 9.10;
LE CINEMA — WESTMOUNT SQUARE 931-2477 — LAVAL 4 CENTRE LAVAL 688-7776 — LE CINEMA: SÉM. 6.15, 9.00.

ROBERT REDFORD — POUR TOUS

The NATURAL — PLUS Cinéparc «THE SURVIVOR»
P.V. MARIE: 1.30, 4.10, 6.50, 9.30; FAIRVIEW: SEM. 6.25, 9.00; CINÉ-PARC DOLLARD: À 7.30, DÉBUTE AU CRÉPUSCULE, RADIO AM REQUISE.
PLACE VILLE-MARIE CINEMA 1 866 0689 — FAIRVIEW 1 TRANS-CAN S. 52 697-8095 — Cineparc DOLLARD 4 TRANS CANADIENNE S. 55 684-8442

FIRESTARTER — AURA-T-ELLE LE POUVOIR DE SURVIVRE? — A UNIVERSAL RELEASE — 14 ANS

12.20, 2.30, 4.40, 6.50, 9.00.
PALACE 4 — 698 ST-CATHERINE O. 866-6991 McGILL

Sixteen Candles — 14 ANS
LOEWS 2 — 954 ST-CATHERINE O. 861-7437 PEEL — 12.15, 2.05, 4.00, 6.00, 8.00, 10.00.

Romancing The STONE — MICHAEL DOUGLAS KATHLEEN TURNER — POUR TOUS
7.30, DÉBUTE AU CRÉPUSCULE, RADIO AM REQUISE
Cineparc DOLLARD 3 TRANS CANADIENNE S. 55 684-8442 — PLUS «TWO OF A KIND»

ALBERTO SORDI MONICA VITTI — La comédie italienne de l'année! — 14 ANS
JE SAIS QUE TU SAIS... QUE JE SAIS — 2e FILM — GREENFIELD ET VERSAILLES SEULEMENT
PARISIEN: 12.40, 2.30, 4.20, 6.10, 8.00, 9.55; GREENFIELD: SEM. 7.15; VERSAILLES: SEM. 7.15.
Le PARISIEN 2 — 480 ST-CATHERINE O. 866-3856
GREENFIELD PARK 1 — PL. GREENFIELD PARK 671-6129 — VERSAILLES 1 PLACE VERSAILLES 353-7880

UN VRAI FILM-SOURIRE — POUR TOUS — MIREILLE DARC JEAN-PIERRE MARIELLE
1.45, 3.45, 5.45, 7.45, 9.45.

JAMAIS AVANT LE MARIAGE!!
Le PARISIEN 4 — 480 ST-CATHERINE O. 866-3856

les appetits de Natacha — 18 ANS
GREENFIELD: SÉM. 6.30, 8.10; PAPINEAU: 12.00, 2.45, 5.30, 7.00.
PLUS — GREENFIELD PARK 2 — PL. GREENFIELD PARK 671-6129 — PAPINEAU 2 PAPINEAU ET MT-ROYAL 527-8836

«... Un nouveau tour de magie que les amateurs ne sauraient manquer!...» — Ciné Vidéo Star
SEM. 6.50, 9.20.
ÉLYSÉE 1 — 35 MILTON 842-6053
POUR TOUS — FEDERICO FELLINI — ET VOGUE LE NAVIRE...

POUR TOUS
GREYSTOKE THE LEGEND OF TARZAN LORD OF THE APES — LOEWS: 12.00, 2.10, 4.30, 7.00, 9.35; FAIRVIEW: SEM. 7.15, 9.30.
LOEWS 4 — 954 ST-CATHERINE O. 861-7437 PEEL — FAIRVIEW 2 TRANS-CAN S. 52 697-8095

18 ANS — FRIDAY THE 13TH THE FINAL CHAPTER
PALACE 3 — 698 ST-CATHERINE O. 866-6991 McGILL — 1.30, 3.10, 4.50, 6.30, 8.10, 9.50.

14 ANS
Gagnant de 5 Oscars incluant: MEILLEUR FILM
Terms of Endearment
LOEWS 5 — 954 ST-CATHERINE O. 861-7437 PEEL — 12.00, 2.20, 4.45, 7.10, 9.40.

70MM — DOLBY STEREO — YORK SEULEMENT — Adultes 5.50$ — Adolescents (14-17 ans) 5.00$ — Âge d'Or des Cinémas Unis 2.25$
Aucun Laissez-Passer
YORK: 12.30, 2.20, 4.10, 6.00, 7.50, 9.40; LAVAL: SEM. 6.00, 7.50, 9.45.
YORK 1487 ST-CATHERINE O. 937-8978 GUY — LAVAL 3 CENTRE LAVAL 688-7776

GRÂCE À LA MÉDIATION DE M. PEREZ DE CUELLAR

L'Iran et l'Irak acceptent un cessez-le-feu limité

d'après AP, AFP, UPI et Reuter

Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe en septembre 1980, l'Iran et l'Irak ont accepté hier une proposition de cessez-le-feu de l'ONU, limitée il est vrai aux objectifs civils de chacun des deux pays. Mais c'est quand même là un signe encourageant, surtout de la part de Téhéran qui avait jusqu'à présent rejeté toutes les tentatives de médiation.

Quelques heures après l'attaque d'un pétrolier koweitien de la compagnie « Koweit Oil Tanker » par un avion non identifié au nord-ouest du détroit d'Ormuz, c'est séparément que l'Iran et l'Irak ont annoncé qu'ils étaient prêts à accepter une demande du secrétaire général des Nations unies de cesser toute attaque contre des objectifs civils situés dans les villes le long de leur frontière.

Le président iranien Ali Khamenei et son homologue irakien Saddam Hussein ont informé M. Javier Perez de Cuellar de leur accord.

Le président irakien a même demandé au secrétaire général de l'ONU de « définir, le plus rapidement possible, les modalités » de la trêve. Pour l'Irak, les « arrangements nécessaires » doivent prévoir « la fin de toute concentration de troupes dans les villes ou près d'elles » afin d'empêcher « que celles-ci soient mêlées aux combats ».

L'Iran a annoncé sa décision par le biais de la radio nationale citant les propos du président Ali Khamenei. Celui-ci a expliqué que l'Iran était prêt à cesser les bombardements dans les zones résidentielles irakiennes à condition que le gouvernement de Bagdad accepte d'en faire autant.

« Encore que l'expérience montre qu'il ne sert à rien de compter sur les promesses du régime irakien, nous acceptons cette requête pour montrer notre bonne volonté », a déclaré le président Khamenei qui a souligné que le respect de la trêve par l'Irak reposait sur « un arrêt complet des bombardements des zones civiles » en Iran.

L'agence iranienne *Irna* a précisé que le président Khameini avait envoyé une message à M. Perez de Cuellar lui faisant part de l'accord de Téhéran. Toujours selon *Irna*, le secrétaire général de l'ONU aurait demandé aux deux pays de répondre avant aujourd'hui afin que le cessez-le-feu intervienne demain à 1h GMT.

Le secrétaire général de l'ONU, qui effectue actuellement une tournée au Proche-Orient, a confirmé sa proposition depuis Amman où il est arrivé hier. « J'ai rappelé à l'Iran et à l'Irak que c'était actuellement le Ramadan, un moment sacré de l'année, dont ils pourraient profiter pour faire preuve de modération ». Mais il a ajouté qu'il n'avait pas été informé directement par l'Iran de sa réponse.

Par ailleurs, l'Irak a offert hier de mettre ses capacités militaires et ses armes les plus perfectionnées à la disposition des pays arabes du Golfe pour les aider à défendre leur sécurité et leur souveraineté. C'est le quotidien *Al Saoura*, organe officiel du parti au pouvoir à Bagdad, qui a annoncé la nouvelle.

De plus, selon l'édition d'hier de l'hebdomadaire libéral britannique *The Observer*, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France auraient passé un accord fixant les modalités d'une action militaire « de dernier recours » dans le Golfe dans le cas d'échec de tous les efforts diplomatiques pour régler la crise. Une telle opération ne pourrait être menée, selon l'accord passé entre les trois pays, qu'à la demande des pays de la région. L'accord précise également que les trois pays devraient intervenir ensemble.

Enfin, les ministres du pétrole des six pays du Conseil de coopération du Golfe ont entamé hier soir à Taif, en Arabie Saoudite, une réunion d'urgence sur les difficultés d'exportation du pétrole en raison de la situation dans le Golfe.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, reçoit l'accolade à Beyrouth du leader chiite Nabih Berri. telephoto UPI

LE CONFLIT SYRO-ISRAÉLIEN DE L'EST DU LIBAN

L'ONU refuse à l'État juif l'envoi de « casques blancs »

d'après AFP, AP, UPI et Reuter

M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire des Nations unies, a rejeté hier une proposition israélienne tendant à ce que les « casques blancs » de l'ONU servent de force-tampon entre « Tsahal » et les forces syriennes dans l'est du Liban.

« Les Nations unies sont opposées à tout ce qui signifierait directement ou indirectement la division du Liban. Nous voulons que le Liban appartienne aux Libanais », a-t-il dit à la presse alors qu'il inspectait les forces de l'ONU au Sud-Liban.

Par ailleurs, le premier ministre israélien Yitzhak Shamir a rejeté hier l'idée de négociations indirectes entre Israël et le Liban, proposée par son homologue libanais, M. Rachid Karamé, afin d'établir des arrangements de sécurité au Sud-Liban.

Selon M. Shamir, M. Karamé devrait d'abord s'efforcer de rétablir l'ordre dans la région où il occupe ses fonctions avant d'avancer des suggestions sur les moyens de résoudre les problèmes du Sud-Liban.

M. Karamé, rappelle-t-on, a déclaré à l'occasion de la visite au Liban hier de M. Javier Perez de Cuellar que Beyrouth était prêt, par le biais d'un intermédiaire, à des discussions sur des arrangements de sécurité avec Israël au Sud-Liban. Selon le premier ministre libanais, cet intermédiaire pouvait être l'ONU ou une tierce partie.

Cependant M. Perez de Cuellar avait précisé qu'il n'avait pas été chargé d'une mission de médiation entre Beyrouth et Jérusalem - où il se rend demain - pour aboutir à des arrangements de sécurité.

Pendant ce temps à Beyrouth, les milices chrétiennes et musulmanes se sont affrontées à coup de chars, d'armes automatiques, de mortier et de roquettes le long de la ligne verte et dans la banlieue de la ville: ces affrontements, qui avaient commencé samedi soir, ont fait trois morts et 58 blessés.

Gary Hart conserve l'espoir de pouvoir s'opposer à M. Reagan

d'après AFP et Reuter

Le sénateur Gary Hart a déclaré hier qu'il avait l'intention de poursuivre sa campagne pour l'investiture avant la convention démocrate du mois de juillet.

« Il n'est correct pour personne de dire que la compétition est terminée », a déclaré M. Hart sur la chaîne de télévision *ABC*.

« J'ai l'intention de continuer à faire appel aux quatre à six cents délégués non apparentés dans l'espoir de les convaincre que j'ai une meilleure chance de l'emporter », a-t-il ajouté.

M. Walter Mondale a déjà revendiqué la victoire. À l'issue des cinq primaires de la semaine dernière, il obtient, selon les estimations, 1 972 délégués, soit cinq de plus que le nombre nécessaire pour obtenir l'investiture le premier tour du scrutin. M. Hart obtient 1 227 délégués et M. Jackson 359.

M. Hart a déclaré que les délégués de M. Mondale pouvaient changer d'avis après avoir constaté que les sondages lui donnaient de meilleures chances face à M. Reagan en novembre.

Gary Hart telephoto UPI

Des dirigeants du parti démocrate craignent de voir le crédit de M. Mondale entamé par ces attaques continuelles mais M. Hart a juré d'apporter son soutien si M. Mondale remportait l'investiture.

Il a par ailleurs déclaré hier qu'il ne tenait pas à être le candidat à la vice-présidence de M. Walter Mondale mais n'en a pas rejeté l'éventualité si c'était le seul moyen de battre M. Reagan aux élections de novembre.

Quant au pasteur noir Jesse Jackson, la fin de la campagne des élections primaires marque le début d'une nouvelle action pour le pasteur noir Jesse Jackson, résolu à user de son nouveau pouvoir électoral au delà de la prochaine convention de San Francisco.

M. Jackson apparaît décidé à marchander son influence à la convention démocrate de San Francisco et rejette les appels à l'unité des dirigeants démocrates.

Quelques-uns des milliers de manifestants sikhs qui ont protesté hier à Londres contre la situation en Inde. telephoto UPI

23 MORTS ET 100 ARRESTATIONS DEPUIS SAMEDI

Pendjab: la colère monte et les accrochages se multiplient

d'après AFP, AP, UPI et Reuter

Au moins douze militants sikhs et onze membres des forces de l'ordre indiennes ont été tués et plus de 100 personnes arrêtées depuis samedi dans l'État du Pendjab (nord-ouest de l'Inde) au cours des opérations menées par les autorités contre les extrémistes sikhs, a-t-on appris officiellement hier à New Delhi.

Selon un porte-parole du gouvernement indien, les forces de l'ordre contrôlent maintenant la situation dans la quasi-totalité du Pendjab, théâtre de nombreux accrochages depuis l'assaut par l'armée, mercredi dernier, du Temple d'or d'Amritsar, lieu saint de la communauté sikh (au moins 470 personnes, dont une soixantaine de soldats, ont péri dans cet assaut). Aucune action isolée de francs-tireurs sikhs n'a été enregistrée hier dans les alentours du Temple d'or, a-t-il assuré.

D'autre part, l'agence de presse indienne *PTI* a annoncé, hier, qu'un groupe de Sikhs, dont plusieurs soldats, se dirigeait vers le Penjab à partir de l'État du Bihar (nord-est de l'Inde), à la suite d'informations - démenties par les autorités - selon lesquelles certaines parties du Temple d'or auraient été endommagées lors de l'assaut de mercredi. Toujours selon *PTI*, un officier de l'armée indienne a été tué par des inconnus, hier, dans ce même État du Bihar.

Le porte-parole gouvernemental a, en outre, reconnu que des incidents s'étaient produits parmi des troupes basées dans l'État de Rajasthan, voisin du Pendjab, ajoutant que le gouvernement soupçonnait des personnes en uniforme infiltrées dans l'armée. Il a toutefois nié qu'une mutinerie de soldats sikhs se soit produite dans cet État.

Par ailleurs, un député sikh du Pendjab, membre du Parti du congrès du premier ministre Indira Gandhi, a présenté sa démission, hier, pour protester contre l'entrée de l'armée dans le Akal Takht, l'un des bâtiments du complexe du Temple d'or.

Mme Gandhi, quant à elle, s'est entretenue durant une heure et demie de la situation au Pendjab, hier, avec le président de l'Union indienne, M. Zail Singh, lui-même membre de la communauté sikh, a indiqué l'agence *PTI*.

Selon un chef militaire indien, le général R.S. Brar, des Pakistanais sont impliqués dans les événements qui ont ensanglanté le Pendjab. Selon le militaire qui commandait les troupes fédérales qui se sont emparées mercredi du Temple d'or, des armes provenant du Pakistant voisin ont été introduites illégalement au Pendjab.

Par ailleurs, l'Inde a décidé de constituer un force spéciale antiterroriste de quelque 23 000 hommes pour contenir les violences extrémistes, apprend-on de source autorisée. Cette force, appelée les « Gardes de la sécurité nationale », recrutera 23 bataillons de 1 000 membres chacun parmi les rangs de la police, de l'armée et des unités paramilitaires.

À Londres, au cris de « mort à Indira », « le sang pour le sang », plus de 20 000 Dikhs, selon la police, 30 000 selon les organisateurs, ont manifesté avec véhémence hier, dans le centre de la ville, contre l'attaque du Temple d'or d'Amritsar par l'armée indienne.

À New Delhi, des milliers de manifestants Sikhs ont également protesté au coeur de la capitale en brûlant le drapeau indien et des photographies de Mme Gandhi alors que le fils de cette dernière prédisait, au cours d'une interview publiée hier, que la violence au Pendjab durerait pendant des mois.

DÉPÊCHES

BERLINGUER: les conditions cliniques de M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, se sont aggravées au cours de la soirée d'hier. L'état clinique de M. Berlinguer a atteint une telle gravité qu'une offre de Moscou d'envoyer des spécialistes au chevet du malade dans le coma a été repoussée.

EUROPE: pour la seconde fois de leur histoire les électeurs des dix pays membres de la Communauté européenne élisent cette semaine, pour un mandat de cinq ans, leurs 434 députés au parlement européen. Ce parlement est la seule assemblée internationale à être désignée au suffrage universel. La CEE compte 273 millions d'habitants dont 190 millions d'électeurs.

PÉROU: les employés de l'État et les enseignants péruviens ont décidé hier de poursuivre leur grève afin d'obtenir des augmentations de salaire. Les grévistes bravent ainsi l'état d'urgence national proclamé par le gouvernement du président Fernando Belaunde Terry. Les dirigeants syndicaux préparent des sit-in et des grèves de la faim collectives.

COMECOM: l'URSS et ses neuf alliés du COMECOM, l'alliance économique du monde socialiste, se retrouvent dès demain en conclave au Kremlin pour redéfinir les bases de leur coopération, malmenée par la crise du capitalisme. Le dernier sommet du Conseil d'aide économique mutuelle (COMECOM), créé en janvier 1949 par Staline, s'est tenu il y a quinze ans.

HAUTE-VOLTA: les autorités voltaïques ont confirmé hier une tentative de putsch contre le président Thomas Sankara à la fin du mois dernier. Un communiqué du conseil révolutionnaire national, diffusé par Radio-Ouagadougou, indique qu'« une tentative de déstabilisation a été effectivement déjouée il y a quelques jours ».

BRÉSIL: le cadre de la succession du président brésilien Joao Figueiredo en janvier 1985, après 20 ans de régime militaire, sera défini dans les prochaines semaines par des primaires tant dans l'opposition que dans la majorité. Ces primaires permettront au Parti démocratique et social (PDS, majorité) de désigner le candidat de la droite pour l'élection du successeur du général Figueiredo.

AFGHANISTAN: des maquisards afghans ont détruit plus de 35 hélicoptères et avions de chasse *Migs* soviétiques à la base aérienne de Bagram le 3 juin dernier, située au nord de Kaboul, a annoncé hier le groupe Hezbe-Islami. L'attaque à la roquette aurait causé la mort et blessé de nombreux officiers et pilotes soviétiques.

POLOGNE: le prix Nobel de la Paix et ancien président de Solidarité, Lech Walesa, a déclaré samedi que Bogdan Lis, no 2 de la direction du syndicat, dont l'arrestation vient d'être officiellement annoncée serait « remplacé par trois autres militants » dans les structures clandestines du syndicat dissous.

NAMIBIE: les principaux dirigeants de l'aile intérieure de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) étaient hier sous les verrous. Le colonel Sarel Strydom, chef des services de sécurité namibien, a déclaré hier que ces personnes avaient été arrêtées aux termes du décret « AG-9 » qui autorise la détention sans jugement de prévenus pendant de longues périodes.

MALOUINES: le président argentin Raul Alfonsin a affirmé hier que la démarche pour récupérer les îles Malouines « n'est pas la guerre » mais a averti qu'il ne fallait pas confondre « pacifisme et abandon » ni « diplomatie et faiblesse ». M. Alfonsin a de plus déclaré que le renforcement militaire britannique dans les îles est en train d'entraîner l'Atlantique-sud dans le conflit Est-Ouest.

ISRAËL: Israël a annoncé hier son intention de créer cinq nouvelles colonies dans les territoires occupés. Une déclaration de la commission ministérielle sur les colonies précise que trois communautés agricoles seront fondées en Cisjordanie et deux autres sur les hauteurs du Golan, prises aux Syriens en 1967.

LIBYE: le colonel Kadhafi a arrêté 3 000 personnes et sept d'entre elles ont été exécutées ce mois-ci « dans une nouvelle campagne de terreur et de meurtre », a affirmé un groupe d'exilés libyens à Londres. Le Front national pour le salut de la Libye (FNSL) est convaincu que le régime a adopté une politique délibérée d'extermination de ses opposants.

Le groupe de Contadora propose un plan de paix en 21 points

d'après AFP et UPI

Les ministres des Affaires étrangères des quatre pays membres du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) ont remis hier, à San Salvador, au chef de l'État salvadorien, M. Napoleon Duarte, un document constituant la base d'un véritable traité régionale.

Leur visite à San Salvador constituait la 5e et dernière étape d'une tournée de 48 heures dans les cinq pays (Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Guatemala et Salvador) les plus directement impliqués dans le conflit d'Amérique centrale.

Le document de 56 pages, basé sur des rapports réalisés par trois commissions spéciales mises en place en janvier et intitulé « Acte pour la paix et la coopération en Amérique latine », contient des recommandations sur la manière de mettre en application un plan de paix préliminaire en 21 points.

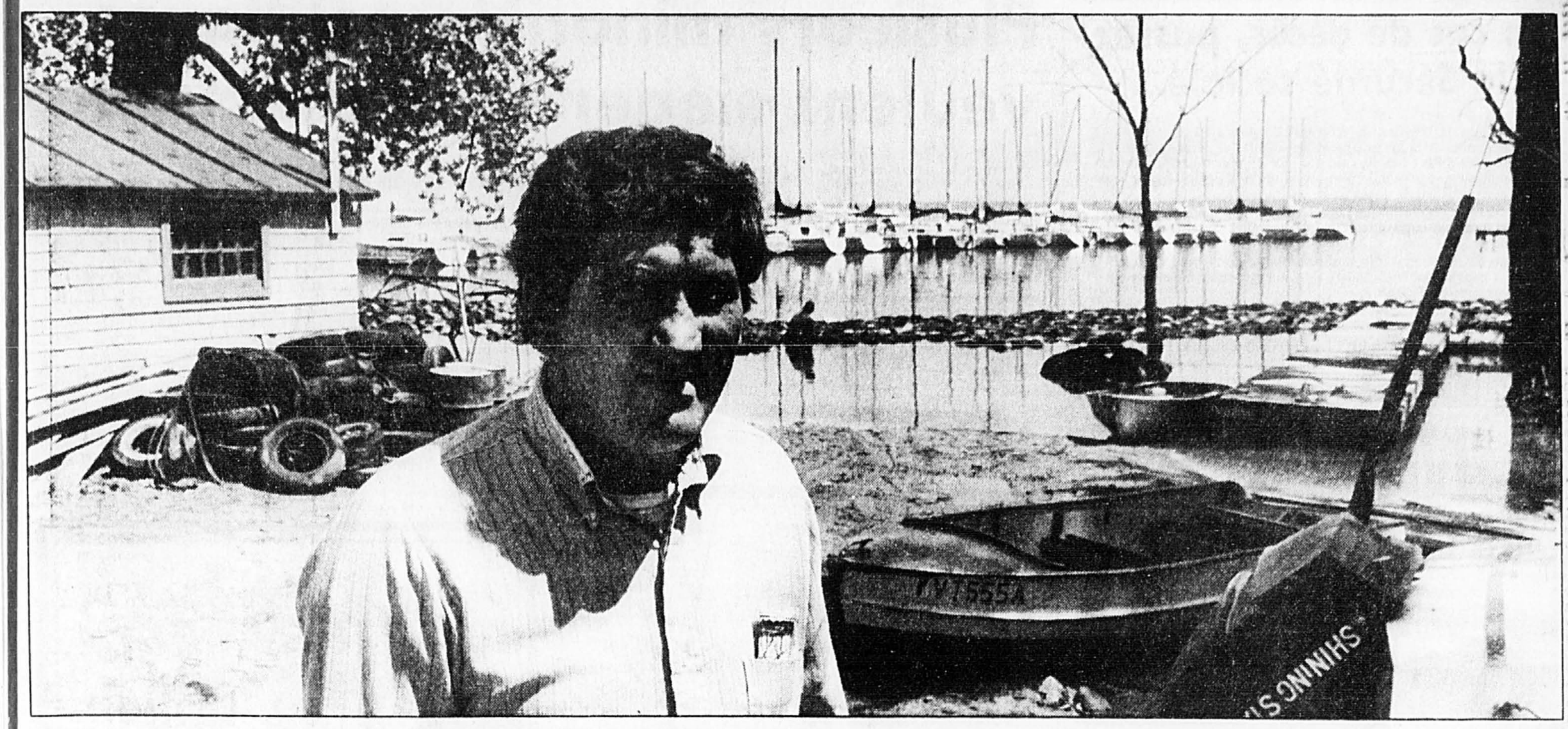
Le texte comporte notamment des recommandations portant sur un accord de désarmement, le retrait des forces étrangères de la région, le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Le document prévoit la participation de tiers au processus mis en oeuvre par le groupe de Contadora, allusion, dit-on de source diplomatique, aux États-Unis et à Cuba.

Les cinq gouvernements concernés se prononceront « dans les prochaines semaines » sur ces propositions.

Par ailleurs l'Église catholique salvadorienne a dénoncé l'escalade de la violence au pays précisant qu'elle avait répertorié, pour la seule semaine se terminant le 1er juin quelque 48 morts dûs à la violence politique.

Au Nicaragua, le journal *La Prensa* a annoncé qu'il s'était associé avec les groupes de l'opposition pour veiller à ce que les élections présidentielles de novembre se fassent selon les règles de la démocratie.

Enfin le gouvernement sandiniste s'est dit prêt à renvoyer immédiatement chez eux tous les conseillers étrangers si les autres pays de la région en font autant.



Dave Sweet, de Monty's Bay Marina. Sa clientèle est presque exclusivement montréalaise.

photos Pierre McCann, LA PRESSE

TOURISME SUR LE LAC CHAMPLAIN

Le large et l'évasion...fiscale

— 2 —

La confortable bourgeoisie du Montréal métropolitain fréquente avec assiduité les marinas installées sur les berges du lac Champlain. Des Québécois « qui ont réussi » y possèdent de petits bijoux à voiles de plusieurs dizaines de milliers de dollars.

CAROLE THIBAUDEAU

Souvent, les conditions d'achat du bijou stipulent qu'il ne doit pas quitter les États-Unis. Alors il reste sur le lac. À se la couler douce de la mi-mai à la mi-octobre, les vacanciers apportent en bordure du lac non pas d'importantes retombées économiques, mais bien l'économie toute entière.

Monty's Bay Marina, près de Plattsburgh, est une respectable installation hébergeant quelque 150 bateaux, des voiliers pour la plupart. « 98 p. cent des propriétaires de bateaux sont de la région montréalaise, estime Dave Sweet, l'intendant. La plupart paient en argent canadien. »

Les propriétaires font du cabotage d'un port à l'autre. Quelques jours dans l'État de New York et quelques autres dans le Vermont. Ce n'est pas l'espace qui manque, le lac s'étalant majestueusement sur plus de 100 milles de long et près de 20 milles de largeur. Orienté dans la direction nord-sud, le lac subit des vents dominants qui soufflent à 45 degrés sur cet axe, ce qui donne d'excellentes conditions de voile.

Les plus grosses marinas, comme Valcour dans la ville même de Plattsburgh, comptent facilement 200 bateaux. Sur la côte new-yorkaise du lac, on remarque deux marinas à Rouses Point, une à Pointe-aux-Roches, une à Mooney Bay, une à Willsboro, cette liste n'étant pas exhaustive. Les taux de change de la monnaie sont à 20 ou à 25 p. cent. Willsboro est la seule marina où se trouvent des « boat dealers ». C'est l'unique port de l'endroit dans lequel on peut acheter ou vendre des bateaux.

Dans toutes les marinas, on affirme que la clientèle est québécoise à plus de 90 p. cent. Les propriétaires sont de Longueuil, Outremont, Montréal, Kirkland, Brossard. Ils ont 30, 40, 50 et même 60 ans.

Nationalité du bateau : difficile à dire

Le futur plaisancier, un oeil sur le bateau qu'il convoite et l'autre sur son compte en banque, apprend vite à épargner des milliers de dollars. Comment éviter les taxes fédérales, provinciales, et même la douane tant qu'à y être ? Tout simplement en achetant un bateau fabriqué ailleurs qu'aux États-Unis et qui sera considéré comme « visiteur » sur les eaux américaines.

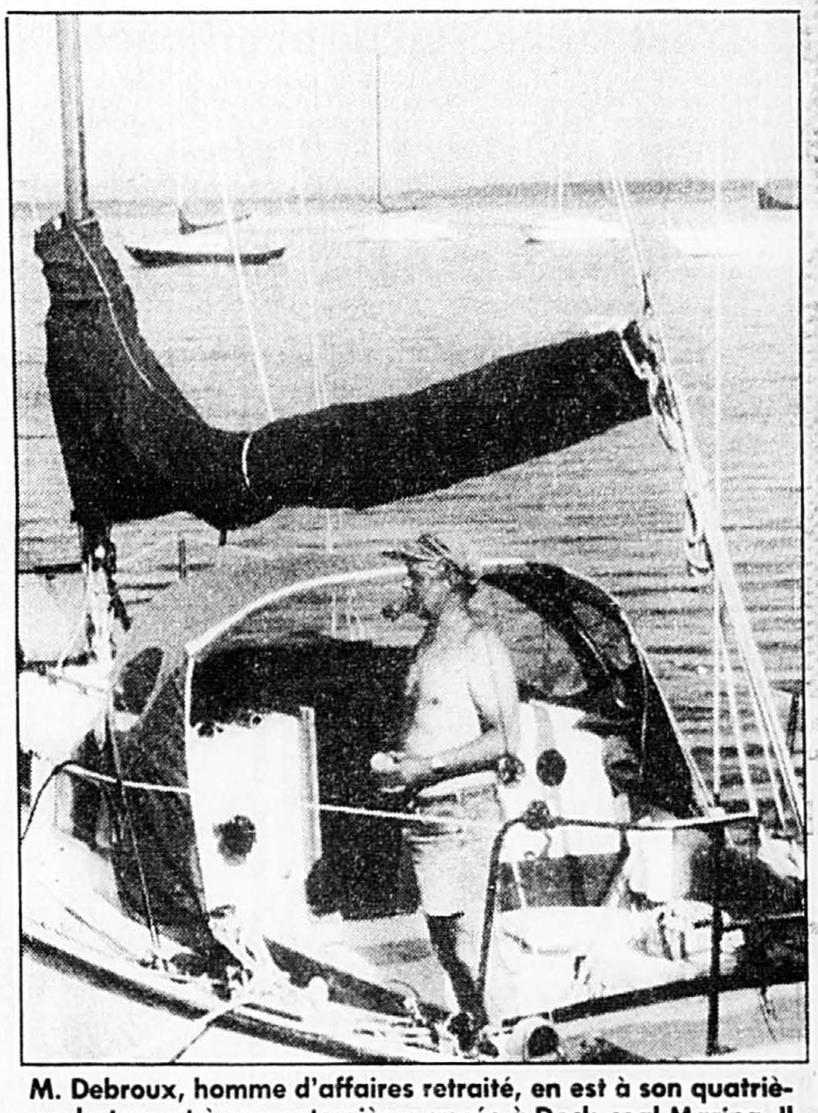
Le bateau fabriqué à Valleyfield et qui vaut $50 000 est sous le coup d'une taxe fédérale de 9 p. cent, soit $4 500. Cette taxe existe pour tous les objets fabriqués au Canada mais elle passe habituellement inaperçue du consommateur, puisque c'est le fabricant qui l'assume.

Les produits destinés à l'exportation échappent toutefois à cette taxe fédérale. Le client achète au Canada un bateau qu'il utilisera aux États-Unis et qui sera considéré comme une exportation par les autorités canadiennes.

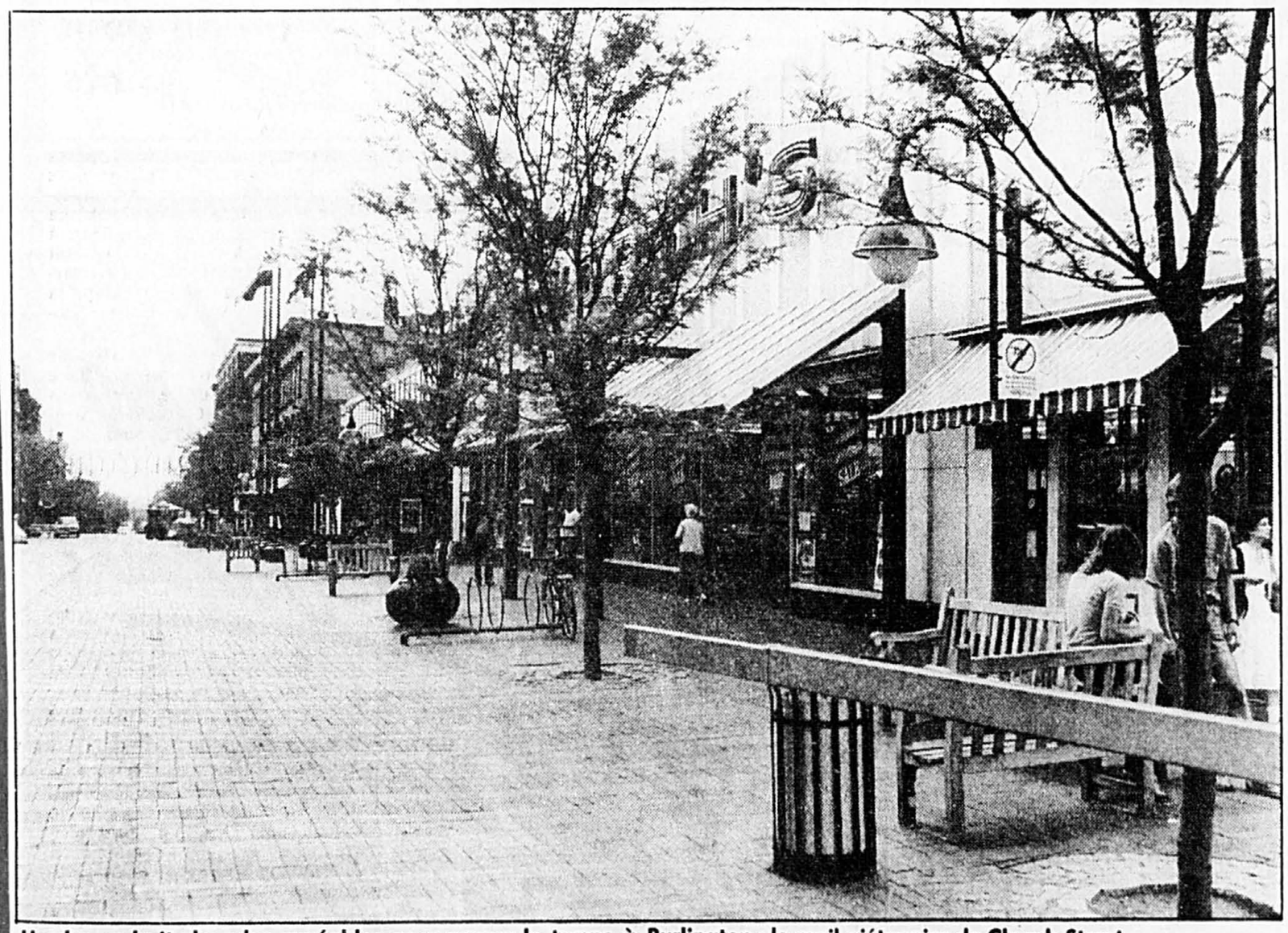
La taxe provinciale (9 p. cent) est escamotée par la même opération. Restent les droits d'entrée américains, soit 17 p. cent, qu'on évite grâce au statut de visiteur. Ce statut n'est malheureusement pas éternel et il prend fin après cinq ans.

L'opération permet de sauver dans l'immédiat 35 p. cent du prix d'achat, soit $17 500 dans le cas qui nous occupe.

Cinq ans plus tard, le bateau perd son statut de visiteur et il faut payer la douane et la taxe de vente de l'État en question (7 p. cent dans l'État de New York). Mais à ce moment, le bateau a subi une dévaluation appréciable.



M. Debroux, homme d'affaires retraité, en est à son quatrième bateau et à sa quatorzième année à Dock-coal Marina. Il participe cet été au Labatt Challenge Canada.



Un des endroits les plus agréables pour passer le temps à Burlington : le mail piétonnier de Church Street.

LES CANADIENS AU VERMONT

Magasinage et théâtre surtout

Côté Vermont, les touristes canadiens se concentrent autour de la région du lac Champlain, sans pour autant prendre toute la place. Sept millions de touristes envahissent le Vermont chaque été, parmi lesquels il y a 15 à 20 p. cent de Canadiens. Selon Doris Haug, directrice de la promotion au « Lake Champlain Regional Chamber of Commerce », un million à 1,5 million de Canadiens ont visité le Vermont l'été dernier.

À Burlington, 19 p. cent des touristes inscrits à l'hôtel ou au motel l'été dernier étaient Québécois. À Alburg (plus au nord) on en compte 33 p. cent, et à Swanton (au nord également) 35 p. cent. Pour Georges Donovan, un statiscien à l'« Agency of development and community affairs », bon nombre de ces Québécois ne sont pas là spécialement pour les attraits du lac Champlain. Ils traversent plutôt le Vermont en direction d'Old Orchard.

L'aéroport de Burlington apporte un type de tourisme bien particulier : le « in and out » des hommes et femmes d'affaires. Ces derniers ne couchent pas dans le Vermont mais ils ont le temps d'y magasiner un peu.

Le magasin à rayons Gains, au terminus d'autobus de Burlington, a été conçu exprès pour ce type de tourisme.

La charmante ville de Shelburne, au sud de Burlington, réunit les attraits d'une importante marina et d'un Musée historique. Ce dernier expose entre autres des maisons reconstituées et des galeries d'art.

Selon Doris Haug, le magasinage et le théâtre sont les activités préférées des touristes. Le mail piétonnier de Church Street est un des endroits les plus agréables pour flâner ou faire du lèche-vitrine. Le principal événement estival de Burlington est le « Champlain Shakespeare Festival » qui se déroulera cette année du 3 au 11 août, au Royall Tyler Theatre.

— FIN —

Mémo de Helen pour Lundi Soir

1. METTRE LE RÉVEIL POUR 7H
2. M'HABILLER À MON AVANTAGE
3. PRENDRE UN BON PETIT DÉJEUNER
4. PORTER DES CHAUSSURES CONFORTABLES
5. PRENDRE MON SAC À MAIN
6. ME RENDRE CHEZ HELEN PRESTON DÈS 9H POUR LE DÉBUT DU

SOLDE 26e ANNIVERSAIRE 30% à 50% DE RABAIS

C'est tellement agréable de regarnir sa garde-robe avec des ensembles, robes, manteaux, imperméables, tricots, chandails, tenues de sport à coordonner, chemises «T», et tous ces articles importés dont on a besoin et d'autres qui font simplement plaisir.

Un conseil: hâtez-vous pour un meilleur choix chez

HELEN PRESTON

1243, BOUL. LAIRD, VILLE MONT-ROYAL

En cas de décès, passez à la Sécurité sociale...

FORT LAUDERDALE, Floride (D'après UPI) — Des fonctionnaires de la Sécurité sociale ont fait parvenir une lettre à une femme de Fort Lauderdale décédée en décembre dernier lui demandant de se présenter aux bureaux de la Sécurité pour produire son certificat de décès.

Jon Shamres reçut un jour une lettre adressée à sa feue mère. L'enveloppe contenait une lettre photocopiée ainsi qu'une note manuscrite.

« Nous avons eu une information selon laquelle vous seriez décédée, » pouvait-on lire. « Prière de vous présenter à nos bureaux avec vos papiers d'identité. »

« Ma mère avait un bon sens de l'humour, a dit Mme Shamres. Elle aurait probablement trouvé celle-là bien drôle. »

« J'ai tenté de comprendre ce qu'ils voulaient dire. Puis, il devint évident qu'ils ne s'étaient pas rendus compte de ce qu'ils écrivaient », a dit Mme Shamres.

Plusieurs minorités politiques veulent siéger au Parlement

Une coalition formée de groupes écologistes, socialistes ainsi que deux des principales centrales syndicales du Québec, la CEQ et la CSN, a décidé de réclamer une réforme du mode de scrutin au Québec afin que toutes les tendances de la société soient représentées au Parlement.

PIERRE VENNAT

« Une réforme du mode de scrutin devrait d'abord et avant tout viser à réformer le Parlement, à lui donner un rôle qu'il devrait avoir, c'est-à-dire en faire vraiment le lieu où doivent se faire des débats », ont déclaré hier en conférence de presse les porte-paroles de la coalition.

Cette coalition, d'ailleurs, constituée surtout autour d'une idée lancée par le député indépendant de Sainte-Marie, Guy Bisaillon et sa Fondation d'action et de sensibilisation politique du Québec constitue un premier pas, prudent, vers la formation possible d'une coalition électorale éventuelle entre les divers groupes.

Hier, les différents groupes déploraient l'inertie du gouvernement péquiste et de l'opposition libérale sur le sujet.

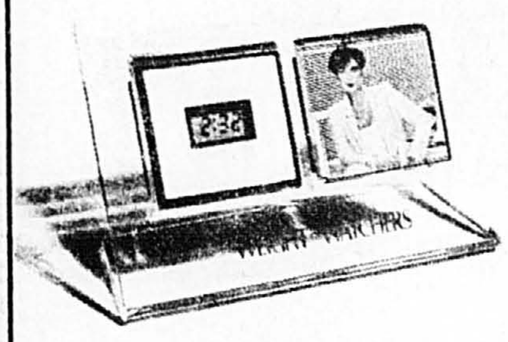
« Demandons-nous à qui le maintien du statu quo servirait réellement, sinon à ceux qui veulent conserver leurs privilèges et continuer à dominer la scène politique québécoise », déclarent les dits groupes. Le PQ et les Libéraux se voient accusés de créer une sclérose de la vie démocratique en marginalisant de larges courants de pensée.

Pour favoriser une dynamique politique régionale, le découpage du Québec en circonscriptions électorales se ferait sur la base de circonscriptions stables, tentant compte des densités de population, des régions naturelles là où elles existent et des réalités socio-économiques québécoises.

« Il est fréquent que les femmes se retrouvent nombreuses dans des petits partis exprimant des tendances nouvelles, comme les Partis verts, ou dans des partis ou regroupements dont les programmes répondent mieux à leurs besoins et à leurs revendications », notent les porte-parole de la coalition. « Il appert que ce mode de scrutin leur est un meilleur support puisqu'il favorise l'émergence de tiers partis. De plus, la présence d'un parti féministe ou d'un regroupement de candidatures indépendantes féministes pourra être un stimulant pour les autres partis ».

La coalition pour la réforme du mode de scrutin regroupe les Amis de la terre de Québec; la Centrale de l'enseignement du Québec; le collectif Ecologie politique; la Conférération des syndicats nationaux; la Coopérative d'information et de recherche écologiste du Québec (CIREQ); la Fondation d'action et de sensibilisation politique du Québec; le groupe Gauche socialiste; le Mouvement socialiste; le Regroupement pour le socialisme et le Ralliement pour l'indépendance et le socialisme du Québec.

MAIGRIR
UN CADEAU DE 14,95$



Enrolez-vous dans les Weight Watchers dès maintenant, participez à 12 réunions hebdomadaires consécutives et vous recevrez en cadeau un cadran Quartz avec un cadre pour la photo de votre nouveau physique.

Valeur
14,95$.

VOTRE NOUVEAU PHYSIQUE

Cette offre s'adresse également aux membres à vie; elle n'est cependant valable que dans la province de Québec.

PARTICIPEZ SANS PLUS TARDER AU NOUVEAU PLAN D'ATTAQUE DE WEIGHT WATCHERS

C'est facile, rapide et efficace.

Dès maintenant, le chef de file dans ce domaine vous permet de perdre les livres superflues sans perdre patience. LE PLAN D'ATTAQUE vous aide à perdre du poids plus rapidement que jamais, tout en dégustant, chaque jour, trois repas bien équilibrés. Nos menus sont plus faciles à suivre que jamais.

Appelez Weight Watchers et commencez sans plus tarder.

NOUVEAU PLAN D'ATTAQUE
Un programme Weight Watchers
Perdez votre poids une fois pour toute

WEIGHT WATCHERS
Pour MONTRÉAL 727-3788

- Aucun contrat
- Frais d'inscription $12
- Classe hebdomadaire $6
- Total 1ère Classe: $18

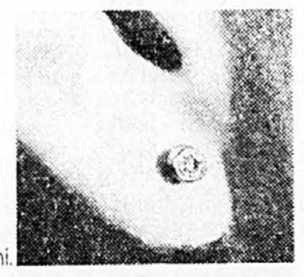
Weight Watchers int'l inc. 1984, propriétaire de la marque de commerce THE WEIGHT WATCHERS

la Baie

À votre service!
First Lady à la Baie

40% de rabais sur perruques!
Faites votre choix entre 4 modèles des plus populaires, offerts dans une variété de couleurs. Profitez vite de ce rabais de la Vente pop!
La Baie, ord. 65.00
39.00 ch.

50% de rabais
sur perçage d'oreilles et pose de boutons à simili-diamants!
Pas de rendez-vous requis. Consentement écrit des parents ou du tuteur exigé pour les moins de 18 ans.
La Baie, ord. 14.99 7.49
Gel anesthésiant: .50 en sus.



First Lady, rayon 012. Pas à Chicoutimi.
En vigueur jusqu'au 23 juin.

VENTE

DÉBUTE MARDI À 9 HEURES
(FERMÉ AUJOURD'HUI)

- Robes tout aller et robes cocktail
- Robes de soirée • Imperméables
- Ensembles • Vestes

VÊTEMENTS DE SPORT ET DE PLAGE

1/3 À 1/2
DE RABAIS

Elizabeth Hager

Mail Cavendish (Côte Saint-Luc)
5256, chemin Queen Mary
Métro Snowdon, coin Décarie

Ouvert jeudi et vendredi jusqu'à 21h.

LA STÉNOTYPIE

S'adapte à toutes les formes du secrétariat, elle assure aussi la prise des conférences, procès, etc.

On la retrouve dans les organismes nationaux et internationaux.

Institut France Quitard de sténotypie I.Q.S.
Permis 749666 du ministère de l'Éducation
1290, rue Saint-Denis, suite 89, Montréal
(metro Berri, sortie Saint-Denis)
288-2241

LA CUISSON AU BARBECUE

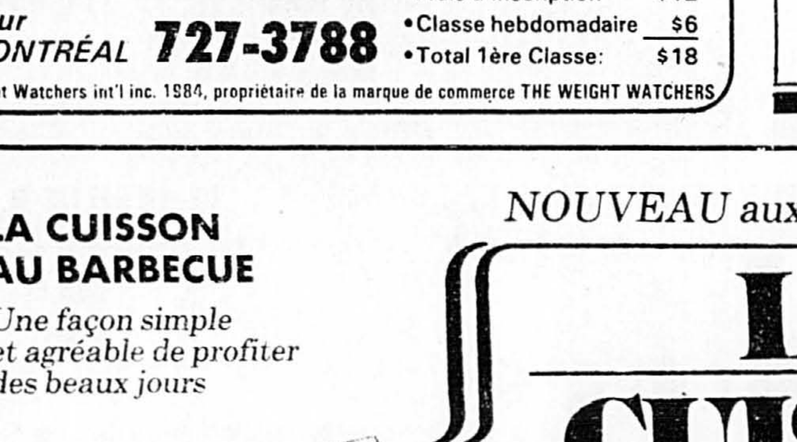
Une façon simple et agréable de profiter des beaux jours

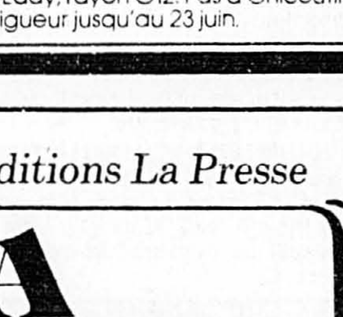
NOUVEAU aux Éditions La Presse

LA CUISINE D'ÉTÉ

POL MARTIN

Quelque 160 recettes comprenant des mets savoureux à préparer sur le barbecue, des plats d'accompagnement et des desserts, ainsi que de nombreux conseils pratiques sur ce mode de cuisson; voilà ce que nous présente Pol Martin dans *La cuisine d'été*





EN VENTE PARTOUT

160 pages en couleurs/Reliure spirale

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE
Service rapide et efficace
285-6984
Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué.
Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h.
Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

Membre de l'Association des éditeurs canadiens

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de « La cuisine d'été » au prix de 17,95$ chacun, plus 1$ de frais de poste et de manutention.

Je suis abonné à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de « La cuisine d'été » au prix de 14,35$ chacun, plus 1$ de frais de poste et de manutention.

No d'abonné(e).....

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée. Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

M/Card No.....

Visa No.....

À retourner aux:
Éditions La Presse Ltée
7, rue St-Jacques
Montréal, Québec, H2Y 1K9

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE.....
PROVINCE.....
CODE POSTAL..... TÉL.:.....
(Plus 1$ pour frais de poste et manutention) Montant ci-joint.....$

Vente-réclame d'avant-saison
Rabais de 30% à 50%
Lily Simon

1320, RUE BEAUBIEN
1480 OUEST, RUE SHERBROOKE
1 SQUARE WESTMOUNT
CENTRE ROCKLAND

SELON LA COMMISSION DES DROITS

Racisme : Taxi Moderne devrait être poursuivi

■ La Commission des droits de la personne vient d'adresser un rapport au Procureur général relativement aux récents agissements du propriétaire du service de taxis Taxi Moderne, de Montréal, M. Roger Beauregard. Elle recommande d'intenter des poursuites pénales contre ce dernier.

M. Beauregard a rendu public un avis de congédiement de tous les chauffeurs haïtiens affiliés à cette compagnie à compter du 1er juin dernier. Il a par la suite reporté ces mises à pied au 1er juillet.

La Commission des droits de la personne estime que ces avis de congédiement sont « inadmissibles et discriminatoires ». « Nul ne peut diffuser, publier ou exposer en public un avis, un symbole ou un signe comportant discrimination ni donner une autorisaion à cet effet », peut-on lire à l'article 11 de la Charte des droits.

Ce rapport n'est pas la première offensive de la Commission dans le but de dénoncer les pratiques discriminatoires envers la communauté noire dans l'industrie du taxi à Montréal.

Elle a intenté une poursuite civile contre la Co-op de l'Est, réclamant des indemnités de $26 000 pour quatre chauffeurs noirs dont l'adhésion à la Co-op avait été refusée.

D'autres rapports ont été remis au Procureur général au sujet d'une pratique favorisant les chauffeurs blancs à la compagnie Moderne Taxi et du transfert de chauffeurs blancs de Moderne Taxi à la Co-op de l'Est. Là aussi des poursuites pénales ont été intentées.

La Commission a également adressé au ministre de la Justice du Québec, M. Pierre-Marc Johnson, une série de recommandations visant à mettre en place une réglementation préventive et corrective.

Ajustement des loyers des HLM demandé

■ SHERBROOKE (PC) — Les 135 représentants d'associations de locataires de logements municipaux ont accepté à l'unanimité, en fin de semaine à Sherbrooke, un projet de règlement de location. Ce projet propose un ajustement des loyers des logements municipaux au Québec, mieux connus par l'expression d'habitation à loyer modique (HLM).

Selon le président de l'organisme, M. Adrien Charette, le loyer actuel des logements municipaux est fixé à 25 p. cent du revenu des locataires.

Avec le règlement qu'on tentera de faire appliquer par la Société d'habitation du Québec, le loyer des logements municipaux serait encore basé sur les revenus, mais le pourcentage serait diminué en fonction de l'importance des revenus, ne baissant toutefois pas à moins 17.59 p. c.

Pour M. Charette, il s'agit d'un projet de règlement qui rendrait justice aux plus démunis.

Quant aux revenus des logements municipaux, M. Charette considère que ce genre de logements n'avait pas été construit pour être rentable et qu'on avait même prévu des déficits.

Bons à tout point de vue: qualité, esthétique et performance. Ils portent le nom des marques les plus prestigieuses.

Les modèles représentés ici sont de marque Flamecrest. À gauche, Savanna, un élégant briquet sport, gainé de caoutchouc noir. Fonctionnement: gaz et pierre.

Au centre, un luxueux modèle à quartz, finition gris acier et or. À droite, un ultra-mince à quartz, finition or.

À gauche, $19.95. *Au centre,* $49.95. *À droite,* $29.95

BIRKS JOAILLIERS

Chaud ou froid?

voici la solution!

Ces deux élégants pichets isothermes offerts chez Birks garderont vos boissons chaudes et réconfortantes aussi bien que froides et désaltérantes pendant des heures!

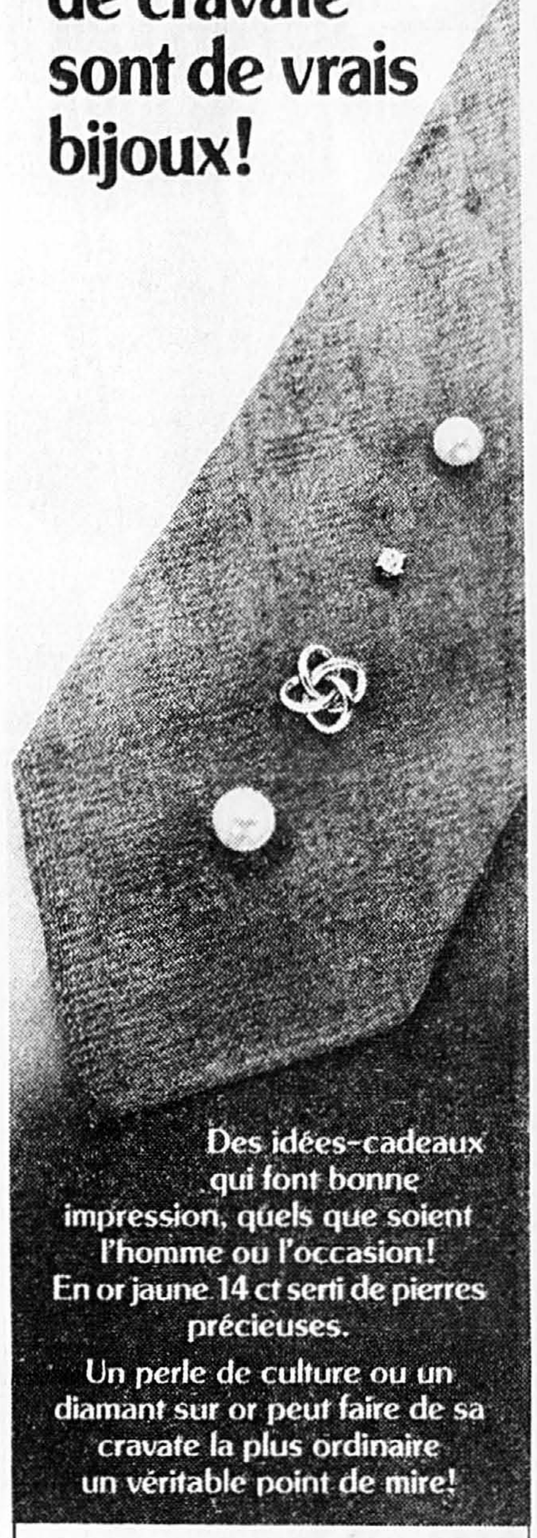
Le modèle du haut, d'une hauteur de 9¼″ a une contenance d'un demi-litre. Il est noir avec garniture plaquée or. L'autre modèle d'un style classique est chromé et noir. Hauteur 10¼″, contenance 1 litre.

Ces deux pichets sont de fabrication solide. Récipient intérieur en verre double.

$19.95 chacun

BIRKS JOAILLIERS

Ces épingles de cravate sont de vrais bijoux!



Des idées-cadeaux qui font bonne impression, quels que soient l'homme ou l'occasion! En or jaune 14 ct serti de pierres précieuses.

Un perle de culture ou un diamant sur or peut faire de sa cravate la plus ordinaire un véritable point de mire!

De haut en bas. Petite perle, $35
Diamant, $165
Entrelacs d'or, $150
Grosse perle, $50

BIRKS JOAILLIERS

J. michaels

SOLDE SEMESTRIEL

DE NOTRE ENTIÈRE COLLECTION DE VÊTEMENTS DE PRINTEMPS ET D'ÉTÉ

JUSQU'A 50% DE RABAIS

J. Michaels

LES GALERIES D'ANJOU – LE CARREFOUR LAVAL – CENTRE ROCKLAND

solde JAEGER

LONDRES PARIS NEW YORK

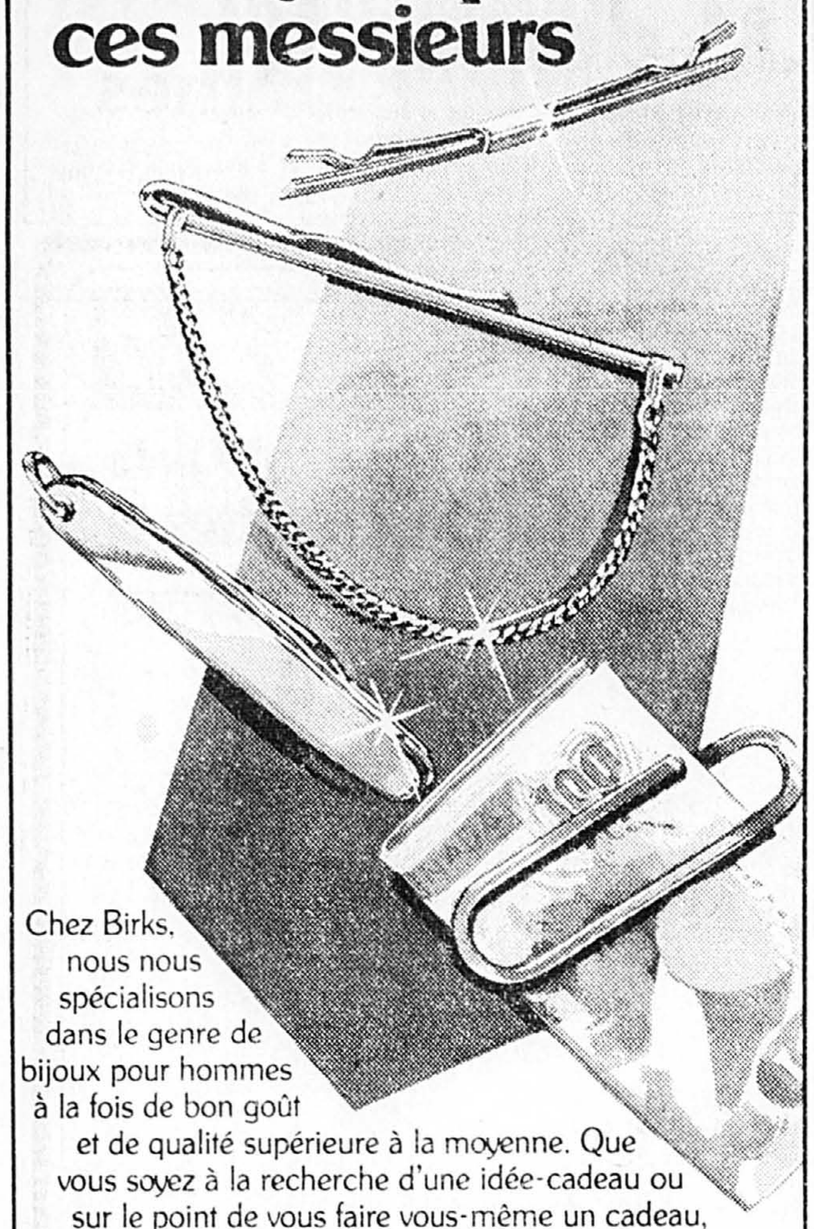
commence le lundi 11 juin

25% à 50% de rabais sur les prix originaux d'une sélection de modes

Achat en personne.
La Boutique Jaeger, au deuxième
centre-ville seulement.

OGILVY

Des bijoux pour ces messieurs



Chez Birks, nous nous spécialisons dans le genre de bijoux pour hommes à la fois de bon goût et de qualité supérieure à la moyenne. Que vous soyez à la recherche d'une idée-cadeau ou sur le point de vous faire vous-même un cadeau, passez nous voir chez Birks. Nous savons que nous pouvons vous aider à faire un choix approprié.

En doublé or (1/20 de 14 ct), voici quelques suggestions.

De haut en bas:

Épingle de col, $35. Fixe-cravate et chaîne, $60.
Canif à deux lames, $95. Trombone/pince-billets, $47.50

BIRKS
JOAILLIERS

Un gazoduc explose au Mexique: six morts et 44 blessés

■ VILLAHERMOSA, Mexique (D'après UPI) — L'explosion d'un gazoduc près d'une petite agglomération agricole dans le sud-est du Mexique a fait six morts et 44 blessés, samedi, en donnant naissance à un incendie qui a fait rage pendant 14 heures, ont fait savoir hier les autorités mexicaines et la Croix-Rouge.

Une équipe d'entretien de Pemex (les pétroles mexicains) était en train de réparer le gazoduc lorsque l'explosion s'est produite près de Villahermosa, à plus de 750 km de Mexico, a fait savoir le porte-parole de la Croix-Rouge, Pedro Vazquez Avendano.

L'agence de nouvelles gouvernementale Notimex a annoncé que six personnes avaient trouvé la mort lors de l'incident sans préciser toutefois s'il s'agissait de membres de l'équipe d'entretien ou de paysans vivant près du gazoduc.

« Nous avons 44 blessés et tous souffrent de brûlures qui vont du premier au troisième degrés », a dit M. Vazquez. Dix des 44 blessés étaient dans un état critique et ont été transportés à Mexico par l'équipe de sauvetage de Pemex.

Cette idée-cadeau demande toute votre attention!

Les personnes qui jouent aux échecs sont habituellement d'habiles tacticiens et de fins stratèges.

Ces beaux esprits apprécieront ce magnifique jeu d'échecs importé d'Italie offert chez Birks.

L'échiquier de 10" x 10" est en laiton laqué et en bois. Le roi, la reine, les tours, les chevaliers, les fous et les pions sont en laiton massif.

Le jeu complet, $100
(Tenant compte de la qualité, c'est un prix avantageux!)

BIRKS
JOAILLIERS

BIRKS

Bracelets de montre en cuir et en métal

25% de rabais

du 11 au 23 juin

Rajeunissez votre montre en lui donnant un nouveau bracelet et économisez 25%.

Venez dès cette semaine choisir un nouveau bracelet en cuir ou en métal (à l'exception de l'or).

BIRKS
JOAILLIERS

Quelle bonne idée d'acheter votre SEIKO chez BIRKS!

VOICI POURQUOI. La réputation d'honnêteté de Birks dans le commerce de l'horlogerie remonte à plus d'un siècle. De plus, chaque montre porte une garantie aussi sérieuse que notre nom.

Votre satisfaction et le bon fonctionnement de votre montre, plusieurs années mêmes après son achat, sont notre première préoccupation.

Tout cela pour vous dire que c'est une bonne affaire d'acheter votre Seiko chez Birks. Ou d'en offrir une dans une boîte bleue de Birks.

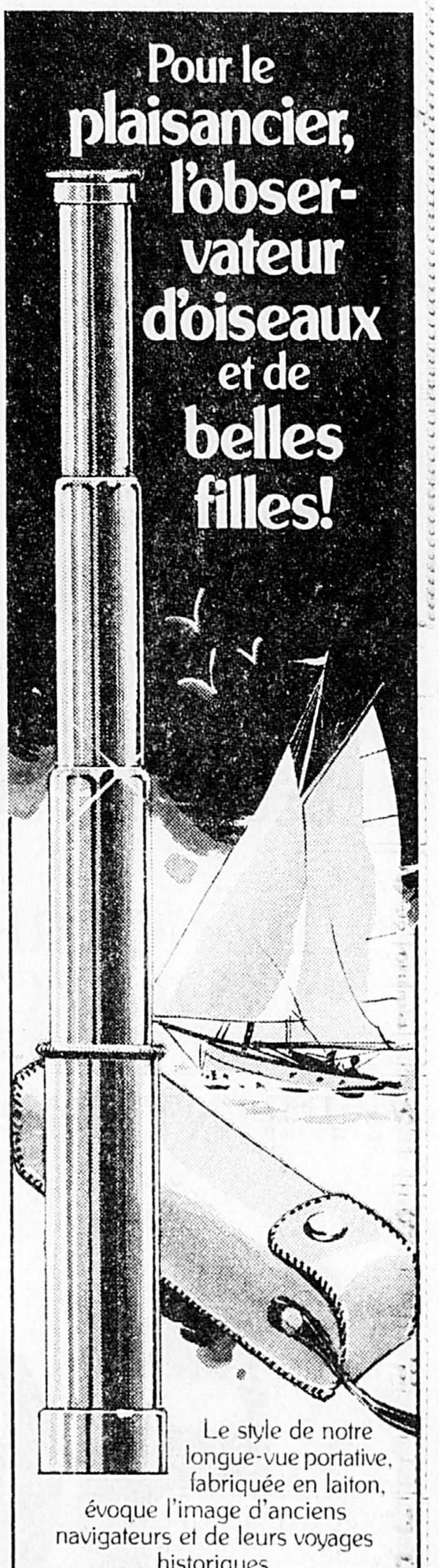
BIRKS
JOAILLIERS

Enfin! un vrai

PICHET À SANGRIA!

Nous avons reçu tellement de demandes pour un pichet à sangria qu'au cours d'un voyage récent en Italie notre acheteur a commandé ce beau gros pichet spécialement dessiné et réalisé pour les clients de Birks. Il mesure près de 8" de haut; capacité: 1 pinte.. Agitateur en bois compris.
$24.95

Pour le plaisancier, l'observateur d'oiseaux et de belles filles!



Le style de notre longue-vue portative, fabriquée en laiton, évoque l'image d'anciens navigateurs et de leurs voyages historiques.

Objectif de 30 mm, optique traitée, grossissement 25 fois. Petite mais puissante, qui sait quelle merveille son propriétaire découvrira!

En étui de cuirette muni d'une courroie commode.

Longueur fermée, 5½".
Longueur ouverte, 14".
$39.95

BIRKS
JOAILLIERS

"Si l'alimentation est la base de la vie, la technique est la base de l'alimentation."
Monique Chevrier, c.n.d.
Directrice

Cours de cuisine de base, 60 heures, 2 heures par semaine à compter du 10 sept. 1984.

ÉCOLE D'ART CULINAIRE
INSTITUT NATIONAL DES VIANDES INC.
Qualité oblige
Permis no 749663

Au programme des cours:

● Conserves, confiture ● Système métrique ● Fonds de cuisine: potages ● Coupe et cuisson du boeuf ● Légumes ● Veau, porc, agneau ● Volaille ● Pâtes, gâteaux, pain ● Oeufs ● Poissons ● et autres ...

Pour l'inscription, se présenter à notre secrétariat entre 8 h 30 et 16 h 30.

Horaire des cours:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi: de 19 h à 21 h
Mardi: de 14 h à 16 h
Mercredi: de 9 h 30 à 11 h 30
Tél.: 389-8241

INSTITUT NATIONAL DES VIANDES INC.

Secrétariat: 10216, rue Lajeunesse
Montréal, QC H3L 2E2

Un garçon de quatre ans subit une greffe du coeur

James P. Lovette, 4 ans et demi, a reçu un nouveau coeur samedi soir à New York et l'on croit qu'il s'agit du plus jeune patient à avoir subi une transplantation cardiaque. téléphoto AP

■ NEW YORK (D'après AP) — Un garçon de quatre ans et demi qui a subi une transplantation cardiaque samedi soir dernier et qui pourrait bien être le plus jeune patient à avoir subi pareille intervention se trouvait debout et parlait hier, a fait savoir un porte-parole de l'hôpital où la transplantation s'est effectuée.

Howard Smallowitz, du *Presbyterian Hospital*, à New York, a déclaré que James P. Lovette avait reçu un nouveau coeur au cours d'une opération de cinq heures et demie effectuée par le Dr Eric Rose.

Dans les heures suivant l'opération, l'enfant reposait dans un état critique mais stable, « ce qui est courant après une telle intervention », a dit M. Smallowitz. Mais hier, moins de 24 heures après l'intervention chirurgicale, l'enfant se portait bien et « le docteur, je crois, est très content de la façon dont les choses se sont déroulées », a dit le porte-parole.

J. P. Lovette est le fils de Patricia et de James Lovette, de Denver, au Colorado, et il souffre depuis toujours d'une malformation cardiaque, a déclaré M. Smallowitz. Peu après sa naissance, il avait subi une première intervention destinée, selon le porte-parole, à lui « acheter » du temps jusqu'à ce qu'une transplantation puisse être affectuée.

M. Smallowitz a déclaré que les chances de survie de l'enfant étaient « excellentes » en raison, particulièrement, de l'usage d'une nouvelle drogue, la cyclosporine, qui aide l'organisme à combattre le phénomène de rejet des organes transplantés.

Le porte-parole de l'hôpital a déclaré qu'il n'était pas autorisé à donner des précisions concernant l'identité du donneur mais a ajouté que le petit Lovette avait été chanceux de recevoir un coeur rapidement. Il a dit que l'enfant était arrivé de Denver environ deux jours avant l'opération et qu'il avait attendu qu'une donneur soit trouvé samedi.

M. Smallowitz a précisé que le père de J. P., a 34 ans et qu'il est un ingénieur à la General Electric, alors que la mère, 33 ans, est ménagère. Le couple a deux autres enfants.

Le porte-parole a ajouté que J. P. allait demeurer à l'hôpital pendant de trois à quatre semaines, « en supposant que tout va bien ».

SELON UNE CRIMINOLOGUE AMÉRICAINE

Les femmes qui assassinent seraient beaucoup plus cruelles que les hommes

■ TALLAHASSEE, Floride (UPI) — Le nombre de femmes auteurs de crimes violents a augmenté considérablement, indique une criminologue de l'Université d'État de la Floride, et les meurtres perpétrés par les femmes ont tendance à être plus atroces que ceux commis par les hommes.

« Dans le royaume animal, la femelle est la plus implacable des espèces », a déclaré le Dr Coramae Mann. « Nous sommes aussi implacables que les hommes et nous sommes maintenant en mesure d'en faire la preuve », a ajouté Mme Mann.

Les meurtres commis par les femmes sont plus atroces que jamais, a dit Mme Mann, et les femmes qui font partie de groupes terroristes ont tendance à être plus méchantes que les membres masculins du groupe.

« La femme était auparavant considérée comme un accessoire. Elle est maintenant la seule responsable de la perpétration de plusieurs crimes », a dit la chercheuse. « Dans le passé, les crimes commis par les femmes se résumaient à des vols à l'étalage et à la fabrication de faux chèques. De nos jours, les femmes font des vols de banque. »

La criminologue ajoute que la plupart des criminelles sont pauvres et sont chefs de familles avec enfants à nourrir. Elles commettent des crimes par frustration et pour des motifs économiques, dit Mme Mann.

« La plupart des femmes qui commettent des crimes ne sont pas des criminelles d'habitude, et elles peuvent « disparaître » beaucoup plus facilement que les hommes », a indiqué la chercheuse. « On n'a jamais demandé leurs empreintes digitales à la plupart des femmes et souvent, la seule chose qu'elles ont à faire pour « disparaître », c'est de se marier. »

Mme Mann fait également état de statistiques montrant qu'en 1963, 5 552 femmes seulement avaient été arrêtées pour vol par effraction. En 1980, le total était de 29 631, une augmentation de plus de 500 p. cent.

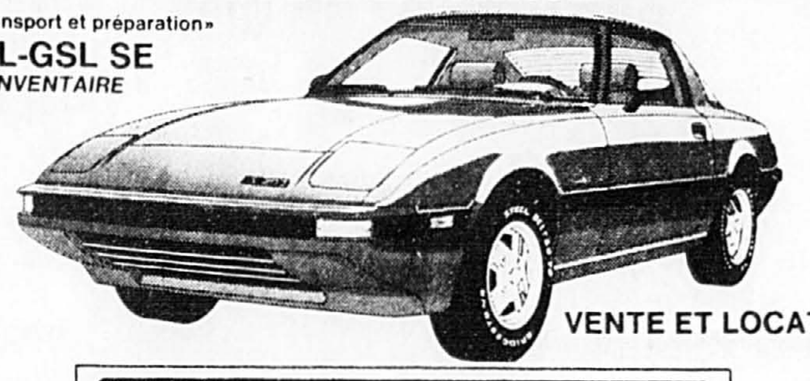
1984 mazda RX-7

au prix coûtant

«FIN DE LA VENTE»

«+transport et préparation»

GSL-GSL SE
EN INVENTAIRE



VENTE ET LOCATION

JAC AUTO LTEE

3612, BOUL. ST-JEAN
Dollard-des-Ormeaux
626-8120

HEURES DE TOMBÉE — FÊTE ST-JEAN-BAPTISTE

Le journal LA PRESSE ne sera pas publiée le lundi 25 juin 1984.

JOURNAL DU MARDI 26 JUIN 1984

Réservation d'espace	le jeudi	21 juin 1984
Annonces avec épreuves	le mercredi	20 juin 1984
Annonces sans épreuves	le jeudi	21 juin 1984
Corrections finales	le vendredi	22 juin 1984

JOURNAL DU MERCREDI 27 JUIN 1984

Réservation d'espace	le vendredi	22 juin 1984
Annonces avec épreuves	le jeudi	21 juin 1984
Annonces sans épreuves	le vendredi	22 juin 1984
Corrections finales	le mardi	26 juin 1984 - 12h00

JOURNAL DU JEUDI 28 JUIN 1984

Réservation d'espace	le mardi	26 juin 1984
Annonces avec épreuves	le vendredi	22 juin 1984
Annonces sans épreuves	le mardi	26 juin 1984
Corrections finales	le mercredi	27 juin 1984 - 15h00

JOURNAL DU SAMEDI 30 JUIN 1984
CARRIÈRES ET PROFESSIONS
VACANCES/VOYAGE

Réservation d'espace	le mercredi 27 juin 1984 - 11h00
Annonces avec épreuves	le vendredi 22 juin 1984
Annonces sans épreuves	le mercredi 27 juin 1984 - 11h00
Corrections finales	le mercredi 27 juin 1984 - 12h00

Résultats

6/36 — Prochain GROS LOT : 370 000,00$

Date 08-06-84 — 3 8 22 27 32 34 — N° complémentaire 2

	Gagnants	Lots
6/6	0	186 368,00$
5/6+	1	111 821,00$
5/6	281	596,90$
4/6	8 786	53,00$

Ventes totales : 2 045 496,00$

MISE-TÔT : 4 24 28 33 — Gagnants : 239 — Lot : 209,20

Mini Loto — Date 08-06-84 — 366761 — 50 000$

66761	5 000$	761	50$
6761	250$	61	5$

Provincial — 4262487 — 500 000$

Date 08-06-84

262487	50 000$	2487	100$
62487	1 000$	487	25$
		87	10$

Inter Loto — Date 08-06-84 — 920248 — 250 000$

		Gros lots de 25 000$	NUMÉROS MOBILES	
20248	2 500$	312229	62052	2 500$
0248	250$	337416	6070	250$
248	50$	453475	608	50$
48	10$			

La Quotidienne — Semaine du 04-06-84

	L	M	M	J	V	S
3	432	229	239	381	188	717
4	2819	6888	0639	3668	7979	1238

Lotto 6/49 — Prochain GROS LOT : 1 300 000,00$

Date 02-06-84 — 6 17 29 32 39 40 — N° complémentaire 47

	Gagnants	Lots
6/6	1	5 823 197,00$
5/6+	75	11 202,80$
5/6	318	2 020,50$
4/6	12 455	99,20$
3/6	208 178	10,00$

Ventes totales : 15 609 366,00$

la course à pied... un sport une victoire une fête

Les foulées québécoises LACHINE 25 juin

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.

En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité

BRAUN

Rasoirs «Micron» avec boni juste à temps pour la Fête des pères

59.95 Prix Simpsons

1. Rasoir «Micron 1000» avec cordon pour un rasage de près en tout temps. Taille-poil long. Garantie 3 ans.

114.95 Prix Simpsons

2. Rasoir «Micron 2000» universel avec ou sans cordon. Voltage universel automatique. Rechargement rapide 1 heure. Support mural et étui de voyage. Garantie 2 ans.

Boni: Avec tout achat d'un rasoir «Micron» de «Braun», vous recevrez un coupon à poster pour un réveil à quartz compact «Braun» en cadeau.

Rayon 217, produits de beauté, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Pour achat en personne seulement.

BONI

Simpsons

CENTRE-VILLE - Ste-Catherine et Metcalfe FAIRVIEW - Pointe-Claire LES GALERIES D'ANJOU - Ville d'Anjou
LES CARREFOUR LAVAL - Chomedey, Laval LES PROMENADES ST-BRUNO - St-Bruno

SIMPSONS POUR L'ÉTÉ... BELLES TENUES À PRIX RAFRAICHISSANTS!

POUR PASSER UN BEL ÉTÉ... TENUES AUX COLORIS DES PLUS GAIS

Simpsons vous propose des tenues qui vous tiendront au frais tout l'été... tout en étant des plus confortables. Des couleurs vibrantes pour des journées bien remplies. Maillots en tricot polyester/coton sans souci. Shorts coton à détails mode. Agencez-les et passez un été des plus amusants.

5.99 VALEUR SIMPSONS

MAILLOTS EN P(5-7), M(9), G(11-13)

1. Tee-shirt à manches courtes, encolure arrondie, garniture de surpiqures, Kaki, rose pâle, rouge, blanc ou turquoise.
2. Tee-shirt court en filet, bordure fantaisie. Kaki, rose pâle, rouge, turquoise, jaune ou blanc.
3. Maillot en turquoise, rose vif, jade ou blanc.

12.99 VALEUR SIMPSONS

SHORTS EN TAILLES 5 à 13 POUR JUNIORS

4. Short en coutil, avec revers. Devant à plis uniques. Patte allongée, braguette et poches ¼. Blanc, jaune, kaki ou rose pâle.
5. Short fourreau à revers. Bande de taille élastique. Poche à rabat au dos, garniture de bouton. Blanc, rouge, marine ou jade.
6. Short fourreau avec bande de taille élastique. 2 poches devant. Rouge, kaki, gris ou tan.

Rayon 302, Variations, centre-ville, Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

POUR ACHAT EN PERSONNE SEULEMENT

JOURS SIMPSONS

CONTINUENT AVEC D'AUTRES GRANDES ÉCONOMIES ET VALEURS SÛRES POUR VOUS!

Simpsons